

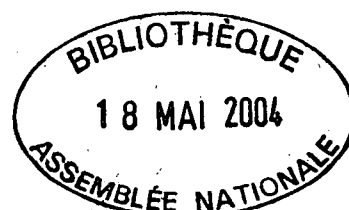
Ministère de l'Emploi,
de la Solidarité sociale
et de la Famille

Québec 

E46A1
E88
2004/05
3,1
QL
P. gouv.

Étude des crédits 2004-2005

Demandes de renseignements **particuliers**
(volet **aide financière**) de l'opposition
officielle adressées au Ministre de l'Emploi,
de la Solidarité sociale et de la Famille



ASSEMBLEE NATIONALE
REQU

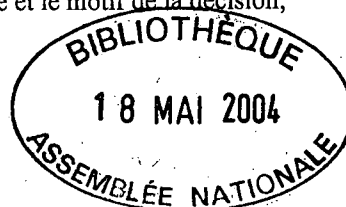
4 AVR 26 10:09



ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers	Page
Solidarité sociale		
1.	Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2002-2003, 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005.	1
2.	État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2002-2003 et 2003-2004 avec : <ul style="list-style-type: none">a) répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi) selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à douze mois;b) évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes;c) répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaires, locataires, chambreurs, en logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménages;d) nombre d'enfants (moins de dix-huit ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du programme d'assistance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le CÉGEP, l'université, ou qu'ils ne fréquentent pas l'école;e) nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une;f) économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu;g) nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale;h) nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire;i) économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de sécurité du revenu;j) nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu;k) évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles selon les critères suivants:<ul style="list-style-type: none">i) état de santé;ii) état de grossesse;iii) garde d'enfants d'âge préscolaire ou la garde d'enfants handicapés;iv) critère de 55 ans;v) partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;vi) attente de traitement d'une demande d'admission au Programme de soutien financierl) nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barèmes et le revenu moyen déclaré;m) nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés;n) nombre de ménages ayant reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle;o) nombre de révisions et d'appels selon le motif et la décision;p) nombre de personnes ayant demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision;	2



E46A1
E88
2004/05
3,1
QL
P. 5000
Lecture #
sur
place

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

	Demandes de renseignements particuliers	Page
	q) nombre de personnes ayant bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi;	
	r) ventilation détaillée des impacts pour le Québec des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le régime de la Sécurité du revenu;	
	s) listes et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance-médicaments, pour 2003-2004;	
	t) nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec;	
	u) nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée en 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005	
	v) nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée en 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005	
	w) bilan du budget et des dépenses pour le programme d'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour l'année 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005;	
3.	État de situation sur les mesures relatives à l'allaitement et aux préparations lactées pour nourrissons pour l'année 2003-2004.	26
4.	État de la situation du programme APPORT en 2002-2003 et 2003-2004 avec:	27
	a) nombre de ménages qui ont reçu des prestations et prestations mensuelles moyennes, selon la catégorie de ménage;	
	b) nombre de prestataires qui ont reçu un supplément de prestation à la fin de l'année fiscale;	
	c) nombre de prestataires ayant un trop-versé à la fin de l'année fiscale, en spécifiant le montant moyen du trop-versé;	
	d) nombre de prestataires ayant un trop-versé et une dette fiscale à la fin de l'année fiscale en spécifiant le montant moyen du trop-versé et celui de la dette fiscale;	
	e) nombre de prestataires ayant un trop-versé sans dette fiscale ni remboursement d'impôt en spécifiant le montant moyen du trop-versé;	
	f) nombre de ménages ayant un trop-versé et un remboursement d'impôt, en spécifiant le montant moyen du trop-versé et du remboursement d'impôt;	
	g) nombre de ménages qui ont bénéficié du volet «exemption pour frais de garde» du programme APPORT et dépenses totales pour cette mesure;	
	h) budget total du programme APPORT pour les quatre dernières années;	
	i) nombre de prestataires qui avaient un enfant fréquentant un service de garde, selon le type de service de garde en 2002-2003 et 2003-2004.	
5.	Tout document – recommandation, rapport, avis ou étude – relatif à l'abolition du programme APPORT.	31
6.	Tout document – recommandation, rapport, avis ou étude – relatif à la création du programme ACTIF.	32
7.	Bilan détaillé des activités de conformité pour l'année 2003-2004 et de l'application éventuelle des pénalités administratives.	33
8.	Bilan et résultats du programme «Destination Emploi».	34
	a) nombre de participant(es) par région;	
	b) durée moyenne de participation;	
	c) pourcentage de réussite;	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers	Page
	d) prévision de participation pour 2004-2005.	
9.	Bilan et résultats du programme « Ma place au soleil » avec: <ul style="list-style-type: none">a) moyenne des frais (garderie, transport et matériel scolaire) remboursés par Emploi-Québec aux participantes de « Ma place au soleil »;b) nombre de participant(es) par région;c) durée moyenne de participation;d) pourcentage de réussite;ee) prévisions pour 2004-2005.	35
10.	Bilan et résultats du programme « J'ai un emploi pour vous » avec : <ul style="list-style-type: none">a) distinction dans buts et objectifs entre le programme « J'ai un emploi pour vous » et la nouvelle philosophie « Place à l'emploi » ;b) nombre de participant(es) par région;c) pourcentage de réussite;d) prévisions pour 2004-2005;e) liste (membres ou personnes siégeant sur ces différents comités) de chacun des comités sectoriels de main-d'œuvre et de chacun des comités aviseurs (consultatifs) d'Emploi-Québec.	36
11	Concernant le Comité d'adaptation de la main-d'oeuvre : <ul style="list-style-type: none">a) ventilation du budget des Comités d'adaptation de la main-d'oeuvre au 31 mars 2004 et comparaison avec l'exercice financier 2002-2003;b) bilan des principales activités du CAMO en 2003-2004;c) montant reçu du gouvernement fédéral pour ce programme pour les années 2002-2003 et 2003-2004;d) liste des subventions accordées par le CAMO.	37
	<u>Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale</u>	
12.	Copie de toutes les versions (documents de travail) du plan d'action pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale produites par le Ministère, notamment le document de travail du 19 octobre 2003.	39
13.	Copie des avis, études, analyses et recommandations sur l'impact des hausses de tarifs sur les personnes à faible revenu dans les dossiers suivants : <ul style="list-style-type: none">a) hausse de tarifs dans les services de garde;b) hausse de tarifs dans les services de garde en milieu scolaire;c) hausse de tarifs d'hydro-électricité;e) hausse de tarifs dans le transport en commun.	40

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers	Page
14	État d'avancement des travaux concernant la mise en œuvre du Comité consultatif sur la pauvreté et l'exclusion sociale, incluant : a) budget alloué; b) la liste des personnes consultées avec copie de leurs recommandations; c) processus de nomination; d) date prévue pour sa création.	41
15	État d'avancement des travaux concernant la mise en œuvre de l'Observatoire sur la pauvreté et l'exclusion sociale, incluant : a) budget alloué; b) la liste des personnes consultées et leurs recommandations; c) processus de nomination; d) date prévue pour sa création.	43
16	État d'avancement des travaux concernant la mise en œuvre du Fonds québécois d'initiatives sociales, incluant : a) budget alloué; b) fonctionnement prévu; c) type d'activités qui seront supportées par région; d) liste et les montants alloués à chacun des organismes depuis la mise en œuvre du FQIS.	44
17.	Copie de toute entente avec la Fondation André et Lucie Chagnon avec description du mandant donné à la Fondation, incluant notamment les sommes prévues à cette entente pour 2003-2004 et 2004-2005 ainsi que le type de projets qui peuvent bénéficier de financement de la part de la Fondation.	46
<u>Secrétariat à l'action communautaire autonome</u>		
18	Dans chacun des programmes : a) liste des organismes subventionnés (avec noms et adresse de ces organismes) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2002-2003 et 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005; b) politique et critères d'attribution des subventions; c) liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.	47
19.	Copie des avis transmis au ministre ou au Secrétariat par le Comité aviseur de l'Action communautaire autonome en date du 31 mars 2004.	95
20.	Actions posées et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la Politique sur l'action communautaire autonome et prévisions pour 2004-2005.	96

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers	Page
<u>Fonds de lutte contre la pauvreté</u>		
21.	Bilan du budget et des dépenses de même que la répartition des crédits alloués dans chacune des régions pour les années 2002-2003 et 2003-2004.	98
22.	Liste et les montants alloués à chacun des organismes pour l'année 2002-2003 jusqu'au remplacement du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail par le Fonds québécois d'initiatives sociales.	100
23.	État de situation des projets en cours de réalisation pour l'année 2003-2004.	117
24.	Liste des demandes acceptées ou refusées par le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail ainsi que le détail, par région, du projet et le montant accordé.	118
25.	Copie d'études, avis ou recommandations sur la fin du Fonds de lutte et son remplacement par le Fonds québécois d'initiatives sociales.	119
26.	Copie de toute évaluation, analyse et bilan du Fonds de lutte.	120
<u>Autres</u>		
27.	La liste de toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère et ses organismes ou par un ou des employé(s) du ministère ou de l'organisme pour les 5 dernières années.	121
28.	Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans votre ministère ou organisme tel que prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1).	122

QUESTION 1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

1

de fiche : RPAF01

Titre

Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2002-2003, 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Fonctions	2003-2004
<ul style="list-style-type: none">• Attribution initiale• Gestion des dossiers actifs• Recouvrement (Ville de Montréal)• Garants défaillants• Chefs d'équipe• Personnel en soutien opérationnel et administratif local (incluant le personnel accueil et réception)	<p>393</p> <p>1185</p> <p>25</p> <p>32</p> <p>260</p> <p>680</p>
<ul style="list-style-type: none">• APPORT et agents de révision Montréal• Structure régionale• Direction des CLE• Nord du Québec	<p>68</p> <p>260</p> <p>165</p> <p>13</p>
Total	3081

Le nombre moyen de dossiers par agent pour l'ensemble des CLE :

En 2003-2004, le nombre de dossiers opérationnels confiés à un agent de gestion des dossiers actifs fut en moyenne de 299.

SOURCE : Direction générale adjointe des opérations régionales, Serge Simard,
16 mars 2004

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint, Sécurité du revenu, 12 mars 2004
Direction du budget et des opérations financières, 16 mars 2004

QUESTION 2

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

2

de fiche : RPAF02a

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2002-2003 et 2003-2004 avec :

- a) Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à douze mois.

DIAGNOSTICS	NOMBRE D'ADULTES AVEC CONTRAINTES SÉVÈRES
	Décembre 2003
Retard mental, déficience mentale ou intellectuelle (code 3170)	15 877
Psychoses (code 2900)	15 417
Schizophrénie paranoïde (code 2953)	10 396
Troubles névrotiques, de la personnalité et autres (code 3000)	19 248
Déficience mentale ou intellectuelle sévère (code 3182)	6 557
Autres maladies et syndrome du système nerveux (code 3400)	5 487
Cardiopathies ischémiques (code 4100)	3 131
Arthropathies et affections apparentées (code 7100)	3 876
Maladies pulmonaires obstructives (code 4900)	2 220
Maladies endocriniennes, etc. (code 2400)	3 456
Trisomie 13, 18, 21 (code 7589)	2 773
Affections des régions du plan dorsal (code 7200)	4 053
Tumeurs malignes (code 1400)	2 190
Autres diagnostics	26 938
Rentes d'invalidité RRQ, Régime de pensions du Canada, etc. ¹	4 766
TOTAL	126 385

¹ Depuis le 1^{er} avril 1995, l'admissibilité à une rente d'invalidité en vertu du Régime de rentes du Québec est vérifiée pour chaque personne à qui on a reconnu des contraintes sévères à l'emploi ou qui a fait cette demande de reconnaissance. Le prestataire est alors informé qu'il doit faire compléter le rapport médical de la RRQ par son médecin traitant et qu'il doit acheminer ce rapport médical ainsi que le formulaire "Demande de prestations d'invalidité" à la Régie des rentes du Québec, en vertu de l'article 41 de la Loi.

Lorsque le prestataire d'assistance-emploi est reconnu invalide " par la Régie, il reçoit une rente d'invalidité qu'il doit déclarer en tant que revenu d'autres sources. Ce revenu, considéré dans le calcul de la prestation d'assistance-emploi, pourra, dans certains cas, rendre le prestataire inadmissible à l'assistance-emploi. Par conséquent, les adultes prestataires dénombrés ayant une rente d'invalidité reçoivent une prestation d'assistance-emploi réduite, mais suffisante pour suppléer aux besoins non comblés par la rente.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique - 10 mars 2004
VALIDATION : Direction générale des politiques - 11 mars 2004

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

3

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF02b

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2002-2003 et 2003-2004 avec :

- b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes.

A) Nombre de personnes à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en décembre 2003, selon l'étape de traitement du dossier

Admission	Nombre	%
▪ Parce que bénéficiaires de rentes d'invalidité ¹	4 753	3,76
▪ Par un agent d'aide socio-économique	30 835	24,40
▪ Par un comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle	80 605	63,78
▪ Par un comité de révision	8 580	6,79
▪ Par le Tribunal administratif du Québec (TAQ)	556	0,44
▪ Autres	1 056	0,83
Total	126 385	100,00

¹ Les bénéficiaires de rentes d'invalidité d'un autre régime sont automatiquement admis à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.

B) Nombre de demandes traitées par l'ensemble des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle et des comités de révision du 21 février 2003 au 20 février 2004¹

Comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle

▪ Demandes reçues	15 095	
▪ Demandes traitées	15 024	100,00 %
▪ Demandes acceptées	6 038	40,20 %
▪ Demandes refusées avec allocation pour contraintes temporaires	6 190	41,20 %
▪ Demandes refusées sans allocation pour contraintes temporaires	2 796	18,60 %

Comités de révision

▪ Demandes reçues	2 344	
▪ Demandes traitées	2 141	100,00 %
▪ Demandes acceptées	1 181	55,20 %
▪ Demandes refusées avec allocation pour contraintes temporaires	382	17,80 %
▪ Demandes refusées sans allocation pour contraintes temporaires	439	20,50 %
▪ Autres (ex. : désistements ou non récurrents)	139	6,50 %

¹ C'est la période de février 2003 à février 2004 qui a été retenue afin que les résultats portent le plus possible sur une période similaire à celle de l'année dernière.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF02b (suite)

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2002-2003 et 2003-2004 avec :

- b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes.

C) Nombre de demandes en appel, traitées par le Tribunal administratif du Québec du 21 février 2003 au 20 février 2004

▪ Décisions sur le fond	210
• Désistements	77
• Conciliations	24
• Règlements hors tribunal	26
Total	337

D) Délai de traitement du 21 février 2003 au 20 février 2004

Demandes d'admissibilité au programme	Délai total moyen
• Admis par l'agent avec rapport médical (si diagnostic de nature invalidante)	Immédiat
• Recommandation des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle ¹	8,8 jours

¹ Le délai total moyen de traitement en admission est le délai entre le moment où le dossier entre à la Direction de la conformité et de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle et celui où il est transmis au CLE.

Demandes de révision¹

• Recommandation des comités de révision	54 jours
--	----------

¹ Le délai total moyen de traitement en révision est le délai entre le moment du dépôt de la demande (habituellement le CLE) ou la production d'observations, et la date d'expédition de la décision du Service de révision médicale et socioprofessionnelle.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu – 9 mars 2004

COLLABORATION : SR, DCEMS; DGPSC, Service de révision médicale et socioprofessionnelle; Tribunal administratif du Québec

VALIDATION : Direction générale des politiques – 11 mars 2004

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

5

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF02c

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2002-2003 et 2003-2004 avec :

- c) Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaires, locataires, chambreurs, en logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation) en indiquant la catégorie de ménages.

DECEMBRE 2003

CATÉGORIES DE MÉNAGES

MODES DE LOGEMENT	Personnes seules ¹	Couples sans enfants	Familles monoparentales	Couples avec enfants	TOTAL
Propriétaires	10 016	5 063	2 026	2 410	19 515
Propriétaires à logements multiples	369	142	83	76	670
Locataires	106 709	11 691	34 126	17 290	169 816
Locataires H.L.M.	16 584	1 470	6 213	2 294	26 561
Chambreurs	35 842	312	2 182	200	38 536
Pensionnaires	33 823	141	1 669	117	35 750
Chambreurs chez un parent	4 724	104	657	68	5 553
Pensionnaires chez un parent	35 606	283	2 566	194	38 649
Logement subventionné	6 275	509	2 608	769	10 161
Temporairement sans adresse ²	1 195	3	3	-	1 201
En hébergement	3 816	-	-	-	3 816
TOTAL	254 959	19 718	52 133	23 418	350 228

1. Inclut les conjoints d'étudiants.

2. Désigne les personnes qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique
9 mars 2004

VALIDATION : Direction générale des politiques – 11 mars 2004

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

6

de fiche : RPAF02d et j

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2002-2003 et 2003-2004 avec :

- d) Nombre d'enfants (moins de dix-huit ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du programme d'assistance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le CÉGEP, l'université, ou qu'ils ne fréquentent pas l'école.
- j) Nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

DESCRIPTION	Nombre d'enfants de moins de 18 ans
	Décembre 2003
Âge préscolaire	50 177
Études primaires	44 608
Études secondaires	26 835
Études postsecondaires	531
Sans occupation	3 110
TOTAL	125 261
Handicapé	1 349

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique –
9 mars 2004

VALIDATION : Direction générale des politiques, 11 mars 2004

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF02e

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2002-2003 et 2003-2004 avec :

- e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En décembre 2003, le nombre d'adultes de 18 ans et plus soumis à la contribution parentale était de 2 412 dont 1 232 sans diminution de prestation et 1 180 avec diminution de prestation.

SOURCE: Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique—
09.03.2004

VALIDATION : Direction générale des politiques – 12 mars 2004

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF02f

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2002-2003 et 2003-2004 avec :

- f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Depuis l'instauration de la contribution parentale en 1989, un adulte prestataire qui ne répond pas à certains critères d'indépendance fixés par la Loi est réputé recevoir une contribution financière de ses parents. Le Règlement établit à partir de quel niveau de revenus des parents une contribution doit être imputée et quel est le montant de cette contribution.

Les économies générées par la contribution parentale sont de l'ordre de **14 M\$**. Ces économies proviennent de la réduction de la prestation des adultes qui y sont soumis (**2,4 M\$**) et de la baisse du taux d'assistance des jeunes adultes qui est générée par la contribution parentale (**11,6 M\$**).

En décembre 2003, 2 412 prestataires adultes étaient soumis à la contribution parentale. Parmi ceux-ci, 1 180 voyaient leurs prestations réduites, tandis que pour les 1 232 autres, le revenu des parents était insuffisant pour que leurs prestations soient affectées par la contribution parentale. Le montant mensuel moyen de diminution de la prestation était de 171 \$ par prestataire. Sur une base annuelle, les diminutions des dépenses générées par ces réductions représentaient donc **2,4 M\$**.

Sur base annuelle, on estime que la contribution parentale permet d'éviter l'arrivée à l'assistance-emploi de quelque 1901 jeunes adultes. Pour une prestation moyenne de 507 \$ par mois, cela représente une économie annuelle de **11,6 M\$**.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu – 10 mars 2004
VALIDATION : Direction générale des politiques – 11 mars 2004

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

9

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF2g

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2002-2003 et 2003-2004 avec :

g) nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère n'exerce jamais son recours lorsque les parents refusent de contribuer pour leur enfant ou lorsque les parents sont introuvables. Le Ministère paie toujours la pleine prestation à l'enfant dans ces cas-là. La contribution des parents est donc toujours volontaire.

SOURCE : Centre de recouvrement – 4 mars 2004
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

10

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF02h et i

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2002-2003 et 2003-2004 avec :

- h) Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire;
- i) Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de sécurité du revenu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour l'année 2003 (janvier à décembre 2003), une moyenne de 7 760 familles monoparentales avec enfants de moins de 12 ans déclarent recevoir une pension alimentaire.

Le total annuel des revenus de pension alimentaire reçus par ces familles monoparentales est d'environ 22 M\$ et est calculé en tenant compte d'un montant mensuel moyen de pension alimentaire de 237 \$.

Par contre, le revenu de pension alimentaire est exclu jusqu'à concurrence de 100 \$ par mois et l'exclusion est accordée à toutes les familles tant biparentales que monoparentales **ayant un enfant de moins de cinq ans**. Le coût de cette exclusion pour les familles monoparentales seulement, qui reçoivent une pension alimentaire, est estimé à 6,4 M\$, considérant que celles-ci représentaient, en décembre 2003, 95 % de toutes les familles visées par la mesure. On estime que l'économie que ces pensions alimentaires engendrent s'élève à 15,6 M\$.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu – 10 mars 2004

VALIDATION : Direction générale des politiques – 11 mars 2004

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF02h et i

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2002-2003 et 2003-2004 avec :

- h) Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire;
- i) Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de sécurité du revenu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour l'année 2003 (janvier à décembre 2003), une moyenne de 7 760 familles monoparentales avec enfants de moins de 12 ans déclarent recevoir une pension alimentaire.

Le total annuel des revenus de pension alimentaire **reçus** par ces familles monoparentales est d'environ 22 M\$ et est calculé en tenant compte d'un montant mensuel moyen de pension alimentaire de 237 \$.

Par contre, le revenu de pension alimentaire est exclu jusqu'à concurrence de 100 \$ par mois et l'exclusion est accordée à toutes les familles tant biparentales que monoparentales **ayant un enfant de moins de cinq ans**. Le coût de cette exclusion pour les familles monoparentales seulement, qui reçoivent une pension alimentaire, est estimé à 6,4 M\$, considérant que celles-ci représentaient, en décembre 2003, 95 % de toutes les familles visées par la mesure. On estime que l'économie que ces pensions alimentaires engendrent s'élève à 15,6 M\$.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu – 10 mars 2004
VALIDATION : Direction générale des politiques – 11 mars 2004

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

1 2

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF02k

Titre

État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2002-2003 et 2003-2004 avec :

- k) Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles selon les critères suivants :
 - i. État de santé;
 - ii. État de grossesse;
 - iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire ou la garde d'enfants handicapés;
 - iv. Critère de 55 ans;
 - v. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;
 - vi. Attente de traitement d'une demande d'admission au Programme de soutien financier.

MOTIFS POUR CONTRAINTES TEMPORAIRE

Mois et année	État de santé	État de grossesse	Enfants à charge ¹	Critère de 55 ans	Attente décision contraintes sévères ²	Prend soin d'une personne ³	Autres ⁴	TOTAL
2003								
Avril	16 191	1 646	35 158	47 638	545	2 578	160	103 916
Mai	15 852	1 708	35 376	47 657	560	2 588	144	103 885
Juin	15 596	1 726	35 399	47 553	558	2 553	141	103 526
Juillet	15 251	1 759	35 630	47 475	549	2 557	140	103 361
Août	15 156	1 702	35 913	47 364	524	2 557	145	103 361
Septembre	14 799	1 643	35 909	47 459	485	2 542	136	102 973
Octobre	15 189	1 662	31 374	47 495	613	2 561	139	99 033
Novembre	15 576	1 622	31 587	47 591	615	2 535	133	99 659
Décembre	15 846	1 604	31 928	47 623	614	2 504	144	100 263

1. Comprend les adultes qui ont la garde d'enfants d'âge préscolaire ou la garde d'enfants handicapés.
2. Attente de traitement d'une demande pour obtenir l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.
3. Partage du logement avec une personne que requiert des soins constants.
4. Comprend principalement que des adultes réfugiés dans des maisons d'hébergement pour victime de violence.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique,
20 avril 2004

VALIDATION : Direction générale des politiques – 11 mars 2004

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

13

de fiche : RPAF02I

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2002-2003 et 2003-2004 avec :

- 1) Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barèmes et le revenu moyen déclaré.

SELON LE TYPE D'ALLOCATION	REVENUS COMPTABILISABLES ¹	
	Décembre 2003	
	Nombre de ménages	Revenu comptabilisable moyen
De base seulement ²	16 906	221,76 \$
Contraintes temporaires ³	23 444	221,19 \$
Contraintes sévères ⁴	21 580	351,36 \$
Mixte sévère ⁵	3 832	492,25 \$
Mixte temporaire ⁶	2 350	320,22 \$
De base hébergé ⁷	198	51,68 \$
TOTAL	68 310	280,57 \$

1. Les revenus comptabilisables sont tous les revenus de travail et les revenus provenant d'autres sources (assurance-emploi, RRQ, CSST, pensions alimentaires, etc.) ayant un impact sur le montant de la prestation d'assistance-emploi. La partie comptabilisée des revenus déclarés (revenu comptabilisable) est celle qui dépasse les exemptions permises (dans le cas des revenus de travail, des pensions alimentaires et des allocations d'aide à l'emploi), diminuant d'autant le montant de l'aide financière accordée.
2. Montant de base applicable à l'adulte seul ou au couple ne présentant aucune contrainte à l'emploi.
3. Allocation versée à un adulte seul présentant une contrainte temporaire à l'emploi. Dans le cas de ménages avec deux adultes, seulement un des adultes présente une contrainte temporaire, l'autre adulte étant sans contraintes à l'emploi.
4. Allocation versée à un adulte seul présentant une contrainte sévère à l'emploi. Dans le cas de ménages avec deux adultes, seulement un des adultes présente une contrainte sévère, l'autre adulte étant sans contraintes à l'emploi.
5. Allocation versée à un ménage composé de deux adultes lorsqu'au moins un des adultes présente des contraintes sévères et l'autre présente une contrainte temporaire ou sévère à l'emploi.
6. Allocation versée à un ménage composé de deux adultes lorsque les deux adultes présentent des contraintes temporaires à l'emploi.
7. Montant de base applicable à l'adulte hébergé admis dans un centre d'hébergement, d'accueil, hospitalier ou de réadaptation, de même qu'à un ex-détenu logé dans un établissement reconnu en vue de sa réinsertion sociale.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, 9 mars 2004
VALIDATION : Direction générale des politiques – 11 mars 2004

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

14

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF02m

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2002-2003 et 2003-2004 avec :

m) Nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés.

TYPES DE BIENS	BIENS DÉCLARÉS ¹	
	Décembre 2003	
	Nombre de ménages	Valeur moyenne
Avoir liquide	256 023	700,51 \$
Biens mobiliers	84 892	1 629,55 \$
Biens immobiliers	22 140	40 635,51 \$
Biens immobiliers pour travailleurs autonomes	2 548	7 168,64 \$
Dette hypothécaire	10 012	26 819,91 \$
Autres ²	6 151	28 043,94 \$

1. Les prestataires détenteurs d'un ou de plusieurs biens sont dénombrés lorsque la valeur des biens est supérieure à 1 \$.
2. Comprend les bénéfices payables au décès (incluant l'assurance-vie payable à la succession), les subventions ou emprunts pour réparations de la résidence ou pour le démarrage d'une entreprise, les indemnités versées pour sinistre ou expropriation, le capital provenant de la vente d'une résidence, la valeur résiduelle des biens et avoirs liquides cédés, les sommes dont l'enfant est propriétaire, etc.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique,
10 mars 2004

VALIDATION : Direction générale des politiques – 11 mars 2004

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

15

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF02n

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2002-2003 et 2003-2004 avec :

- n) Nombre de ménages ayant reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Prestations versées en trop

L'assistance-emploi doit être remboursée lorsqu'elle a été accordée en trop ou lorsqu'elle a été versée en attente de la réalisation d'un droit (aide conditionnelle) et que ce droit a été réalisé.

Règle générale, les sommes versées en trop à la suite d'une erreur administrative ne font pas l'objet d'une réclamation.

La nature des réclamations et les montants correspondants pour l'année financière 2003-2004 à la fin de février 2004 sont :

- Aide reçue à la suite de fausses déclarations, principalement liées à la vie maritale non déclarée et aux revenus non déclarés:

<u>Nombre de réclamations</u>	<u>Montant total</u>	<u>Montant moyen</u>
20 808	56,0 M \$	2 691 \$

- Aide reçue sans droit :

<u>Nombre de réclamations</u>	<u>Montant total</u>	<u>Montant moyen</u>
109 524	34,2 M \$	312 \$

- Aide conditionnelle remboursable à la suite de la réalisation d'un droit :

	<u>Nombre de réclamations</u>	<u>Montant total</u>	<u>Montant moyen</u>
Excluant la NAF ⁽¹⁾	28 519	31,7 M \$	1 112 \$
Relatif à la NAF	18 712 ⁽²⁾	6,1 M \$	326 \$
Total	47 231	37,8 M \$	800 \$

⁽¹⁾ NAF : Nouvelle allocation familiale payée par la RRQ

⁽²⁾ Nombre estimé

SOURCE : Direction de la conformité et de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle
11 mars 2004, Jocelyn Villeneuve

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint, Sécurité du revenu, 12 mars 2004
Direction du budget et des opérations financières, 12 mars 2004

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

16

de fiche : RPAF2o

Titre

Nombre de révisions et d'appels selon le motif et la décision;

Motifs	Décisions rendues par les Bureaux de révision	
	2003-2004	
	Décisions rendues	Décisions accueillies
Recouvrement	8 213	1 939
Revenus, gains, avantages, pensions alimentaires	3 609	794
Statut	3 323	668
Obligations	2 252	649
Avoir liquide	1 186	299
Prestations spéciales	886	178
Versement de l'aide	623	103
Biens	550	162
Hors délai	420	19
Prestations de base	365	28
Garant défaillant	341	42
Partage de logement	244	57
Contribution parentale	218	46
APPORT	43	4
<i>Non recevables</i>	275	
TOTAL	22 573	4 988
Proportion des décisions accueillies		21,1 %

Décisions rendues

Nombre de dossiers traités en révision à la demande de la clientèle.

Décisions accueillies

Nombre de demandes pour lesquelles l'agent réviseur a rendu une décision favorable à la clientèle.

de fiche : RPAF2o-suivant

Titre

Nombre de révisions et d'appels selon le motif et la décision.

	Décisions rendues par le TAQ
	2003-2004
Recours finalisés	3 153*
Règlements hors cour	1 182
Recours rejetés	851
Recours accueillis	454
Désistements	443
Acquiescements du Ministère	141

*Incluant les demandes irrecevables (82)

Période de référence : 22 mars 2003 au 24 mars 2004

SOURCE : Direction du service de révision, le 6 avril 2004

VALIDATION : DGPSC/BSMA – 7 avril 2004

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF02p

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2002-2003 et 2003-2004 avec :

- p) Nombre de personnes ayant demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Données générales pour les trois premiers trimestres 2003-2004

En ce qui a trait aux données pour les trois premiers trimestres 2003-2004, le nombre total de demandes reçues a été de 647. De ce nombre, il y eut :

- 362 demandes acceptées;
- 276 demandes refusées;
- 9 désistements.

L'aide totale accordée fut de 383 596 \$, répartie en aide remboursable et en aide gratuite :

- Aide remboursable : 240 417 \$
- Aide gratuite : 143 179 \$

Le montant moyen d'aide versée s'établit quant à lui à 1 060 \$.

Faits saillants trois premiers trimestres de 2003-2004

Motifs invoqués pour l'obtention de prestations en vertu de l'article 16 :	Nombre de demandes acceptées	Montant par catégorie	Répartition par catégorie	Montant moyen accordé
Ces personnes seules ou ces familles étaient inadmissibles selon les règles régulières d'attribution d'une aide de dernier recours en raison de :	2003-2004	2003-2004 (\$)	2003-2004 (%) *	2003-2004 (\$)
Composition familiale	19	8 587	2,2	451
Contribution parentale	1	128	---	128
Bien ou avoir liquide cédé	54	61 489	16,1	1 139
Étudiant (statut, conjoint)	2	1 793	0,5	897
Excédent de biens	93	137 613	35,9	1 480
Grève ou lock-out	1	536	0,1	536
Perte d'argent	28	10 607	2,8	379
Personne seule mineure	0	---	---	---
Prestation spéciale	86	49 821	13,0	579
Revenu (incluant : antériorité du déficit, saisie, etc.)	24	24 907	6,5	1 038
Refus de faire valoir un droit	1	1 481	0,3	1 481
Sans statut légal	49	80 735	21,1	1 648
Travailleur autonome	4	5 899	1,5	1 475
Carnet de réclamation	0	---	---	---
TOTAL	362	383 596	100,0%	1 060

* Pourcentage du montant total accordé.

SOURCE : Développement des applications-Linda Laforte, 12 mars 2004

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint, Sécurité du revenu, 17 mars 2004
Direction du budget et des opérations financières, 17 mars 2004

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF02q

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2002-2003 et 2003-2004 avec :

q) Nombre de personnes ayant bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi.

COMPOSITION FAMILIALE	REVENUS D'ASSURANCE-EMPLOI ¹
	Décembre 2003
	Nombre d'adultes
Personnes seules	1 353
Couples sans enfants	278
Familles monoparentales	413
Couples avec enfants	464
TOTAL	2 508

1. Correspond à tout montant déclaré supérieur à 2 \$.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique,
10 mars 2004

VALIDATION : Direction générale des politiques – 11 mars 2004

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF02r

Titre

État de la situation du programme de l'assurance-emploi en 2002-2003 et 2003-2004 avec :

- r) Ventilation détaillée des impacts pour le Québec des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le régime de la Sécurité du revenu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Depuis le 31 décembre 2000, le gouvernement du Canada a prolongé la durée des prestations parentales de l'assurance-emploi (de six mois à un an), donnant ainsi aux parents qui le désirent la possibilité de passer plus de temps avec leurs jeunes enfants pendant la première année de leur vie. Le nombre d'heures requis pour être admissible aux prestations de maternité, parentales et de maladie dans le cas des pêcheurs qui ne sont pas travailleurs indépendants est passé de 700 à 600 heures.

De plus, le 2 février 2001, l'honorable Jane Stewart, ministre de Développement des ressources humaines Canada, a présenté le projet de loi C-2 visant à modifier la *Loi sur l'assurance-emploi*. Les modifications projetées visent à :

- supprimer la règle de l'intensité; cette règle de l'intensité a été adoptée dans le but de dissuader les gens de recourir de façon répétée à l'assurance-emploi, en réduisant le taux de prestation des prestataires fréquents; le taux de prestation de 55 % est diminué de 1 % pour chaque tranche de 20 semaines de prestations reçues au cours des 5 dernières années, sans toutefois être inférieur à 50 %;
- remanier la clause de remboursement des prestations (récupération);
- modifier les règles visant les parents qui réintègrent la population active; la condition d'admissibilité de 910 heures pour les personnes qui arrivent ou qui reviennent sur le marché du travail ne s'appliquera plus dans le cas des parents qui se sont absents du marché du travail pendant un an ou plus pour élever leurs enfants;
- continuer de contrôler et d'évaluer les répercussions du régime d'assurance-emploi jusqu'en 2006;
- permettre au gouverneur en conseil d'établir le taux de cotisation minimal pour deux ans;
- maintenir le maximum de la rémunération assurable (MRA) à 39 000 \$;
- harmoniser le Règlement sur l'assurance-emploi (pêche) avec les prestations de maternité, parentales et de maladie bonifiées.

Ce projet de loi a été sanctionné le 10 mai 2001. L'élimination de la règle d'intensité et les nouvelles règles visant les parents ont eu un effet rétroactif au 1^{er} octobre 2000. Le remaniement de la modalité de remboursement des prestations a eu un effet rétroactif à l'année d'imposition 2000. L'harmonisation du Règlement sur l'assurance-emploi (pêche) a eu un effet rétroactif au 31 décembre 2000.

Par la suite, le 15 août 2001, le Règlement sur l'assurance-emploi a été modifié en ce qui concerne les gains non déclarés. Auparavant, le remboursement des prestations exigé en cas de rémunération non déclarée était calculé sur toute la période d'emploi du prestataire pendant laquelle il touchait des prestations d'assurance-emploi. En conséquence, le prestataire devait parfois rembourser des prestations, même pour des semaines où il avait déclaré ses gains correctement. Pour corriger la situation, la modification permettra d'appliquer les gains seulement aux semaines où ils ont réellement été gagnés.

Le 18 novembre 2001, le Règlement sur l'assurance-emploi a été de nouveau modifié de telle sorte que les prestataires d'assurance-emploi pourront exclure les semaines à faible rémunération de moins de 150 \$ du calcul de leurs prestations (ce montant a été haussé à 225 \$ en juin 2003). Cette modification a été faite afin d'encourager les travailleurs à accepter tout emploi disponible.

Depuis le 21 juillet 2002, les apprentis, inscrits à des programmes de formation agréés, n'ont à observer qu'un délai de carence de deux semaines pour un même apprentissage quand ils font une demande de prestation d'assurance-emploi.

Le budget fédéral du 18 février 2003 prévoit six semaines de prestation pour soins prodigués par compassion en vue de prendre soin d'un parent, d'un enfant ou d'un conjoint gravement malade ou mourant. Cette mesure est entrée en vigueur le 4 janvier 2004.

Impact sur la clientèle et les coûts :

La bonification du programme d'assurance-emploi qui est entrée en vigueur en décembre 2000 n'aura aucun impact notable sur la clientèle de l'assistance-emploi.

Pour ce qui est des modifications prévues dans le projet de loi C-2, seule celle touchant l'élimination de la règle de l'intensité affectera la clientèle du régime de la sécurité du revenu. En éliminant la règle d'intensité, le taux de prestation est donc rétabli à 55 % pour l'ensemble des prestataires et celui de la récupération fiscale ne tiendra plus compte de la fréquence des demandes antérieures.

En supposant une augmentation des prestations d'assurance-emploi de 5 % en moyenne en raison de l'élimination de cette clause¹, la baisse des prestations d'assistance-emploi serait de près de 400 000 \$ annuellement pour l'ensemble des ménages et il y aurait près de 100 ménages qui (pour un mois donné) ne seraient plus admissibles à l'assistance-emploi.

Il est bon de noter qu'au cours de 2003, il y avait en moyenne quelque 2 600 ménages mensuellement qui recevaient à la fois des prestations d'assurance-emploi et d'assistance-emploi.

Les changements réglementaires apportés après le 2 février 2001 n'ont aucun impact significatif sur la clientèle de l'assistance-emploi.

¹ La hausse véritable variera entre 0 et 10 %.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu – 9 mars 2004

VALIDATION : Direction générale des politiques – 11 mars 2004

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

21

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF02s

Titre :

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2002-2003 et 2003-2004 avec :

s) Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance-médicaments, pour 2003-2004.

À noter :

L'assurance médicaments ne fait plus partie des besoins spéciaux couverts par l'assistance-emploi et relève maintenant du MSSS

Coût des prestations spéciales (en 000 \$)

2003-2004
(dépenses probables)

I. Prestations spéciales pour préserver la santé

A. Préparations lactées	1 555,3
B. Biens et services administrés par le MESS	
- Lunettes et lentilles	4 968,9
- Chaussures orthopédiques et orthèses plantaires	2 417,0
- Prothèses, orthèses et accessoires prescrits	10 106,0
- Suppléments	8 676,6
(suppléments mensuels pour diabète, hémodialyse, grossesse, allaitement, paraplégie et stomie temporaire)	
- Transports pour fins médicales	27 195,7
- Autres	748,6
Sous-total B	54 112,8
Sous-total de la partie I	55 668,1

II. Prestations spéciales relatives à la compensation de certaines pertes ou en considération de situations particulières

- Rechercher ou postuler un emploi ou retourner dans son milieu d'origine	8,8
- Enfant à charge fréquentant l'école	8 435,3
- Frais funéraires	2 004,7
- Compenser les pertes lors d'un incendie ou d'un sinistre	774,4
- Compenser les effets d'une séparation	70,9
- Aide au logement (en dénuement)	7 808,2
- Loyer pour une personne seule hébergée	22,4
Sous-total de la partie II	19 124,7

III. Prestations spéciales pour le développement de l'employabilité

Le transfert, vers Emploi-Québec, des responsabilités en matière de développement de l'employabilité et des budgets qui y sont liés a été complété en 1999-2000.

TOTAL 74 792,8

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu – 8 mars 2004

VALIDATION : Direction du budget et des opérations financières – 17 mars 2004
Direction générale des politiques – 11 mars 2004

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

22

Fiche : RPAF02t

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2002-2003 et 2003-2004 avec :

t) Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec :

Au 20 février 2004, pour l'année financière 2003-2004, 54 484 prestataires de l'assistance-emploi ont été référés à Emploi-Québec par la Sécurité du revenu.

SOURCE : Direction générale de la recherche, de l'évaluation et de la statistique—
10 mars 2004
COLLABORATION : Direction de l'administration et de l'information de gestion (DAIG)
VALIDATION : Direction générale des politiques — 8 avril 2004

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF02u

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2002-2003 et 2003-2004 avec :

- u) Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée en 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale* prévoit à l'article 41 que le prestataire doit exercer ses droits ou se prévaloir des avantages dont il peut bénéficier en vertu d'une autre loi si la réalisation de ces droits et avantages a un effet sur son admissibilité à un programme ou réduit ses prestations.

Cette obligation, qui a toujours fait partie du régime québécois de sécurité du revenu puisqu'on la retrouve à l'article 12 de l'ancienne *Loi de l'aide sociale* ainsi qu'à l'article 30 de l'ancienne *Loi sur la sécurité du revenu*, oblige les personnes admissibles à une rente d'invalidité de demander celle-ci à la Régie des rentes du Québec.

En décembre 2003, ils étaient 7 974 ménages prestataires à recevoir une rente moyenne de 607 \$. L'économie annuelle générée par la comptabilisation de ce revenu peut donc s'estimer à 58,1 M\$.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu – 9 mars 2004
VALIDATION : Direction générale des politiques – 11 mars 2004

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF02v

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2002-2003 et 2003-2004 avec :

- v) Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée en 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale* prévoit à l'article 41 que l'adulte seul ou les membres de la famille doivent exercer leurs droits ou se prévaloir des avantages dont ils peuvent bénéficier en vertu d'une autre loi lorsque la réalisation de ces droits et avantages aurait un effet sur l'admissibilité de l'adulte ou de la famille au programme ou réduirait leur prestation.

Cette obligation a toujours fait partie du régime québécois de sécurité du revenu puisqu'on la retrouve dans l'article 12 de l'ancienne *Loi de l'aide sociale* ainsi que dans l'article 30 de l'ancienne *Loi sur la sécurité du revenu*.

En décembre 2003, 24 677 ménages prestataires recevaient une rente de retraite moyenne de 161 \$. On peut donc estimer l'économie générée par cette mesure à 47,7 M\$ annuellement.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu – 8 mars 2004

VALIDATION : Direction générale des politiques – 11 mars 2004

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF02w

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2002-2003 et 2003-2004 avec :

- w) Bilan du budget et des dépenses pour le programme d'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour l'année 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Cette mesure a été adoptée par le Conseil des ministres, en octobre 1997, lors de la mise en application du Programme allocation-logement, sous la responsabilité de la Société d'habitation du Québec (SHQ) et dont la gestion relève du ministère du Revenu du Québec (MRQ). Cette mesure s'adresse aux familles qui devaient subir des pertes financières, étant donné les critères du programme de la SHQ.
- La prestation spéciale d'aide au logement du ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille (MESSF) s'adresse aux familles prestataires de la sécurité du revenu ayant des enfants mineurs et / ou majeurs aux études à temps plein.
- Cette prestation permet au MESSF de soutenir de façon complémentaire et temporaire les familles démunies attendant la révision par le MRQ, au mois d'octobre de chaque année, de leur demande ou de leur adhésion au programme.
- Précisons que la clause de dénuement est versée pour deux raisons; la première résulte du fait que le programme de la SHQ est administré sur une base annuelle et que les prestations de la sécurité du revenu le sont sur une base mensuelle, le tout conformément à l'esprit de la Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale. Comme le programme de la SHQ est moins souple pour s'ajuster rapidement aux changements de situation qui se produisent en cours d'année, à l'exception de quelques-uns (ex. : séparation, naissance d'un premier enfant...), le MESSF couvre toutes les autres situations qui peuvent amener une révision à la hausse de l'allocation-logement en cours d'année, au moyen de cette clause dite de dénuement.
- Le MESSF verse donc aux prestataires de l'assistance-emploi la différence entre l'aide réellement reçue et celle à laquelle ils auraient droit si l'aide était mensuelle, sous forme d'aide gratuite, en attendant la révision annuelle du MRQ.
- Deuxièmement, le MESSF verse sous forme d'aide remboursable une aide au logement aux prestataires qui déposent une nouvelle demande au MESSF et qui doivent faire valoir leur droit au Programme allocation-logement de la SHQ.
- Cette année, le MESSF versera 7,8 M\$ en prestations aux familles admises à la clause de dénuement.

Année	Nombre de ménages	Dépenses (M\$)
2003-2004	13 718	7,8 M\$

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu – 10 mars 2004

VALIDATION : Direction générale des politiques – 11 mars 2004

Direction du budget et des opérations financières – 17 mars 2004

QUESTION 3

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

26

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF03

Titre

État de situation sur les mesures relatives à l'allaitement et aux préparations lactées pour nourrissons pour l'année 2003-2004.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère accorde une prestation spéciale d'allaitement aux prestataires de l'assistance-emploi depuis plusieurs années. À l'origine, cette prestation était de 20 \$ par mois et était versée aux mères aussi longtemps qu'elles allaient leur bébé.

En décembre 1995, l'aide consentie aux prestataires pour nourrir leur nouveau-né a été révisée. Une mesure de soutien à l'achat des préparations lactées pour nourrissons a été offerte aux mères des bébés âgés de moins de six mois ainsi qu'à celles qui ont des enfants de moins d'un an souffrant d'intolérance au lait de vache, au lactose ou souffrant d'autres troubles spécifiques. De plus, la prestation spéciale d'allaitement a été haussée à 50 \$ et son versement a été limité aux mères de bébé de moins de 6 mois. Cette prestation spéciale représente un *encouragement* du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale à ce mode d'alimentation du nouveau-né.

En novembre 1998, des bonifications ont été apportées à ces deux prestations. La prestation spéciale d'allaitement a été prolongée de 6 mois. Elle peut ainsi être accordée aux mères qui allaitent jusqu'à ce que leur enfant atteigne 12 mois. De plus, l'offre de soutien à l'achat de préparations lactées régulières a été prolongée de 3 mois et peut donc être accordée jusqu'à ce que l'enfant soit âgé de 9 mois.

Depuis janvier 2001, la prestation spéciale pouvant être versée pour l'allaitement d'un enfant de moins de 12 mois est passée de 50 \$ à 55 \$ par mois, hausse justifiée par une indexation du montant versé depuis la dernière augmentation.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu – 8 mars 2004
VALIDATION : Direction générale des politiques – 11 mars 2004
Direction du budget et des opérations financières – 16 mars 2004

QUESTION 4

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

27

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF04a

Titre

État de la situation du programme APPORT en 2002-2003 et 2003-2004 avec :

- a) Nombre de ménages qui ont reçu des prestations et prestations mensuelles moyennes, selon la catégorie de ménage.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

PROGRAMME APPORT ¹			
ANNÉE	Famille monoparentale 1 enfant et plus	Famille biparentale 1 enfant et plus	TOTAL
2003 (janvier à décembre)			
Nombre de ménages	6 130	6 865	12 995
Acomptes mensuels moyens ²	57,66 \$	83,78 \$	71,46 \$

1. Le dénombrement des ménages est effectué en considérant tous ceux ayant reçu au moins un acompte mensuel (incluant la majoration pour frais de garde en service de garde éducatif) durant l'année. Cela ne tient pas compte des paiements effectués ou des trop-payés constatés par le MRQ lors de la conciliation annuelle.
2. Les acomptes mensuels moyens ne tiennent pas compte du crédit pour frais de garde, lequel est remboursé au MESSF par le MRQ. Par conséquent, le dénombrement des ménages exclut ceux qui ne reçoivent que ce crédit.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique- 2004.03.22
VALIDATION : Direction générale des politiques - 2004.03.22

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

28

de fiche : RPAF4b,c,d,e,f,g,i

Titre

État de la situation du programme APPORT en 2002-2003 et 2003-2004 avec :

- b) Nombre de prestataires qui ont reçu un supplément de prestation à la fin de l'année fiscale.
- c) Nombre de prestataires ayant reçu un trop-versé à la fin de l'année fiscale, en spécifiant le montant moyen du trop-versé.
- d) Nombre de prestataires ayant un trop-versé et une dette fiscale à la fin de l'année fiscale en spécifiant le montant moyen du trop-versé et celui de la dette fiscale.
- e) Nombre de prestataires ayant un trop-versé sans dette fiscale ni remboursement d'impôt en spécifiant le montant moyen du trop-versé.
- f) Nombre de ménages ayant un trop-versé et un remboursement d'impôt, en spécifiant le montant moyen du trop-versé et du remboursement d'impôt.
- g) Nombre de ménages qui ont bénéficié du volet « exemption pour frais de garde » du programme APPORT et dépenses totales pour cette mesure.
- i) Nombre de prestataires qui avaient un enfant fréquentant un service de garde, selon le type de service de garde en 2002-2003 et 2003-2004.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les données après conciliation sont fournies par le ministère du Revenu du Québec (MRQ) vers le mois d'avril, un peu plus d'un an après la fin d'une année fiscale. L'année financière 2002-2003 correspond à l'année fiscale ou civile 2002. Par ailleurs, le MRQ ne peut fournir des statistiques sur le nombre de ménages ou de familles (monoparentale ou biparentale) étant donné que la prestation est accordée sur une base individuelle. C'est pourquoi il y a lieu de parler de prestataires du programme APPORT. Lorsqu'une prestation est accordée pour une année à chacun des conjoints, celle-ci représente généralement la moitié de la prestation accordée au ménage.

b) Nombre de prestataires ayant reçu un supplément de prestation à la fin de l'année fiscale	
	2002
Nombre	22 059
Montant moyen (\$)	984
c) Nombre de prestataires ayant un trop-versé à la fin de l'année fiscale	
	2002
Nombre	4 297
Montant moyen du trop-versé APPORT (\$)	488
d) Nombre de prestataires ayant un trop-versé et une dette fiscale à la fin de l'année fiscale	
	2002
Nombre	287
Montant moyen du trop-versé APPORT (\$)	558
Montant moyen de la dette fiscale (\$)	535
e) Nombre de prestataires ayant un trop-versé sans dette fiscale ni remboursement d'impôt	
	2002
Nombre	173
Montant moyen du trop-versé APPORT (\$)	463
f) Nombre de prestataires ayant un trop-versé et un remboursement d'impôt	
	2002
Nombre	3 837
Montant moyen du trop-versé APPORT (\$)	483
Montant moyen du remboursement d'impôt (\$)	960
g) Nombre de prestataires ayant bénéficié de la majoration pour frais de garde d'enfants	
	2002
Nombre	5 899
Montant moyen (\$)	452

- i) Nombre de prestataires qui avaient un enfant fréquentant un service de garde, selon le type de service de garde en 2002-2003 et 2003-2004.

Nombre de ménages, avant conciliation, ayant des
enfants fréquentant un service de garde à
contribution réduite

2002
7 356

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale –
21 avril 2004

VALIDATION : Direction générale des politiques –21 avril 2004

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

30

de fiche : RPAF4h

Titre

État de la situation au programme APPORT en 2002-2003 et 2003-2004 avec:

h) budget total du programme APPORT pour les quatre dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour l'année 2003-2004, le budget du programme APPORT a été de 31 900,0 K\$.

SOURCE : Direction du budget et des opérations financières – 2004-03-15

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale des services à la gestion – 2004-03-15

QUESTION 5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

31

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF05

Titre

Tout document – Recommandation, rapport, avis ou étude – relatif à l'abolition du programme APPORT

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question se retrouve dans les rapports qui font l'objet d'une demande d'accès à l'information en date du 3 octobre 2003.

SOURCE : Direction générale des politiques, Bureau de la sous-ministre adjointe – 8 avril 2004

QUESTION 6

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

3 2

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF6

Titre

Tout document – recommandation, rapport, avis ou étude – relatif à la création du programme ACTIF.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction générale des politiques, Bureau de la sous-ministre adjointe –
8 avril 2004

VALIDATION :

QUESTION 7

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

33

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF07

Titre

Bilan détaillé des activités de conformité pour l'année 2003-2004 et de l'application éventuelle des pénalités administratives.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

RÉSULTATS DES ACTIVITÉS DE CONFORMITÉ

2003-2004

Réalisées par les effectifs en conformité

73,4 M \$ (11 mois)

Réalisées par les agents d'aide

Comparaisons de fichiers

66,8 M \$ (10 mois)

Remises de chèques systématiques

10,1 M \$ (11 mois)

Remises de chèques ciblées par l'agent

33,8 M \$ (11 mois)

Sous-total

110,7 M \$

TOTAL

184,1 M \$

Le réseau de la Sécurité du revenu a procédé, en 2003-2004, à des opérations de remise de chèques de main à main pour l'ensemble des prestataires sans contraintes à l'emploi indépendamment de l'âge. Les résultats des remises aux moins de 25 ans ne sont pas isolés des données globales.

SOURCE : Direction de la conformité et de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle
9 mars 2004, Jocelyn Villeneuve

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint à la Sécurité du revenu, 12 mars 2004
Direction du budget et des opérations financières, 12 mars 2004

QUESTION 8

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

34

de fiche : RPAF08

Titre

Bilan et résultats du programme « Destination Emploi »

- a) nombre de participant(e)s par région;
- b) durée moyenne de participation;
- c) pourcentage de réussite;
- d) prévision de participation pour 2004-2005.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a) Le nombre de participants par région n'est pas comptabilisé.
- b) Compte tenu de ce qui précède, cette donnée n'est pas disponible.
- c) Compte tenu de ce qui précède, cette donnée n'est pas disponible.
- d) Question non pertinente à l'Étude des crédits.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique
– 21 avril 2004

VALIDATION: Direction générale des politiques – 21 avril 2004
Emploi-Québec – BSMA – 21 avril 2004

QUESTION 9

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

35

de fiche : RPAF9

Titre

Bilan et résultats du programme « Ma place au soleil » avec :

- a) Moyenne des frais (garderie, transport et matériel scolaire) remboursés par Emploi-Québec aux participantes de « Ma place au soleil »;
- b) Nombre de participant(es) par région;
- c) Durée moyenne de participation;
- d) Pourcentage de réussite;
- e) Prévisions pour 2004-2005.

Exposé et statistiques

- a) **Moyenne des frais (garderie, transport et matériel scolaire) remboursés par EMPLOI QUÉBEC aux participantes de « Ma place au soleil » :**
Ce type de données n'est pas disponible.

- b) **Nombre de participations actives au 31 mars 2004, par région :**

Région		Région	
01 - Bas St-Laurent	11	09 - Côte-Nord	46
02 - Saguenay-Lac St-Jean	51	10 - Nord-du-Québec	0 (en démarrage)
03 - Capitale Nationale	96	11 - Gaspésie - Îles	8
04 - Mauricie	78	12 - Chaudière-Appalaches	15
05 - Estrie	5	13 - Laval	22
06A - Montréal Banlieue	120	14 - Lanaudière	42
06F - Montréal Ville	95	15 - Laurentides	76
07 - Outaouais	28	16 - Montérégie	105
08 - Abitibi-Témiscamingue	8	17 - Centre-du-Québec	40
ENSEMBLE DU QUÉBEC : 846			

- c) **Durée moyenne de participation :** La durée moyenne de participation est de 8,6 mois.
- d) **Pourcentage de réussite :** Le taux de réussite est de 69 % pour 2003-2004 (données à jour au 31 mars) et de 61 % cumulativement depuis mars 2000.

SOURCE : Direction générale adjointe des opérations de la métropole, Sylvie Bourassa,
21 avril 2004

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint, Sécurité du revenu, 21 avril 2004

QUESTION 10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

36

de fiche : RPAF10

Titre

Bilan et résultats du programme « J'ai un emploi pour vous » avec :

- a) distinction des buts et objectifs entre le programme « J'ai un emploi pour vous » et la nouvelle philosophie « Place à l'emploi »;
- b) nombre de participant(e)s par région;
- c) pourcentage de réussite;
- d) prévisions pour 2004-2005;
- e) liste (membres ou personnes siégeant sur ces différents comités) de chacun des comités sectoriels de main-d'œuvre et de chacun des comité aviseurs (consultatifs) d'Emploi-Québec.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a) « Place à l'emploi » est une philosophie d'intervention qui privilégie l'intégration à l'emploi des prestataires de l'assistance-emploi aptes au travail par une prise en charge rapide des nouveaux demandeurs et par le repérage des clientèles déjà à l'aide qui ont le profil d'employabilité leur permettant d'obtenir un emploi à court terme.

« Un emploi pour vous » s'adressait également aux prestataires de l'assistance-emploi aptes au travail et visait leur intégration à l'emploi. Toutefois, cette intervention se situait parmi plusieurs autres, soit, *Destination emploi* et *Encadrement soutenu*. On a constaté que toutes ces interventions créaient une certaine confusion et n'apportaient pas de valeur ajoutée.

- b) Le nombre de participants par région n'est pas comptabilisé.
- c) Compte tenu de ce qui précède, cette donnée n'est pas disponible.
- d) Non pertinent.
- e) Question non pertinente à l'Étude des crédits.

SOURCE :

Direction de l'administration et de l'information de gestion et Direction générale adjointe au développement et au soutien opérationnel – 13 avril 2004
Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique – 7 avril 2004

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée par intérim – 19 avril 2004

QUESTION 11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

37

de fiche : RPAF11

Titre

Concernant le Comité d'adaptation de la main-d'œuvre :

- Ventilation du budget des Comités d'adaptation de la main-d'œuvre au 31 mars 2004 et comparaison avec l'exercice financier 2002-2003;
- Bilan des principales activités du CAMO en 2003-2004;
- Montant reçu du gouvernement fédéral pour ce programme pour les années 2002-2003 et 2003-2004;
- Liste des subventions accordées par le CAMO.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

COMITÉ D'ADAPTATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE POUR PERSONNES IMMIGRANTES

a) Les budgets

	2003-2004
Emploi-Québec	
Fonctionnement (DGAIS)	250 000 \$
Activités (DGAIS)	250 000 \$
Ministère des Relations avec les citoyens et Immigration	3 165 \$
Total	503 165 \$

b) Bilan des principales activités en 2003-2004

Les principales activités du Comité d'adaptation de la main-d'œuvre pour personnes immigrantes réalisées au cours de l'année financière 2003-2004 sont les suivantes :

- collaboration à l'implantation d'un certificat dans l'offre régulière de formation à la Polytechnique de l'Université de Montréal pour l'actualisation de la formation des ingénieurs diplômés de l'étranger;
- collaboration à l'implantation d'une attestation d'étude collégiale dans l'offre régulière de formation du Cégep du Vieux- Montréal pour l'actualisation de la formation des infirmières diplômées de l'étranger;
- organisation d'une journée de consultation sur l'intégration et le maintien en emploi des personnes issues de l'immigration;
- publication d'une étude exploratoire sur la situation des salariées immigrantes du Québec;
- publication d'un document sur les facteurs défavorables et les difficultés des programmes d'accès à l'égalité et d'équité en emploi dans la fonction publique;
- participation aux travaux de la Table interministérielle sur la formation continue;
- participation aux travaux de la Table de concertation sur l'immigration et l'admission aux ordres professionnels.

c) Non pertinent pour l'étude des crédits.

d) Non pertinent pour l'étude des crédits.

COMITÉ D'ADAPTATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE POUR PERSONNES HANDICAPÉES

a) Les budgets

	2003-2004
Emploi-Québec	
Fonctionnement (DGAIS)	250 000 \$
Activités (DGAIS)	400 000 \$
Diagnostic de main-d'oeuvre	50 000 \$
Total	700 000 \$

b) Bilan des principales activités en 2003-2004

Les principales activités du Comité d'adaptation de la main-d'oeuvre pour personnes handicapées réalisées au cours de l'année financière 2003-2004 sont les suivantes :

- réalisation d'un diagnostic de la main-d'œuvre handicapée au Québec;
- dépôt d'un avis sur l'amélioration de l'accessibilité du *Programme d'apprentissage en milieu de travail*;
- présentation de *Cadre de référence pour l'élaboration d'activités de formation - Les personnes handicapées et l'emploi* aux unités centrales d'Emploi-Québec;
- développement d'un cédérom sur l'accommodement pour la promotion de l'embauche des personnes handicapées auprès des petites et moyennes entreprises;
- collaboration aux travaux de suivi des *Stratégies d'intervention pour les personnes handicapées* adoptées par la Commission des partenaires du marché du travail en 1999;
- la mise à jour du site Internet et la publication d'un bulletin d'information pour les partenaires des réseaux de l'emploi et de la formation.

c) Non pertinent pour l'étude des crédits

d) Non pertinent pour l'étude des crédits

QUESTION 12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

39

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF12

Titre

Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Copie de toutes les versions (documents de travail) du plan d'action pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale produites par le Ministère, notamment le document de travail du 19 octobre 2003

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction générale des politiques, Bureau de la sous-ministre adjointe –
8 avril 2004

VALIDATION :

QUESTION 13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

4 0

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF13

Titre

Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Copie des avis, études, analyses et recommandations sur l'impact des hausses de tarifs sur les personnes à faible revenu dans les dossiers suivants :

- a) Hausse de tarifs dans les services de garde;
- b) Hausse de tarifs dans les services de garde en milieu scolaire;
- c) Hausse de tarifs d'hydro-électricité;
- d) Hausse de tarifs dans le transport en commun.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction générale des politiques, Bureau de la sous-ministre adjointe – 8 avril 2004

VALIDATION :

QUESTION 14

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

41

de fiche : RPAF14

Titre

État d'avancement des travaux concernant la mise en œuvre du Comité consultatif sur la pauvreté et l'exclusion sociale, incluant :

- a) budget alloué;
- b) la liste des personnes consultées avec copie de leurs recommandations;
- c) processus de nomination;
- d) date prévue pour sa création.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, adoptée le 13 décembre, sanctionnée le 18 du même mois 2002 et dont plusieurs articles sont entrés en vigueur le 5 mars 2003, prévoit notamment la création d'un Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Aux termes de cette loi, le Comité consultatif est composé de 17 membres, nommés par le gouvernement après consultation des milieux concernés, pour un mandat d'au plus trois ans. Quinze d'entre eux auront droit de vote, les deux autres étant des représentants gouvernementaux.

Les articles de la Loi qui concernent le Comité consultatif ne sont pas encore en vigueur.

Mandat du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

En vertu de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, deux mandats majeurs incombent en priorité au Comité :

- il doit proposer, au plus tard deux ans après la mise en œuvre de la loi, des cibles d'amélioration des revenus (Revenu de solidarité) et les moyens de les atteindre;
- il doit également faire des recommandations, dans les mêmes délais, portant sur l'établissement d'une prestation minimale (barème plancher) dans le cadre du Programme d'assistance-emploi.

Le Comité devra aussi donner son avis au ministre, lorsque requis, sur toute question relevant de ses compétences. Il pourra en outre assumer diverses fonctions prévues par la loi : procéder à des consultations, solliciter des opinions, recevoir ou entendre des demandes et des suggestions, soumettre des recommandations et émettre des avis en matière de pauvreté et d'exclusion sociale.

A. Budget alloué : à déterminer

B. La liste des personnes consultées

Question non pertinente à l'étude des crédits.

C. Processus de nomination

Les autorités du Ministère statueront sur la nomination des membres du Comité, lesquels seront désignés par décret après la mise en vigueur des articles du chapitre IV de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*.

D. Date prévue pour la création du Comité consultatif

Dans le cadre d'un vaste examen de ses structures et de ses programmes amorcé par le gouvernement, la mise en place de cette instance sera analysée, le gouvernement voulant avant tout s'assurer que les fonctions qui doivent y être exercées le soient effectivement.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale – 8 mars 2004

VALIDATION : Direction générale des politiques – 8 avril 2004
Direction du budget et des opérations financières – 16 mars 2004

QUESTION 15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

43

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF15

Titre

État d'avancement des travaux concernant la mise en œuvre de l'Observatoire sur la pauvreté et l'exclusion sociale, incluant :

- a) budget alloué;
- b) la liste des personnes consultées et leurs recommandations;
- c) processus de nomination;
- d) date prévue pour sa création.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

D'après la Loi, l'Observatoire assume les fonctions suivantes :

- il s'agit d'un lieu d'observation, de recherche et d'échanges visant à fournir des informations qui soient fiables et objectives en matière de pauvreté et d'exclusion sociale (art. 35);
- il a pour fonction de recueillir, d'intégrer, de compiler, d'analyser et de diffuser des renseignements, notamment de nature statistique, sur la pauvreté et l'exclusion sociale; il procède à des recherches de nature qualitative et quantitative et il peut à cette fin consulter des experts; il doit faciliter le transfert des connaissances au bénéfice des divers intervenants impliqués en matière de pauvreté ou d'exclusion sociale et faciliter les collaborations en ces matières, notamment avec les institutions universitaires, les centres de recherche et d'autres observatoires (art. 42);
- il élabore et propose au ministre une série d'indicateurs devant servir à mesurer la pauvreté et l'exclusion sociale, les inégalités sociales et économiques, dont les écarts de revenus, ainsi que les autres déterminants de la pauvreté; il assure le suivi des indicateurs retenus par le ministre en vue de mesurer les progrès réalisés dans le cadre de la stratégie (art. 43).

a) **Budget alloué** : 250 000 \$ pour la première année.

b) **La liste des personnes consultées et leurs recommandations** : en vue de la réalisation de ces fonctions, le MESSF a consulté monsieur Yvon Fortin, directeur général de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), qui a délégué les personnes suivantes :

- Monsieur Camille Courchesne, directeur, Statistiques économiques et sociales;
- Monsieur Hervé Gauthier, professionnel.

En vue d'un partenariat de recherche, des contacts ont également été initiés avec :

- Madame Louise Dandurand, présidente-directrice générale du Fonds québécois de recherche société et culture – FQRSC, qui a délégué les personnes suivantes :
- Monsieur Pierre Joubert, alors vice-président exécutif;
- Madame Carole Brabant, adjointe à la pdg;
- Madame Marie-Thérèse Duquette, professionnelle.
- les directeurs de la recherche ou sous-ministre adjoint des directions de la recherche des ministères suivants : Éducation, Santé et Services sociaux et Famille (maintenant de notre propre ministère).

Aucune recommandation n'a été formulée, l'ISQ ayant été rencontré en vue de la négociation d'un protocole d'entente MESSF-ISQ, qui sera finalisé avec les décisions à venir, et le FQRSC et les autres ministères, dans l'éventualité d'un partenariat visant à structurer la recherche dans ce secteur..

c) **Processus de nomination** : L'article 36 de la Loi 112 précise que :

- L'Observatoire est dirigé par un comité de direction composé de sept membres nommés par le gouvernement sur la recommandation du ministre, après consultation des organismes représentatifs du milieu qui est concerné. Le gouvernement désigne, parmi les membres, une personne qui en assume la présidence.
- Deux membres sont des personnes oeuvrant auprès des personnes en situation de pauvreté ou d'exclusion sociale, choisies après consultation du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
- Les autres membres du comité de direction de l'Observatoire sont des personnes en provenance des milieux gouvernemental, universitaire et de la recherche dont la compétence et l'expertise sont reconnues en matière de pauvreté ou d'exclusion sociale.

À l'heure actuelle, une **liste de noms** a été soumise aux autorités.

d) **Date prévue de création** : à déterminer.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique
– 10 mars 2004

VALIDATION : Direction générale des politiques – 11 mars 2004
Direction du budget et des opérations financières – 16 mars 2004

QUESTION 16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

44

de fiche : RPAF16

Titre : Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

État d'avancement des travaux concernant la mise en oeuvre du Fonds québécois d'initiatives sociales, incluant :

1. budget alloué;
2. fonctionnement prévu;
3. type d'activités qui seront supportées par région;
4. liste et les montants alloués à chacun des organismes depuis la mise en œuvre du FQIS.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Fonds québécois d'initiatives sociales est entré en vigueur le 1^{er} avril 2003. Le budget alloué en 2003-2004 au Fonds a été de 48,4 M\$ dont 20,6 M\$ en crédits gouvernementaux, le solde provenant des surplus du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail au 31 mars 2003. Comme prévu à la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le Fonds québécois d'initiatives sociales a acquis les droits et a assumé les obligations du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail, jusqu'au 31 mars 2004.

En plus de permettre de couvrir les derniers engagements du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail, le budget 2003-2004 du Fonds québécois d'initiatives sociales a soutenu des projets spécifiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ainsi, il a engagé 5 M\$ en 2003 et 5 M\$ en 2004 dans le cadre du Contrat de Ville avec Montréal en matière de développement social et communautaire et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale; un montant de 5 M\$ a été réservé pour le financement d'un projet de partenariat avec la Fondation Lucie et André Chagnon destiné aux jeunes enfants de 0-6 ans et leur famille de milieux défavorisés; des projets pilotes dans les MRC de la Haute-Gaspésie et de Témiscouata sont soutenus dans le cadre de plans d'action locaux de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Le budget de 2004-2005 servira à couvrir, entre autres, les engagements pris avec les deux MRC dans les régions de la Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine et le Bas Saint-laurent, avec la Fondation Lucie et André Chagnon, avec la Ville de Montréal dans le cadre du Contrat de Ville ainsi que d'autres projets de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Le plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale précise que le Fonds québécois d'initiatives sociales deviendra l'un des principaux outils afin de favoriser l'émergence de stratégies locales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur les territoires convenus comme étant prioritaires.

L'annexe ci-jointe présente le suivi budgétaire du Fonds québécois d'initiatives sociales pour l'année 2003-2004.

SOURCE : Direction du Fonds québécois d'initiatives sociales – 13 avril 2004
VALIDATION : Direction du budget et des opérations financières – 13 avril 2004
DGPSC/BSMA – 15 avril 2004

Fonds québécois d'initiatives sociales
Suivi budgétaire 2003-2004

Au 31 mars 2004

Budget (en millions de dollars)¹	48,4	
	Engagements (M\$)	Dépenses (M\$)
Projets régionaux <i>Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail</i>	26,7	26,3
Projets du central <i>Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail</i>	1,3	1,3
Frais de participation <i>Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail</i>	0,2	0,2
Contrat de Ville avec Montréal ²	10,0	5,0
Projet avec la Fondation Lucie et André Chagnon ²	5,0	0,0
Projets pilote de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale des MRC de la Haute-Gaspésie et de Témiscouata ²	0,4	0,0
Administration	2,7	2,7
Total	46,3	35,5
Solde	2,1	12,9

¹ Le solde sera transféré dans la prochaine année financière pour des projets du Fonds québécois d'initiatives sociales.

² Une partie des engagements ou des sommes réservées sera reportée à l'année financière 2004-2005 selon l'évolution des dossiers, entre autres pour tenir compte des délais requis pour préparer les plans d'action locaux dans les arrondissements de Montréal ou dans les MRC.

QUESTION 17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

46

de fiche : RPAF17

Titre

Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Copie de toute entente avec la Fondation André et Lucie Chagnon avec description du mandat donné à la Fondation, incluant notamment les sommes prévues à cette entente pour 2003-2004 et 2004-2005 ainsi que le type de projets qui peuvent bénéficier de financement de la part de la Fondation.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits

SOURCE : Direction du Fonds québécois d'initiatives sociales – 8 avril 2004
VALIDATION: Direction du budget et des opérations financières – 15 mars 2004
DGPSC/BSMA – 8 avril 2004

QUESTION 18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

47

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

18a

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

Répartition régionale

Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec

ÉTAT DES SUBVENTIONS VERSÉES PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION			
RÉGIONS	Subventions versées au programme DDD	Subventions versées au programme SPA	Subventions versées au programme SPD
01 - Bas-Saint-Laurent	608 113,00 \$	255 307,00 \$	27 600,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	635 679,00 \$	146 306,00 \$	0,00 \$
03 - Capitale-Nationale	1 409 000,00 \$	311 595,00 \$	49 500,00 \$
04 - Mauricie	750 400,00 \$	294 000,00 \$	36 000,00 \$
05 - Estrie	1 054 469,00 \$	314 838,00 \$	8 500,00 \$
06 - Montréal	5 347 908,00 \$	900 796,50 \$	438 840,00 \$
07 - Outaouais	565 191,71 \$	126 803,00 \$	0,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	493 252,00 \$	71 282,00 \$	0,00 \$
09 - Côte-Nord	387 025,00 \$	0,00 \$	36 000,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	335 691,00 \$	24 122,00 \$	55 800,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	493 102,00 \$	416 000,00 \$	38 250,00 \$
13 - Laval	390 965,00 \$	130 000,00 \$	0,00 \$
14 - Lanaudière	893 528,00 \$	4 049,00 \$	0,00 \$
15 - Laurentides	594 644,00 \$	180 000,00 \$	0,00 \$
16 - Montérégie	1 541 946,00 \$	575 557,00 \$	63 000,00 \$
17 - Centre-du-Québec	778 453,00 \$	455 311,00 \$	2 200,00 \$
TOTAL	16 279 366,71 \$	4 205 966,50 \$	755 690,00 \$

Total des subventions versées:

21 241 023,21 \$

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec, en date du 29 février 2004

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 18a - (1 - 1)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.
-------	---

PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits	
Région 01 - Bas-Saint-Laurent	
Nom de l'organisme	Subventions versées
A.L.E.S.E Abattons les échelons socio-économiques	33 000,00 \$
Action chômage Kamouraska inc.	35 351,00 \$
Action populaire Rimouski-Neigette	26 000,00 \$
Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de la péninsule	46 794,00 \$
Association coopérative d'économie familiale du Grand-Portage	44 927,00 \$
Association coopérative d'économie familiale Rimouski-Neigette et Mitis	45 580,00 \$
Association pour la défense des droits sociaux du Kamouraska (ADDS-Kamouraska)	22 000,00 \$
Comité logement Rimouski-Neigette	15 500,00 \$
Fédération pour personnes handicapées du K.R.T.B. inc.	67 948,00 \$
Les femmes en éveil de Price inc.	14 265,00 \$
P.L.A.I.D.D.B.F. Promotion, lutte aide intervention en défense de droits du Bas du Fleuve région 01	85 000,00 \$
Regroupement des assistées sociales et assistés sociaux du Témiscouata	23 000,00 \$
Regroupement des organismes de personnes handicapées du Bas-du-Fleuve (ROPHBF)	62 896,00 \$
Service d'aide aux personnes accidentées du travail et de la route "Parechoc" du KRTB	30 852,00 \$
Table de concertation des groupes de femmes Bas-Saint-Laurent	55 000,00 \$
	<u>608 113,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

18a - (1 - 2)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits**Région 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean**

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Association québécoise pour la défense des retraités et pré-retraités (section Chicoutimi)	40 000,00 \$
Comité des droits sociaux d'Alma	40 000,00 \$
Groupe de promotion et de défense des droits en santé mentale de la région 02 inc.	85 000,00 \$
Groupement des organismes des personnes handicapées du Saguenay	62 896,00 \$
L.A.S.T.U.S.E. du Saguenay (Lieu d'actions et de services travaillant dans l'unité avec les sans-emploi	40 000,00 \$
La ligue des droits et libertés de la personne du Saguenay Lac-St-Jean inc.	33 000,00 \$
L'alliance laurentienne des Métis et Indiens sans statut, local 30 Mistassini inc.	6 014,00 \$
Les gens oubliés de Notre-Dame-d'Hébertville inc.	38 628,00 \$
Logé m'entraide	40 000,00 \$
Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Saguenay-Lac St-Jean-Chibougama	59 978,00 \$
Recif-02	55 000,00 \$
Regroupement des usagers du transport adapté du Saguenay inc.	40 000,00 \$
Service budgétaire et communautaire d'Alma	40 926,00 \$
Service budgétaire et communautaire de Chicoutimi	24 425,00 \$
Service budgétaire et communautaire de Jonquière	17 915,00 \$
Service budgétaire populaire de St-Félicien	11 897,00 \$
	<u>635 679,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

50

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 18a - (1 - 3)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits

Région 03 - Capitale-Nationale

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Action-Chômage de Québec	38 000,00 \$
Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées	131 633,00 \$
Association des grands-parents de Beauport inc.	20 000,00 \$
Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain (ADDSQM)	43 010,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Qué	49 547,00 \$
Auto-Psy (région de Québec)	85 000,00 \$
Bureau d'animation et information logement du Québec métropolitain (BAIL) inc.	44 227,00 \$
Carrefour de pastorale en monde ouvrier de Québec inc.	10 010,00 \$
Centre d'information et de recherche en consommation de Charlevoix Ouest	39 240,00 \$
Coalition gaie et lesbienne - Québec	80 500,00 \$
Comité des citoyens du quartier Saint-Sauveur	41 510,00 \$
Comité logement d'aide aux locataires	15 500,00 \$
Comité populaire St-Jean-Baptiste	39 510,00 \$
Comité régional des usagers des transports en commun (03 et 012)	38 000,00 \$
Groupe de défense des droits des détenus de Québec	10 010,00 \$
Groupe de recherche en animation et planification économique (GRAPE)	32 671,00 \$
La fondation pour aider les travailleuses et les travailleurs accidentés (F.A.T.A.)	7 010,00 \$
L'association coopérative d'économie familiale de Québec	67 849,00 \$
Le comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH)	77 182,00 \$
Le mouvement "Personne d'abord" du Québec métropolitain	91 971,00 \$
Les amis et amies de la terre de Québec	30 010,00 \$
Ligue des droits et libertés - section de Québec	33 000,00 \$
Mouvement action-chômage de Charlevoix inc.	36 510,00 \$
Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-A	83 072,00 \$
Regroupement des associations de personnes traumatisées cranio-cérébrales du Québec	23 000,00 \$
Regroupement des femmes sans emploi du nord de Québec	93 132,00 \$
Regroupement des groupes de femmes de la région de Québec (03) Portneuf - Québec - Charlevoix	55 000,00 \$
Regroupement des organismes de promotion 03 (ROP 03)	92 896,00 \$
	<u>1 409 000,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec, en date du 29 février 2004

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

18a - (1 - 4)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits	
Région 04 - Mauricie	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Alliance autochtone Saguenay Lac St-Jean, région IV inc.	12 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (A.Q.D.R.) sect	6 624,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section	6 624,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, A.Q.D.R. sectio	10 000,00 \$
Association québécoise de la défense des droits des retraités et pré-retraités Des Chenaux (A.Q.D.R.)	18 285,00 \$
ATTAM Association des travailleurs et travailleuses accidentés de la Mauricie	37 700,00 \$
Comité d'action des non-syndiqué-es de Trois-Rivières inc.	40 000,00 \$
Comité logement Trois-Rivières inc.	40 000,00 \$
Comité pour la défense des droits sociaux La Tuque	40 000,00 \$
Comité régional de promotion et de sensibilisation en déficience intellectuelle région 04 inc.	6 264,00 \$
Groupe pour la défense des droits sociaux de Trois-Rivières & Trois-Rivières Ouest inc.	52 290,00 \$
Mouvement action-chômage Des Chenaux inc.	13 296,00 \$
Mouvement action-chômage Trois-Rivières	40 000,00 \$
Mouvement des personnes d'abord de la région 04	42 107,00 \$
R.D.D.S. (Cap-de-la-Madeleine) inc.	16 000,00 \$
R.D.D.S. (Shawinigan) inc.	44 707,00 \$
Regroupement des organismes d'éducation populaire autonome de la Mauricie	38 572,00 \$
Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	93 241,00 \$
Service d'aide au consommateur-région 04	24 690,00 \$
Solidarité régionale d'aide et d'accompagnement pour la défense des droits en santé mentale du Centr	85 000,00 \$
Table de concertation "Abus auprès des aînés" du Trois-Rivières métropolitain inc.	28 000,00 \$
Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	55 000,00 \$
	<u>750 400,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

52

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 18a - (1 - 5)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits

Région 05 - Estrie

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Action-Handicap Estrie	62 896,00 \$
Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie	44 095,00 \$
Association des locataires de Sherbrooke	40 000,00 \$
Association des personnes handicapées de la MRC de Coaticook	13 739,00 \$
Association des personnes handicapées visuelles de l'Estrie	30 765,00 \$
Collectif pour le libre choix de Sherbrooke	40 000,00 \$
Comité des travailleurs accidentés de l'Estrie inc.	59 180,00 \$
Concertaction femmes Estrie	55 000,00 \$
Conseil des aveugles de Memphrémagog	7 192,00 \$
Fédération des communautés culturelles de l'Estrie	18 000,00 \$
Han-Droits L'association de promotion et de défense des droits des personnes handicapées de la région	38 282,00 \$
Illusion-Emploi de l'Estrie	38 000,00 \$
L'action plus de Sherbrooke inc.	40 000,00 \$
L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.	35 005,00 \$
L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.	40 005,00 \$
Ligue des droits et libertés (section Estrie)	33 000,00 \$
Mouvement des chômeurs de l'Estrie inc.	40 743,00 \$
Promotion et défense des droits en santé mentale de l'Estrie (PRO-DEF)	85 000,00 \$
Promotion-Handicap Sherbrooke inc.	57 323,00 \$
Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke métropolitain	55 602,00 \$
Service budgétaire populaire de la MRC d'Asbestos	56 543,00 \$
Service budgétaire populaire de l'Estrie inc.	43 714,00 \$
Solidarité populaire Estrie	40 000,00 \$
Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie	33 000,00 \$
Table ronde des OVEP de l'Estrie	47 385,00 \$
	<u>1 054 469,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

18a - (1 - 6)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits

Région 06 - Montréal

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
"Action-Autonomie" Le collectif pour la défense des droits en santé mentale de Montréal	85 000,00 \$
Action des femmes handicapées (Montréal)	34 303,00 \$
Action dignité de Saint-Léonard	13 000,00 \$
Action travail des femmes du Québec inc.	14 104,00 \$
Alliance autochtone région 03 inc.	12 000,00 \$
Alliance des regroupements des usagers du transport adapté du Québec (ARUTAQ)	74 108,00 \$
Association coopérative d'économie familiale de l'est de Montréal	49 821,00 \$
Association coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal	65 115,00 \$
Association coopérative d'économie familiale du nord de Montréal	69 901,00 \$
Association coopérative d'économie familiale du sud-ouest de Montréal	41 752,00 \$
Association des aides familiales du Québec	46 832,00 \$
Association des consommateurs pour la qualité dans la construction	38 000,00 \$
Association des locataires de Villeray inc.	61 037,00 \$
Association des travailleuses et travailleurs haïtiens au Canada (ATTHAC)	13 931,00 \$
Association du Québec pour l'intégration sociale	68 133,00 \$
Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain (A.D.D.S.M.M.)	39 431,00 \$
Association pour la protection automobile	24 690,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) inc.	140 818,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) secti	16 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) secti	10 000,00 \$
Association québécoise de la défense des droits des retraités et retraitées, préretraités et préretraitées (24 177,00 \$
Association québécoise des étudiants ayant des incapacités au post-secondaire (AQEIPS)	59 633,00 \$
Association québécoise des personnes de petite taille inc.	71 633,00 \$
Association québécoise Plaidoyer-Victimes	105 000,00 \$
Au bas de l'échelle inc.	35 094,00 \$
BRAS Villeray	33 000,00 \$
Centre d'aide aux travailleurs et travailleuses accidentés de Montréal inc.	67 053,00 \$
Centre de recherche-action sur les relations raciales (Québec)	10 029,00 \$
Centre québécois pour la déficience auditive	113 629,00 \$
Coalition des associations de consommateurs du Québec	48 710,00 \$
Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre	24 000,00 \$
Comité chômage de Montréal	52 958,00 \$
Comité d'action de Parc Extension	13 000,00 \$
Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun inc.	28 047,00 \$
Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelaga-Maisonneuve	40 000,00 \$
Comité de logement Rosemont	43 345,00 \$
Comité des orphelins et orphelines institutionnalisés de Duplessis	25 000,00 \$
Comité des personnes assistées sociales de Pointe-St-Charles Montréal	67 688,00 \$
Comité d'organisation et de la défense des assistés sociaux - Hochelaga Maisonneuve	5 400,00 \$

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec, en date du 29 février 2004

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 18a - (1 - 6)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits

Région 06 - Montréal

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Comité du logement du Plateau Mont-Royal inc.	27 044,00 \$
Comité logement Ahuntsic-Cartierville	43 699,00 \$
Comité logement de La Petite Patrie inc.	18 422,00 \$
Comité régional des associations pour la déficience intellectuelle (région 06 A)	94 661,00 \$
Comité-Chômage de l'est de Montréal	45 700,00 \$
Comité-Logement centre-sud de Montréal	63 580,00 \$
Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	118 633,00 \$
Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) du Québec inc.	50 054,00 \$
Conseil pour la protection des malades (CPM)	76 633,00 \$
D.E.S. Action Québec	10 000,00 \$
Développement québécois de la sécurité des femmes	70 000,00 \$
Entraide logement Hochelaga-Maisonneuve	40 000,00 \$
Ex aequo	131 806,00 \$
F.R.O.N.T. Femmes regroupées en options non traditionnelles	45 000,00 \$
Fédération des femmes du Québec	71 774,00 \$
Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec	104 950,00 \$
Fédération québécoise de l'autisme et des autres troubles envahissants du développement	119 633,00 \$
Force jeunesse inc.	28 000,00 \$
Forum des citoyens aînés de Montréal	60 337,00 \$
Front commun des assistés sociaux du Québec inc.	57 450,00 \$
Front d'action populaire en réaménagement urbain FRAPRU inc.	110 404,00 \$
Groupe d'études et d'actions urbaines du Montréal métropolitain inc.	12 511,00 \$
Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal	43 544,00 \$
Infologis de l'est de l'île de Montréal	43 999,00 \$
Inter-Loge Centre-Sud	4 290,00 \$
Jeunesse ouvrière chrétienne nationale du Québec	42 993,00 \$
Jeunesse ouvrière chrétienne région de Montréal	15 000,00 \$
La fondation pour aider les travailleuses et les travailleurs accidentés (F.A.T.A.)	49 266,00 \$
La ligue des droits et libertés	66 901,00 \$
La ligue des Noirs du Québec	33 000,00 \$
La société de l'anémie falciforme du Canada	19 319,00 \$
L'assemblée des travailleurs et travailleuses accidentés du Québec (A.T.T.A.Q.)	40 000,00 \$
L'association des groupes d'interventions en défense de droits en santé mentale du Québec	90 000,00 \$
L'association féminine d'éducation et d'action sociale	104 601,00 \$
Les frères et soeurs d'Émile Nelligan	57 633,00 \$
Ligue des femmes du Québec	18 000,00 \$
Mouvement action justice	28 000,00 \$
Mouvement action-chômage de Montréal inc.	22 369,00 \$
Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi	38 000,00 \$

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec, en date du 29 février 2004

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

18a - (1 - 6)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits	
Région 06 - Montréal	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec inc.	134 855,00 \$
Mouvement des personnes d'abord de Montréal	54 305,00 \$
Mouvement des travailleurs chrétiens (M.T.C.)	25 865,00 \$
Organisation d'aide aux sans-emploi (ODAS - Montréal)	13 154,00 \$
Organisation d'éducation et d'information logement de Côte des Neiges	25 399,00 \$
Organisation populaire des droits sociaux-région Montréal (O.P.D.S.-R.M.)	21 152,00 \$
P.O.P.I.R. inc.	51 186,00 \$
Regroupement autonome des jeunes (R.A.J.) du Québec	16 410,00 \$
Regroupement de parents de personne ayant une déficience intellectuelle de Montréal	68 098,00 \$
Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain RAAMM	105 137,00 \$
Regroupement des aveugles et amblyopes du Québec (RAAQ)	110 675,00 \$
Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec	115 052,00 \$
Regroupement des organismes de promotion du Montréal métropolitain	94 661,00 \$
Regroupement des usagers du transport adapté de la CUM inc.	66 940,00 \$
Regroupement information-logement de Pointe-St-Charles	53 692,00 \$
Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ)	44 500,00 \$
Services juridiques communautaires de Pointe-St-Charles et Petite Bourgogne inc.	10 583,00 \$
Société logique inc.	72 233,00 \$
Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain	48 000,00 \$
Table des groupes de femmes de Montréal	55 000,00 \$
Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal	61 278,00 \$
Transport 2000 Québec	38 000,00 \$
Union des consommateurs	113 775,00 \$
Union des travailleurs et travailleuses accidentés de Montréal (U.T.T.A.M.)	45 380,00 \$
	<u>5 347 908,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

56

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 18a - (1 - 7)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits

Région 07 - Outaouais

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Action santé Outaouais	40 000,00 \$
Alliance autochtone région II - Pontiac Gatineau-Labelle inc.	12 000,00 \$
Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	55 000,00 \$
Association de solidarité et d'entraide communautaire de la Haute-Gatineau	35 436,00 \$
Association des personnes handicapées visuelles de l'Outaouais	15 727,00 \$
Association pour la défense des droits sociaux, Hull	39 461,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (AQDR) section	8 803,00 \$
Droits-Accès de l'Outaouais	85 000,00 \$
Jeunesse ouvrière chrétienne de Gatineau-Hull	8 803,00 \$
L'association coopérative d'économie familiale de l'Outaouais	67 311,00 \$
Logement occupé	54 726,00 \$
Mouvement action-chômage Outaouais	33 575,71 \$
Mouvement des travailleuses et travailleurs chrétiens et chrétiennes, section Outaouais	8 803,00 \$
Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais (R.A.P.H.O.)	62 896,00 \$
Table-Ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Outaouais	37 650,00 \$
	<u>565 191,71 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

18a - (1 - 8)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits**Région 08 - Abitibi-Témiscamingue**

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Alliance autochtone région 01 Témiscaming - Abitibi 2001 inc.	12 000,00 \$
Association pour personnes handicapées visuelles de Rouyn-Noranda	13 196,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section	18 000,00 \$
L'association coopérative d'économie familiale de l'Abitibi-Témiscamingue	49 865,00 \$
L'association pour la défense des droits sociaux (A.D.D.S.) de Dubuisson et les environs	28 000,00 \$
R.A.I.D.D. - A.T. Ressource d'aide et d'informations en défense des droits de l'Abitibi-Témiscamingue	85 000,00 \$
R.E.P.A.S. de Rouyn-Noranda	33 000,00 \$
Regroupement d'associations de personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue, R.A.P.H.A.T.	62 896,00 \$
Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	55 000,00 \$
Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue (REPAT)	53 453,00 \$
Regroupement des chômeurs et chômeuses de l'Abitibi-Témiscamingue	40 177,00 \$
Regroupement des sans emplois de l'Abitibi-Témiscamingue	42 665,00 \$
	<u>493 252,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

58

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 18a - (1 - 9)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits

Région 09 - Côte-Nord

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Alliance autochtone Côte-Nord - région 5	12 000,00 \$
Groupe Nord côtier de défense des droits en santé mentale	85 000,00 \$
L'association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Côte-Nord inc.	57 139,00 \$
Le centre de recherche et d'information en consommation (C.R.I.C.), Port-Cartier	52 178,00 \$
Regroupement des femmes de la Côte-Nord inc.	63 375,00 \$
Table de concertation des associations de personnes handicapées de la Côte-Nord (La C.A.P.H.)	73 604,00 \$
Table des groupes populaires de Baie-Comeau-Hauterive	43 729,00 \$
	<u>387 025,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

18a - (1 - 11)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits**Région 11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine**

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Droits devant	33 000,00 \$
Droits et recours en santé mentale, Gaspésie-Les-Îles	97 000,00 \$
FADOQ région Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	10 353,00 \$
La démêlée	40 000,00 \$
La table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles	55 000,00 \$
Mouvement action chômage Pabok inc.	34 442,00 \$
Regroupement des associations des personnes handicapées de la Gaspésie (Îles-de-la-Madeleine)	65 896,00 \$
	<u>335 691,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

60

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 18a - (1 - 12)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits

Région 12 - Chaudière-Appalaches

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Aide aux travailleurs accidentés - K.L.M. (A.T.A.)	38 474,00 \$
Association coopérative d'économie familiale Amiante - Beauce - Etchemins	60 311,00 \$
Association coopérative d'économie familiale Lévis-Lauzon	49 411,00 \$
Association de défense des droits sociaux (A.D.D.S.) de la Rive-Sud	20 000,00 \$
Association des locataires de Thetford Mines inc.	39 510,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) secti	1 052,00 \$
Comité d'appui aux travailleurs et travailleuses accidentés de la région de L'Amiante	50 438,00 \$
Corporation de défense de droits sociaux de Lotbinière inc.	31 010,00 \$
L'A-Droit de Chaudière-Appalaches	85 000,00 \$
Regroupement des associations de personnes handicapées région Chaudière-Appalaches	62 896,00 \$
Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	55 000,00 \$
	<u>493 102,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

18a - (1 - 13)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits**Région 13 - Laval**

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
ALTA (Association lavalloise pour le transport adapté) inc.	63 516,00 \$
Association coopérative d'économie familiale de l'île Jésus	21 991,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) Laval	23 350,00 \$
L'en-droit de Laval	85 000,00 \$
Mouvement personne d'abord de Laval	58 506,00 \$
Regroupement des organismes de promotion de personnes handicapées de Laval (ROPPHL)	83 602,00 \$
Table de concertation de Laval en condition féminine	55 000,00 \$
	<u>390 965,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

62

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 18a - (1 - 14)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits

Région 14 - Lanaudière

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Action populaire des Moulins	30 129,00 \$
Association coopérative d'économie familiale de la région Lanaudière	101 539,00 \$
Association des locataires de Lanaudière	6 334,00 \$
Association des personnes handicapées visuelles de Lanaudière	40 103,00 \$
Association des travailleurs accidentés Brandon d'Autray inc.	28 000,00 \$
Association des travailleurs et travailleuses accidentés du Matawin	40 000,00 \$
Association des travailleurs, travailleuses accidentés de Joli-Mont	37 119,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) secti	30 851,00 \$
Association québécoise de la fibromyalgie	55 000,00 \$
Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) section Bra	43 172,00 \$
Comité régional des assistés sociaux de Lanaudière	41 414,00 \$
Groupe d'information et de défense des droits sociaux de Ste-Julienne	33 468,00 \$
Le mouvement des personnes d'abord de Joliette	43 091,00 \$
Le regroupement des assistés sociaux de Joliette métropolitain (R.A.S.J.M.)	30 000,00 \$
Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (M.E.P.A.L.)	54 212,00 \$
Pleins droits de Lanaudière inc.	85 000,00 \$
Regroupement des usagers de transport adapté de Lanaudière	36 200,00 \$
Société québécoise de la Trisomie-21	40 000,00 \$
Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière	55 000,00 \$
Table de concertation régionale des associations de personnes handicapées de Lanaudière	62 896,00 \$
	<u>893 528,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

18a - (1 - 15)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits**Région 15 - Laurentides**

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Association coopérative d'économie familiale des Basses-Laurentides	89 105,00 \$
Carrefour d'actions populaires de St-Jérôme	74 557,00 \$
Droits et obligations des sans emploi	40 000,00 \$
Droits et recours Laurentides inc.	85 000,00 \$
Mouvement des personnes d'abord de la Vallée de la Rouge	29 915,00 \$
Mouvement des personnes d'abord de Lachute	14 000,00 \$
Mouvement personne d'abord de Sainte-Thérèse	32 000,00 \$
Mouvement personne d'abord de Saint-Eustache	32 000,00 \$
Mouvement personne d'abord de Ste-Agathe-des-Monts	28 368,00 \$
Mouvement personne d'abord de St-Jérôme et ses environs	9 000,00 \$
Regroupement des mouvements personne d'abord des Laurentides	9 000,00 \$
Regroupement pour la concertation des personnes handicapées des Laurentides	72 896,00 \$
Regroupement pour les droits des assistés sociaux, Mont-Laurier	23 803,00 \$
Réseau des femmes des Laurentides	55 000,00 \$
	<u>594 644,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 18a - (1 - 16)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits

Région 16 - Montérégie

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Association coopérative d'économie familiale de Granby	62 582,00 \$
Association coopérative d'économie familiale de la Rive-Sud	64 191,00 \$
Association coopérative d'économie familiale du Haut St-Laurent	55 912,00 \$
Association des usagers du transport adapté de Longueuil (AUTAL)	39 553,00 \$
Association pour la défense des droits sociaux de Huntingdon	26 175,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) secti	19 553,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.), sect	4 553,00 \$
Association québécoise des parents d'enfants handicapés visuels (AQPEHV)	107 033,00 \$
Carrefour - Dignité (St-Jean)	20 000,00 \$
Centre d'information, de références et de services (CIRS) inc.	38 325,00 \$
Collectif d'action populaire Richelieu-Yamaska	18 772,00 \$
Collectif de défense des droits de la Montérégie	85 000,00 \$
Comité chômage du Haut-Richelieu	38 000,00 \$
Comité des citoyens du logement de Châteauguay	49 300,00 \$
Comité des usagers de transports Accès	10 000,00 \$
Comité logement Beauharnois	28 000,00 \$
Comité logement de Valleyfield	40 000,00 \$
Comité-Logement Montérégie inc.	54 000,00 \$
Dynamique des handicapés de l'Estrie inc.	34 000,00 \$
Groupe des associations de personnes handicapées de la rive-sud de Montréal inc.	94 429,00 \$
Groupe des associations de personnes handicapées du Richelieu-Yamaska	64 449,00 \$
Inclusion: Regroupement d'aide aux personnes bénéficiaires de la sécurité du revenu et à faibles reven	38 000,00 \$
Jeunesse ouvrière chrétienne de la rive-sud de Montréal	20 238,00 \$
L'association Action-Plus Brome-Missisquoi inc.	52 372,00 \$
L'association des droits des minorités du Grand Châteauguay	28 000,00 \$
Le centre d'information communautaire de St-Hyacinthe	31 283,00 \$
Le service d'économie familiale de Cowansville et de la région des Montagnes	3 614,00 \$
Mouvement action chômage de St-Hyacinthe	45 485,00 \$
Mouvement action chômage Longueuil inc.	13 491,00 \$
Organisation populaire des droits sociaux de Valleyfield	40 000,00 \$
Regroupement des assistés sociaux du Bas-Richelieu	44 000,00 \$
Regroupement des chômeurs et chômeuses de la région Sorel-Tracy inc.	40 000,00 \$
Regroupement des usagers de transport adapté Haut-Richelieu (R.U.T.A.H.R.)	35 600,00 \$
Regroupement maskoutain des utilisateurs du transport adapté	40 000,00 \$
Réseau d'information et d'aide aux personnes assistées sociales de Châteauguay (R.I.A.P.A.S.)	40 000,00 \$
Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	55 000,00 \$
Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie (T.R.O.V.E.P.)	61 036,00 \$

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec, en date du 29 février 2004

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

18a - (1 - 16)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits**Région 16 - Montérégie***Nom de l'organisme**Subventions versées*1 541 946.00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

6 6

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 18a - (1 - 17)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits

Région 17 - Centre-du-Québec

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Association coopérative d'économie familiale (ACEF) des Bois-Francis	61 109,00 \$
Association des groupes d'éducation populaire autonome, région 04 Sud	53 672,00 \$
Association des locataires des Bois-Francis	37 582,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) secti	39 285,00 \$
C.D.P.A.S.-VICTO (Comité pour les droits des personnes assistées sociales)	40 714,00 \$
Envir-Action	18 000,00 \$
La fédération des mouvements personne d'abord du Québec inc.	104 133,00 \$
La table de concertation du mouvement des femmes Centre du Québec	55 000,00 \$
Le regroupement des sans-emploi de la MRC de L'Érable	33 000,00 \$
Mouvement des personnes d'abord de Drummondville	45 355,00 \$
R.D.D.S. Regroupement de défense des droits sociaux du district de Drummond	37 918,00 \$
RATTACQ Regroupement d'aide aux travailleurs et travailleuses accidentés du Centre du Québec	47 228,00 \$
Regroupement des sans-emplois de Victoriaville	49 643,00 \$
Regroupement d'organismes de personnes handicapées du Centre-du-Québec (région 17)	62 896,00 \$
Regroupement pour la défense des droits sociaux (R.D.D.S.) de la région de Nicolet inc.	37 918,00 \$
Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec	55 000,00 \$
	<u>778 453,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

18a - (3 - 1)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME SPD Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome**Région 01 - Bas-Saint-Laurent**

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Association des personnes handicapées visuelles du Bas-Saint-Laurent	1 500,00 \$
Maison Élisabeth-Turgeon pour les familles	22 500,00 \$
Regroupement des assistées sociales et assistés sociaux du Témiscouata	3 600,00 \$
	<u>27 600,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

68

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 18a - (3 - 3)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME SPD Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome

Région 03 - Capitale-Nationale

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées	22 500,00 \$
Fédération québécoise des centres communautaires de loisir	27 000,00 \$
	<u>49 500,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

18a - (3 - 4)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME SPD Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome**Région 04 - Mauricie**

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières	36 000,00 \$
	<u>36 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

70

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 18a - (3 - 5)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME SPD Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome

Région 05 - Estrie

Nom de l'organisme

Subventions versées

Regroupement des organismes communautaires (ROC) de l'Estrie

8 500,00 \$

8 500,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

18a - (3 - 6)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME SPD Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome

Région 06 - Montréal

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec	31 500,00 \$
Association des services de réhabilitation sociale du Québec inc.	13 500,00 \$
Carrefour mondial de l'internet citoyen	36 000,00 \$
Centre Berthiaume-Du Tremblay	8 100,00 \$
Centre d'animation St-Pierre de Montréal inc.	4 000,00 \$
Centre de formation populaire C.F.P.	33 840,00 \$
Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida (COCQ-SIDA)	1 000,00 \$
Comité des femmes du Haut-Anjou	45 000,00 \$
Comité des femmes du Haut-Anjou	3 500,00 \$
Communautaire	4 000,00 \$
Conseil communautaire de Côte-des-Neiges et Snowdon	23 400,00 \$
La ligue des droits et libertés	18 000,00 \$
Projet ado communautaire en travail de rue	36 000,00 \$
Regroupement des auberges du coeur du Québec	22 500,00 \$
Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence	22 500,00 \$
Réseau de l'action bénévole du Québec	100 000,00 \$
Société de développement communautaire de Montréal, (SODECM)	36 000,00 \$
	<u>438 840,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

72

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 18a - (3 - 9)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME SPD Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome

Région 09 - Côte-Nord

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Association des côtiers de la Basse Côte-Nord inc.	36 000,00 \$
	<u>36 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

18a - (3 - 11)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.
--------------	---

PROGRAMME SPD Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome	
Région 11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Carrefour-Ressources	31 500,00 \$
Regroupement des organismes communautaires Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine	24 300,00 \$
	<u>55 800,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

74

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

18a - (3 - 12)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME SPD Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome

Région 12 - Chaudière-Appalaches

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Alliance-Jeunesse Chutes-de-la-Chaudière	17 100,00 \$
Corporation de développement communautaire de Lévis	13 500,00 \$
Corporation de développement communautaire Montmagny-L'Islet	7 650,00 \$
	<u>38 250,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec, en date du 29 février 2004

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche 18a - (3 - 16)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.
--------------	---

PROGRAMME SPD Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome	
Région 16 - Montérégie	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Fédération québécoise des organismes communautaires famille	36 000,00 \$
La boîte à lettres de Longueuil	27 000,00 \$
	<u>63 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

7 6

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 18a - (3 - 17)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.	
PROGRAMME SPD Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome	
Région 17 - Centre-du-Québec	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Table nationale des corporations de développement communautaire	2 200,00 \$
	<u>2 200,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

18a - (9 - 1)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME SPA Soutien aux organismes et regroupements d'organismes sans port d'attache**Région 01 - Bas-Saint-Laurent**

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Centre de ressources en intervention populaire de l'Est inc.	8 021,00 \$
Club coopératif de consommation du Bas Témiscouata	4 249,00 \$
Comité d'éducation populaire Mitis-Neigette inc.	15 816,00 \$
Comptoir de linge "À la boutonnière" de St-Juste-du-Lac	9 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du K.R.T.B.	76 912,00 \$
Corporation de développement communautaire Vallée de la Matapédia	60 000,00 \$
Regroupement des comités d'éducation de la Matapédia (R.E.C.E.M.)	21 309,00 \$
Réseau Accès crédit	60 000,00 \$
	<u>255 307,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

78

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 18a - (9 - 2)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME SPA Soutien aux organismes et regroupements d'organismes sans port d'attache

Région 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Corporation de développement communautaire du ROC	60 000,00 \$
Fonds d'entraide communautaire inc.	10 000,00 \$
La corporation de développement communautaire des Deux-Rives	60 000,00 \$
La main du samaritain inc.	5 024,00 \$
La ressource de Jonquière	11 282,00 \$
	<u>146 306,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

18a - (9 - 3)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME SPA Soutien aux organismes et regroupements d'organismes sans port d'attache**Région 03 - Capitale-Nationale**

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Association masculine d'entraide pour la famille	7 000,00 \$
CDÉC de Québec	40 000,00 \$
Centre de recherche et de développement populaire du Québec	10 075,00 \$
Cercles d'emprunt de Charlevoix	40 000,00 \$
Comptoir communautaire Saint-Joseph	12 000,00 \$
Conseil social et communautaire de Charlevoix inc.	7 010,00 \$
Fondation fête d'enfant Dédé inc.	13 000,00 \$
Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec)	90 000,00 \$
Joujouthèque Basse-Ville	16 000,00 \$
La réalité du moment présent	8 000,00 \$
Les récollets inc.	8 510,00 \$
Réseau québécois du crédit communautaire	40 000,00 \$
Table de concertation des organismes sociocommunautaires du territoire du CLSC La source, comté d	20 000,00 \$
	<u>311 595,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

80

de fiche 18a - (9 - 4)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME SPA Soutien aux organismes et regroupements d'organismes sans port d'attache

Région 04 - Mauricie

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Centre social et récréatif St-Sacrement	14 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de la MRC de Maskinongé inc.	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Mékinac	84 000,00 \$
Fonds communautaire d'emprunt de la Mauricie	70 000,00 \$
L'alpha - secteur Des Chenaux	6 000,00 \$
	<u>294 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

18a - (9 - 5)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME SPA Soutien aux organismes et regroupements d'organismes sans port d'attache**Région 05 - Estrie**

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Corporation de développement communautaire de la M.R.C. d'Asbestos	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Granit	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Sherbrooke-Métro	84 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Memphrémagog	60 000,00 \$
Initiation au développement entrepreneurial de l'Estrie (I.D.E.E.)	40 000,00 \$
La coopérative de travail "La fourmillière" de Sherbrooke	10 838,00 \$
	<u>314 838,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

82

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

18a - (9 - 6)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME SPA Soutien aux organismes et regroupements d'organismes sans port d'attache

Région 06 - Montréal

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Action solidarité Grand Plateau	30 000,00 \$
Alerte Centre-Sud	15 000,00 \$
Association communautaire d'emprunt de Montréal	40 000,00 \$
Association des résidents de la Maison Lucie Bruneau inc.	31 890,00 \$
Centre de ressources de la troisième avenue	6 585,00 \$
Centre des femmes haïtiennes de Rivière des Prairies	15 000,00 \$
Centre humanitaire: orientation communautaire CHOC	10 683,00 \$
Chantiers jeunesse	7 621,00 \$
Comité de vie de quartier Duff-Court (COVIQ)	12 000,00 \$
Conseil communautaire de Côte-des-Neiges et Snowdon	4 049,00 \$
Continuité famille auprès des détenues C.F.A.D.	15 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Rivière-des-Prairies	72 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Rosemont inc.	60 000,00 \$
Corporation de développement de l'Est (CDEST) inc.	40 000,00 \$
Handidactis	6 000,00 \$
Keroul	56 633,00 \$
La CDC de la Pointe, région est de Montréal	60 000,00 \$
L'association volontaire de Chinois du Québec	4 737,00 \$
Les cercles d'emprunt de Montréal	40 000,00 \$
Mission du grand berger	18 000,00 \$
Monovie Ahuntsic inc.	3 799,00 \$
Objectif Sécurité action (OSA Anjou)	8 000,00 \$
Regroupement des magasins-partage de l'Île de Montréal	12 000,00 \$
Regroupement des organismes volontaires d'éducation populaire (ROVEP) inc.	104 468,00 \$
Regroupement québécois des coopérateurs et coopératrices du travail	40 256,00 \$
Regroupement québécois pour le sous-titrage	10 816,50 \$
Réseau "Femmes africaines, horizon 2015 (FAH 2015)"	7 000,00 \$
Solidarité Saint-Henri	15 000,00 \$
Solidarités Villeray	25 000,00 \$
Table de concertation sur la violence conjugale à Laval inc.	19 259,00 \$
Table des fédérations et organismes nationaux en éducation populaire autonome	30 000,00 \$
YMCA de Montréal-2	80 000,00 \$
	<u>900 796,50 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec, en date du 29 février 2004

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

18a - (9 - 7)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME SPA Soutien aux organismes et regroupements d'organismes sans port d'attache**Région 07 - Outaouais**

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Centre d'artisanat d'Otter Lake inc.	8 803,00 \$
Corporation de développement communautaire de Pontiac	18 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Rond Point	60 000,00 \$
Option femmes emploi	40 000,00 \$
	<u>126 803,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

84

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

18a - (9 - 8)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME SPA Soutien aux organismes et regroupements d'organismes sans port d'attache

Région 08 - Abitibi-Témiscamingue

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Comité d'éducation pop de Rivière-Héva	6 227,00 \$
Corporation de développement communautaire d'Amos	60 000,00 \$
La corporation de développement de Guyenne	5 055,00 \$
	<u>71 282,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

18a - (9 - 11)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME SPA Soutien aux organismes et regroupements d'organismes sans port d'attache**Région 11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine**

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Comité d'éducation populaire autonome de St-Godefroi	6 599,00 \$
Comité d'éducation populaire autonome, secteur Matapédia	10 040,00 \$
Oeuvres communautaires gaspésiennes inc.	7 483,00 \$
	<u>24 122,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

86

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 18a - (9 - 12)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME SPA Soutien aux organismes et regroupements d'organismes sans port d'attache

Région 12 - Chaudière-Appalaches

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Corporation de développement communautaire Beauce-Etchemins	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Bellechasse	72 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de L'Amiante	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Lévis	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Lotbinière inc.	84 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Montmagny-L'Islet	60 000,00 \$
La ressourcerie de Lotbinière	10 000,00 \$
Ouvre ton coeur à l'espoir	10 000,00 \$
	<u>416 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

18a - (9 - 13)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.
--------------	---

PROGRAMME SPA Soutien aux organismes et regroupements d'organismes sans port d'attache	
Région 13 - Laval	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Corporation de développement communautaire de Laval	60 000,00 \$
Société communautaire lavalaise d'emprunt (SOCLE)	70 000,00 \$
	<hr/>
	<u>130 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche 18a - (9 - 14)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME SPA Soutien aux organismes et regroupements d'organismes sans port d'attache**Région 14 - Lanaudière**

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
L'intervalle de Repentigny	4 049,00 \$
	<u>4 049,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

18a - (9 - 15)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME SPA Soutien aux organismes et regroupements d'organismes sans port d'attache**Région 15 - Laurentides**

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Fonds communautaire d'accès au micro-crédit	70 000,00 \$
Fonds d'emprunt communautaire féminin	70 000,00 \$
Projets communautaires des Laurentides	40 000,00 \$
	<u>180 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

90

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 18a - (9 - 16)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME SPA Soutien aux organismes et regroupements d'organismes sans port d'attache

Région 16 - Montérégie

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Association des collaboratrices et partenaires en affaires (ACPA)	11 557,00 \$
Corporation de développement communautaire Beauharnois-Salaberry	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de La Haute-Yamaska	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Vaudreuil-Soulanges	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire des Maskoutains (C.D.C. des Maskoutains)	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Bas-Richelieu	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Haut-Richelieu	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Haut-St-Laurent	84 000,00 \$
La corporation de développement communautaire de Longueuil inc.	60 000,00 \$
	<u>575 557,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche

18a - (9 - 17)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.

PROGRAMME SPA Soutien aux organismes et regroupements d'organismes sans port d'attache**Région 17 - Centre-du-Québec**

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Corporation de développement communautaire de la MRC de Bécancour	84 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de L'Érable inc.	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire des Bois-Francis inc.	86 314,00 \$
Corporation de développement communautaire Drummond inc.	68 997,00 \$
Corporation de développement communautaire Nicolet-Yamaska	60 000,00 \$
Table nationale des corporations de développement communautaire	96 000,00 \$
	<u>455 311,00 \$</u>

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF18b

Titre

Secrétariat à l'action communautaire autonome

Dans chacun des programmes:

b) politique et critères d'attribution des subventions.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Critères d'admissibilité

- Être un organisme sans but lucratif légalement constitué ou reconnu en vertu d'une loi du Québec (ou de la 2^e partie de la Loi sur les corporations canadiennes) dont la majorité des activités se déroulent au Québec.
- Être issu de la communauté et soutenu par cette dernière.
- L'organisme doit démontrer :
 - Que ses activités sont en conformité avec sa charte;
 - Qu'il entretient une vie associative et démocratique;
 - Qu'il est libre de déterminer sa mission, ses orientations et ses pratiques;
 - Qu'il poursuit une mission sociale qui lui est propre et qui favorise la transformation sociale;
 - Qu'il adopte une approche qui tient compte de toute la personne et de son environnement;
 - Qu'il intervient de manière à favoriser la prise en charge individuelle et collective;
 - Qu'il intervient auprès d'une catégorie de personnes ou de diverses populations et non pas uniquement auprès de ses membres;
 - Qu'il est dirigé par un conseil d'administration indépendant du réseau public.

Critères d'appréciation de la demande

- La conformité entre les activités et les orientations de l'organisme ou des regroupements et les objectifs du programme visé.
- La population desservie, les activités ou les services offerts par l'organisme ou le regroupement ainsi que les modes d'intervention.
- La vie associative de l'organisme ou du regroupement.
- La situation financière et le réalisme budgétaire.
- Les démarches faites pour assurer la diversité des contributions financières.
- L'étendue du territoire et la densité démographique.
- L'équité interrégionale et intrarégionale.
- L'équité interorganismes.

Facteurs d'exclusion

- Une fondation engagée prioritairement dans la distribution de fonds.
- Le Fonds ne peut servir à combler en tout ou en partie un déficit accumulé.
- L'achat ou la rénovation de biens immobiliers et de véhicules de transport.
- Les organismes dont la mission ou les activités sont de nature politique partisane, religieuse, syndicale ou professionnelle.

Programme de soutien à la défense collective des droits

Le programme est destiné aux organismes et aux regroupements :

- dont l'activité unique ou principale est la défense collective des droits ;
- sectoriels et multisectoriels qui visent la promotion, la défense, la protection ou la représentation des droits et besoins faisant l'objet d'une revendication et qui rejoignent des segments de la population vivant des situations particulières;
- qui assurent la défense collective des droits d'une catégorie de personnes et non seulement celle de leurs membres.

La défense collective des droits se manifeste, entre autres, par une action politique non partisane, par la représentation des personnes lésées auprès de différentes instances, par la mobilisation sociale et par l'éducation populaire autonome.

L'objectif visé par le programme est un soutien à la base de fonctionnement de l'organisme ou du regroupement de façon à lui permettre d'atteindre ses objectifs prioritaires et de réaliser sa mission.

Le soutien financier de l'organisme est accordé sous la forme d'une entente triennale avec le SACA.

Programme de soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome

Le programme est destiné aux organismes et aux regroupements qui ont pour but de favoriser notamment la réflexion, l'expérimentation et l'échange sur les pratiques d'action communautaire autonome au niveau local, régional, national ou international.

L'objectif visé par le programme est un soutien financier ponctuel aux projets individuels (un organisme) ou aux projets collectifs (collaboration de plusieurs organismes), d'une durée maximale de trois ans, qui ont pour objectif le partage et le développement de l'expertise québécoise, la recherche, la formation ou la promotion de l'action communautaire autonome, de l'action bénévole et de la participation citoyenne. Les projets qui s'inscrivent dans les activités régulières de l'organisme sont exclus.

Programme de soutien aux organismes et regroupements d'organismes sans port d'attache

Le programme est destiné aux organismes et aux regroupements qui ont été soutenus en 2002-2003 par le SACA ou référés par un ministère lors de l'opération transfert des organismes communautaires et qui verront leur financement redirigé vers un autre ministère ou organisme gouvernemental au terme de la mise en œuvre de la politique gouvernementale.

L'objectif visé par le programme est de permettre aux organismes et aux regroupements financés en 2002-2003 au sein de l'appareil gouvernemental et qui sont sans port d'attache d'être soutenus financièrement.

La contribution pour l'exercice 2003-2004 est basée sur les acquis financiers 2002-2003 de l'organisme ou du regroupement et est accordée sous la forme d'une entente triennale avec le SACA.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

18c

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes dont la demande a fait l'objet d'un refus pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004.
--------------	---

Répartition régionale

Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec

ÉTAT DES DEMANDES INITIALES REFUSÉES PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION			
RÉGIONS	Nombre de demandes initiales refusées au programme DDD	Nombre de demandes initiales refusées au programme SPD	Nombre de demandes initiales refusées au programme SPA
01 - Bas-Saint-Laurent	4	16	0
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	12	22	3
03 - Capitale-Nationale	11	28	0
04 - Mauricie	3	18	0
05 - Estrie	6	14	1
06 - Montréal	26	112	5
07 - Outaouais	2	10	1
08 - Abitibi-Témiscamingue	4	11	0
09 - Côte-Nord	0	5	1
10 - Nord-du-Québec	0	3	0
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	1	6	2
12 - Chaudière-Appalaches	4	8	0
13 - Laval	3	6	0
14 - Lanaudière	2	5	1
15 - Laurentides	1	10	1
16 - Montérégie	9	36	1
17 - Centre-du-Québec	4	7	1
TOTAL	92	317	17

Total des demandes initiales refusées

426

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec, en date du 29 février 2004

QUESTION 19

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

95

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF19

Titre

Copie des avis transmis au ministre ou au Secrétariat par le Comité aviseur de l'Action communautaire autonome en date du 31 mars 2004.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec – 12 mars 2004
VALIDATION :

QUESTION 20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

96

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF20

Titre

Actions posées et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la Politique sur l'action communautaire autonome et prévisions pour 2004-2005.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

1. Contexte

- La politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire, intitulée *L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*, a été adoptée le 4 juillet 2001 et lancée officiellement le 5 septembre.
- Le lancement de la politique a été accompagné d'une annonce de crédits supplémentaires, dont 20 M\$ en 2003-2004.
- La phase de mise en œuvre vise à rendre opérationnelles les différentes modalités de la politique et, à terme, de rendre effectif l'esprit de simplification et d'harmonisation des pratiques administratives.

2. Les travaux de mise en œuvre de la politique gouvernementale

- Le Comité interministériel de l'action communautaire représente tous les ministères et les organismes gouvernementaux concernés par le soutien financier aux organismes communautaires, soit plus d'une vingtaine.
- Des rencontres de ce Comité se sont tenues les 29 avril, 11 juin, 10 septembre, 22 octobre, 21 novembre 2003 ainsi que les 14 janvier et 12 février 2004.
- Les membres du Comité interministériel ont collaboré aux travaux touchant la concentration et le transfert des organismes communautaires; ils ont également participé aux discussions entourant l'élaboration du Plan d'action gouvernemental en action communautaire et du Cadre de référence sur l'action communautaire; ils ont de plus contribué à la réflexion globale sur le milieu communautaire.
- Un portrait de tous les organismes communautaires soutenus par le gouvernement du Québec, par ministères, a été réalisé en 2002-2003. Il a été mis à jour et bonifié durant l'exercice 2003-2004 et il comprend maintenant l'ensemble du soutien gouvernemental versé à des organismes communautaires (soutien à la mission globale, entente de service et projets).
- Ce portrait a servi de base à l'opération de concentration et de transfert des sommes versées en appui à la mission globale aux organismes communautaire. L'objectif était de simplifier les pratiques administratives pour que les organismes reçoivent ce soutien d'un seul ministère ayant la mission la plus compatible. Depuis le 1er avril 2003, un seul ministère ou organisme gouvernemental parrain a la responsabilité de verser ce soutien aux organismes communautaires de son secteur. L'opération a été effectuée avec succès et a touché plus de 1 500 organismes communautaires.
- Les travaux de concertation avec le Comité aviseur de l'action communautaire autonome et le SACA ont cours depuis l'adoption de la politique gouvernementale. Plusieurs rencontres se sont déjà tenues entre des sous-comités du Comité aviseur et l'équipe du Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec (SACA), notamment sur les programmes du SACA et les besoins financiers des groupes communautaires. Le Comité aviseur a rencontré le ministre à deux reprises en octobre 2003.

3. Les crédits dispensés

Le milieu communautaire encore cette année a pu profiter de retombées financières de la Politique gouvernementale. Pour l'exercice 2003-2004, un montant de 20 000 000 \$ a été consenti pour soutenir le milieu communautaire, dont 5 115 298 \$ accordé pour les organismes soutenus au Secrétariat à l'action communautaire autonome. De ce montant, les sommes suivantes ont été allouées sur l'enveloppe réservée au SACA :

- 892 000 \$ ont été versés aux Corporations de développement communautaire (CDC).
- 3 055 996 \$ ont été consentis à des organismes communautaires œuvrant en matière de défense collective des droits.
- 209 000 \$ a été accordé à titre de soutien financier au Comité aviseur de l'action communautaire autonome.
- 574 563 \$ ont été versés à des organismes communautaires pour soutenir des projets de développement en action communautaire et en action bénévole.
- 20 176 \$ pour la réalisation de la 7^e édition de la cérémonie Hommage Bénévolat-Québec
- 300 000 \$ octroyés à neuf organismes du crédit communautaire (huit cercle et le Réseau québécois du crédit communautaire)

QUESTION 21

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF21

Titre : Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail

Bilan du budget et des dépenses de même que la répartition des crédits alloués dans chacune des régions pour l'année 2003-2004.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

**Il est à noter qu'à partir du 1^{er} avril 2003, le Fonds québécois d'initiatives sociales a acquis les droits et a assumé les obligations du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail et ce, jusqu'au 31 mars 2004.*

Le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail est issu d'un consensus des partenaires lors du Sommet sur l'économie et l'emploi, d'octobre 1996, pour lutter contre l'appauvrissement des plus démunis de notre société. Les contributions au Fonds, initialement de 250 M\$ sur 3 ans, provenaient à parts égales des particuliers et des sociétés.

Lors du Sommet du Québec et de la jeunesse en février 2000, le gouvernement a décidé de reconduire le Fonds pour une période de trois ans et d'y allouer un budget de 160 M\$.

Le Premier ministre, responsable du Fonds, a été conseillé quant à son utilisation par un comité aviseur constitué de représentants des milieux communautaires, patronal, syndical et gouvernemental. Le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, est désigné responsable de l'administration de la Loi instituant le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail, laquelle a pris fin le 31 mars 2004.

Pour l'année 2003-2004, le budget des 17 régions du Québec totalise 29,8 M\$ et celui du central 2,2 M\$ pour des projets qui touchent plusieurs régions. Ces budgets ont servi à couvrir les engagements pris par les comités d'approbation des projets aux niveaux national, régional et local jusqu'au 31 mars 2003.

Au 31 mars 2004, les dépenses effectuées en 2003-2004 totalisent 27,6 M\$ (excluant les frais de participation).

Le solde au 31 mars 2004 sera versé au Fonds québécois d'initiatives sociales.

L'annexe ci-jointe présente un portrait de la répartition budgétaire 2003-2004 et des dépenses effectuées en 2003-2004.

SOURCE : Direction du Fonds québécois d'initiatives sociales – 8 avril 2004
VALIDATION : Direction du budget et des opérations financières – 8 avril 2004
DGPSC/BSMA – 8 avril 2004.

Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail¹

Répartition budgétaire 2003-2004, engagements et dépenses²

(31 mars 2004)

RÉGIONS	Budget ³ 2003-2004 (M\$)	Engagements 2003-2004 (M\$)	Dépenses 2003-2004 (M\$)
01-Bas-St-Laurent	0,6 \$	0,6 \$	0,5 \$
02-Saguenay-Lac-St-Jean	0,7 \$	0,6 \$	0,6 \$
03-Québec	2,3 \$	2,0 \$	2,0 \$
04-Mauricie	1,3 \$	1,2 \$	1,2 \$
05-Estrie	0,7 \$	0,6 \$	0,6 \$
06-Montréal	12,6 \$	11,1 \$	11,1 \$
07-Outaouais	1,0 \$	1,0 \$	0,9 \$
08-Abitibi-Témiscamingue	0,9 \$	0,8 \$	0,8 \$
09-Côte-Nord	0,6 \$	0,5 \$	0,5 \$
10-Nord-du-Québec	0,2 \$	0,2 \$	0,2 \$
11-Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	1,3 \$	1,3 \$	1,2 \$
12-Chaudière-Appalaches	1,2 \$	1,1 \$	1,1 \$
13-Laval	0,3 \$	0,3 \$	0,3 \$
14-Lanaudière	1,1 \$	1,0 \$	1,0 \$
15-Laurentides	1,0 \$	0,9 \$	0,9 \$
16-Montérégie	3,5 \$	3,0 \$	3,0 \$
17-Centre-du-Québec	0,5 \$	0,5 \$	0,4 \$
Sous-total	29,8 \$	26,7 \$	26,3 \$
Projets du central (touchant plusieurs régions)	2,2 \$	1,3 \$	1,3 \$
TOTAL	32,0 \$	28,0 \$	27,6 \$

¹ Les budgets du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail ont été pris en charge par le Fonds québécois d'initiatives sociales depuis le 1^{er} avril 2003.

² Le lecteur ne pourra comparer ce tableau avec celui de l'an dernier, lequel présentait les projets acceptés plutôt que les dépenses. Considérant que les comités d'approbation des projets avaient jusqu'au 31 mars 2003 pour accepter des projets, nous présentons donc les dépenses effectuées en 2003-2004 pour les projets acceptés jusqu'au 31 mars 2003.

³ Le solde au 31 mars 2004 sera versé au Fonds québécois d'initiatives sociales.

QUESTION 22

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF22

Titre

Fonds de lutte contre la pauvreté

Liste et les montants alloués à chacun des organismes pour l'année 2002-2003 jusqu'au remplacement du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail par le Fonds québécois d'initiatives sociales.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

**Il est à noter qu'à partir du 1^{er} avril 2003, le Fonds québécois d'initiatives sociales a acquis les droits et a assumé les obligations du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail et ce, jusqu'au 31 mars 2004.*

Les comités d'approbation des projets ont accepté, jusqu'au 31 mars 2003, de soutenir des projets qui doivent se terminer au plus tard le 31 mars 2004.

L'annexe ci-jointe présente la liste des organismes par région qui ont obtenu des versements en 2003-2004. (Le lecteur ne pourra comparer ce tableau avec celui de l'an dernier, lequel présentait les projets acceptés plutôt que les dépenses. Considérant que les comités d'approbation des projets avaient jusqu'au 31 mars 2003 pour accepter des projets, nous présentons donc les dépenses effectuées en 2003-2004 pour les projets acceptés jusqu'au 31 mars 2003.)

SOURCE : Direction du Fonds québécois d'initiatives sociales – 8 avril 2004
VALIDATION : Direction du budget et des opérations financières – 15 mars 2004
DGPSC/BSMA – 8 avril 2004

FONDS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ PAR LA RÉINSERTION AU TRAVAIL
DÉPENSES 2003-2004 (AU 31 MARS 2004)

Nom de la région	Nom de l'employeur	Dépenses 2003-2004
Abitibi-Témiscamingue	ASSOCIATION DE CHASSEURS ET DE PÊCHEURS DE LA RIVIÈRE DU MOI	24 859,12 \$
Abitibi-Témiscamingue	ASSOCIATION DES GRANDS FRÈRES & GRANDES SŒURS DE VAL D'OR I	6 312,58 \$
Abitibi-Témiscamingue	ASSOCIATION POUR L'INTÉGRATION SOCIALE (ROUYN-NORANDA) INC.	2 648,30 \$
Abitibi-Témiscamingue	ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DÉFENSE DROITS PERSONNES RÉTRAITES	8 476,92 \$
Abitibi-Témiscamingue	CAFA, CENTRE D'ANIMATION, DE FORMATION ET D'ACCOMPAGNEMENT	23 042,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	CENTRE AMITIÉ TEMIS	14 830,64 \$
Abitibi-Témiscamingue	CENTRE BERNARD-HAMEL	8 475,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE (CENTRE DE FORMATION)	9 222,80 \$
Abitibi-Témiscamingue	CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE (CENTRE DE FORMATION)	17 480,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	CENTRE DE DÉPANNAGE RAPIDE-DANSEUR	16 161,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	CENTRE DES R.O.S.E.S. DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE	15 254,40 \$
Abitibi-Témiscamingue	CENTRE D'INTÉGRATION PHYSIQUE DE L'ENVOL INC.	2 446,83 \$
Abitibi-Témiscamingue	CENTRE D'INTÉGRATION PHYSIQUE DE L'ENVOL INC.	37 708,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	CIRCUIT AU BOSQUET DESTOR, QUÉBEC	10 561,50 \$
Abitibi-Témiscamingue	CLUB MOTONEIGE ABITIBI-OUEST INC.	58 734,24 \$
Abitibi-Témiscamingue	COLLECTIF DE DÉVELOPPEMENT RENAULT-DESTOR	15 547,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	COLLECTIF DE DÉVELOPPEMENT RENAULT-DESTOR	26 100,91 \$
Abitibi-Témiscamingue	COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT & D'EMBELLISSEMENT DE DUPARQUET	8 474,80 \$
Abitibi-Témiscamingue	COMITÉ D'EMBELLISSEMENT DE NOTRE-DAME-DU-NORD	2 543,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	CONSEIL TERRITORIAL DE LA JEUNESSE D'ABITIBI-EST	23 306,89 \$
Abitibi-Témiscamingue	CORP. LOISIRS STE-ROSE DE POULARIES	16 160,76 \$
Abitibi-Témiscamingue	CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE D'AMOS	9 533,99 \$
Abitibi-Témiscamingue	CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE D'AMOS	16 889,46 \$
Abitibi-Témiscamingue	CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES COTEAUX	3 062,06 \$
Abitibi-Témiscamingue	CORPORATION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'ENSEIGNE	10 530,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	CORPORATION DE LA MAISON DUMULON	10 170,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	CORPORATION DU PARC LINEAIRE ROUYN-NORANDA-TASCHEREAU	2 012,49 \$
Abitibi-Témiscamingue	CORPORATION DU PARC LINEAIRE ROUYN-NORANDA-TASCHEREAU	8 605,11 \$
Abitibi-Témiscamingue	CORPORATION REPIT-DÉPANNAGE DE ROUYN-NORANDA	17 140,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LA SARRE	19 068,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	GROUPE IO	26 151,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	LA CHAMBRE DE COMMERCE DE L'ABITIBI OUEST	16 950,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DE GUYENNE	8 852,62 \$
Abitibi-Témiscamingue	LA CORPORATION DU VILLAGE MINIER DE BOURLAMAQUE (CITE DE L'O	12 203,52 \$
Abitibi-Témiscamingue	LA GIBOULEE D'AMOS INC.	9 533,99 \$
Abitibi-Témiscamingue	LA MAISON DE LA FAMILLE D'AMOS INC.	10 049,77 \$
Abitibi-Témiscamingue	LA MAISON DE LA FAMILLE DE MALARTIC	13 980,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	LA MAISON DE LA FAMILLE DE ROUYN-NORANDA	18 161,35 \$
Abitibi-Témiscamingue	LA SOUPAPE, MAISON DES JEUNES INC.	6 798,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	LE CENTRE DE FEMMES L'E.R.I.G.E.	10 509,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	LE COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LAUNAY	1 906,81 \$
Abitibi-Témiscamingue	LE COMITÉ DE LA CONDITION FÉMININE AU TEMISCAMINGUE	11 017,05 \$
Abitibi-Témiscamingue	LE DOMAINE DE LA BAIE GILLIES INC.	1 831,78 \$
Abitibi-Témiscamingue	LE PILIER L'ASSOCIATION DES TRAUMATISÉS CRANIENS DE L'ABITIBI	3 546,97 \$
Abitibi-Témiscamingue	LES CHEVALIERS DE COLOMB DU CONSEIL D'AMOS NO: 2218	15 405,78 \$
Abitibi-Témiscamingue	LES INTREPIDES DE ROUYN-NORANDA INC.	18 538,10 \$
Abitibi-Témiscamingue	LIAISON JUSTICE	15 890,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	MAISON DE LA FAMILLE LA SARRE	14 336,63 \$
Abitibi-Témiscamingue	MAISON D'HEBERGEMENT "LE NID" POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLEN	5 825,35 \$
Abitibi-Témiscamingue	MAISON ST-ANDRÉ ABITIBI-OUEST	11 707,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	MUNICIPALITÉ DE MOFFET	2 118,67 \$
Abitibi-Témiscamingue	MUNICIPALITÉ DE MOFFET	15 712,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	MUNICIPALITÉ DE SAINT-MATHIEU-D'HARRICANA	3 519,07 \$
Abitibi-Témiscamingue	MUNICIPALITÉ DE VAL-SAINT-GILLES	16 619,92 \$
Abitibi-Témiscamingue	PROJET JEUNESSE ST-MICHEL INC.	8 475,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	REGROUPEMENT D'ENTRAIDE SOCIALE DU TEMISCAMINGUE	16 313,50 \$
Abitibi-Témiscamingue	SALLE AUGUSTIN-CHENIER INC.	17 548,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	SENTIER URBAIN	12 592,80 \$
Abitibi-Témiscamingue	SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU TEMISCAMINGUE	2 330,60 \$
Abitibi-Témiscamingue	SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET DU PATRIMOINE DE LA RÉGION DE LA SARRE	8 475,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	TABLE DE CONCERTATION LOCALE POUR PERSONNES ÂGÉES DU TEMISCA	13 348,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	VILLE DE BELLETERRE	2 118,67 \$
Abitibi-Témiscamingue	VILLE DE SENNETERRE	9 779,92 \$
Bas-Saint-Laurent	A.L.E.S.E ABATTONS LES ÉCHELONS SOCIO-ÉCONOMIQUES	33 429,45 \$
Bas-Saint-Laurent	ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES ENTRE-AMIS DU TEMISCOU	13 667,00 \$
Bas-Saint-Laurent	ATELIER DE TRAVAIL JEUNESSE 01	68 385,30 \$
Bas-Saint-Laurent	AUX TROIS MATS	7 841,56 \$
Bas-Saint-Laurent	CENTRAIDE PORTAGE-TACHE	2 896,62 \$
Bas-Saint-Laurent	CENTRE DE PLEIN AIR IXWORTH, COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ	11 938,50 \$
Bas-Saint-Laurent	CENTRE D'INTERPRÉTATION DU SAUMON ATLANTIQUE DE SAINTE-FLAVI	8 554,93 \$
Bas-Saint-Laurent	CENTRE POLYVALENT DES AÎNÉS ET AÎNÉES DE RIMOUSKI	15 269,36 \$
Bas-Saint-Laurent	COALITION TEMISCOUATAINE POUR L'ENRICHISSEMENT COLLECTIF	19 881,90 \$
Bas-Saint-Laurent	COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ LE VERT JEANNOIS	1 870,84 \$
Bas-Saint-Laurent	CUISINES COLLECTIVES DE DÉGELIS	6 001,30 \$
Bas-Saint-Laurent	CUISINES COLLECTIVES DU HAUT-PAYS	2 490,17 \$
Bas-Saint-Laurent	FESTIVAL DE LA CHANSON ET DE L'HUMOUR LE TREMPIN DE DÉGELIS	2 411,20 \$
Bas-Saint-Laurent	FESTIVAL EN CARTON DU TEMISCOUATA	1 006,63 \$

Nom de la région	Nom de l'employeur	Dépenses 2003-2004
Bas-Saint-Laurent	LA CORPORATION DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA REGION DE V	24 323,95 \$
Bas-Saint-Laurent	LA CORPORATION P.A.R.C. BAS-SAINT-LAURENT	6 171,29 \$
Bas-Saint-Laurent	LA CORPORATION P.A.R.C. BAS-SAINT-LAURENT	6 661,57 \$
Bas-Saint-Laurent	LA CORPORATION P.A.R.C. BAS-SAINT-LAURENT	11 868,12 \$
Bas-Saint-Laurent	LA CORPORATION P.A.R.C. BAS-SAINT-LAURENT	13 166,50 \$
Bas-Saint-Laurent	LA CORPORATION P.A.R.C. BAS-SAINT-LAURENT	26 948,28 \$
Bas-Saint-Laurent	LES AMIS DES JARDINS DE METIS INC.	46 820,00 \$
Bas-Saint-Laurent	LES SERVICES D'AIDE A L'EMPLOI DU TEMISCOUATA	61 896,80 \$
Bas-Saint-Laurent	MAISON DE LA FAMILLE DU TEMISCOUATA INC	4 226,75 \$
Bas-Saint-Laurent	MOISSON VALLEE MATAPEDIA	7 765,24 \$
Bas-Saint-Laurent	PARALOEIL	1 926,87 \$
Bas-Saint-Laurent	REGROUPEMENT DES ASSISTEES SOCIALES ET ASSISTES SOCIAUX DU T	23 204,00 \$
Bas-Saint-Laurent	SOCIETE ALZHEIMER DU BAS-SAINT-LAURENT	14 031,00 \$
Bas-Saint-Laurent	SOCIETE D'HISTOIRE ET DE GENEALOGIE DE LA MATAPEDIA	22 445,50 \$
Bas-Saint-Laurent	SOCIETE GENEALOGIQUE DE L'EST DU QUEBEC	17 926,92 \$
Bas-Saint-Laurent	SOCIETE HISTORIQUE ET GENEALOGIQUE DE TROIS-PISTOLES INC.	20 656,50 \$
Bas-Saint-Laurent	TRIC MATANE	9 020,17 \$
Capitale-Nationale	AGENCE POUR VIVRE CHEZ SOI	11 485,54 \$
Capitale-Nationale	ASSOCIATION BENEVOLE COTE DE BEAUPRE	16 880,84 \$
Capitale-Nationale	ASSOCIATION DE CREATION ET DIFFUSION SONORES ET ELECTRONIQUE	22 351,84 \$
Capitale-Nationale	ASSOCIATION DES LOCATAIRES DES APPARTEMENTS ST-PIE X (1992)	35 275,56 \$
Capitale-Nationale	ATOUT-LIRE	3 665,51 \$
Capitale-Nationale	AUBERGE DE JEUNESSE LE P'TIT BONHEUR	22 589,68 \$
Capitale-Nationale	BASE DE PLEIN-AIR DE LA POINTE D'ARGENTENAY I.O.	11 499,16 \$
Capitale-Nationale	CARREFOUR DES ENFANTS DE SAINT-MALO INC.	1 900,00 \$
Capitale-Nationale	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI CHARLESBOURG-CHAUVEAU	5 048,36 \$
Capitale-Nationale	CDEC DE QUEBEC	129 324,04 \$
Capitale-Nationale	CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE E.M.O.I.C.Q.	81 772,15 \$
Capitale-Nationale	CENTRE DE SERVICES EN DEVELOPPEMENT DURABLE - REGROUPEMENT D	24 244,39 \$
Capitale-Nationale	CENTRE D'ENTRAIDE EMOTIONS	24 585,75 \$
Capitale-Nationale	CENTRE RESSOURCES JARDIN DE FAMILLES	1 005,00 \$
Capitale-Nationale	CHEZ AMELIE & FREDERICK	12 516,85 \$
Capitale-Nationale	COMITE DE VALORISATION DE LA RIVIERE BEAUPORT	23 772,38 \$
Capitale-Nationale	COMITE DE VALORISATION DE LA RIVIERE BEAUPORT	25 988,90 \$
Capitale-Nationale	COMITE ORGANISATEUR DE LA FINALE DES JEUX DU QUEBEC DE LA MR	23 995,19 \$
Capitale-Nationale	COMMUNAUTE AGAPE DE QUEBEC	15 536,31 \$
Capitale-Nationale	COOPERATIVE DE SERVICES A DOMICILE DE CHARLESBOURG	7 183,00 \$
Capitale-Nationale	COOPERATIVE DE TRAVAIL ARTISTIQUE DU FARGY	3 612,00 \$
Capitale-Nationale	COOPERATIVE DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS PROMO-SANTE	50 732,00 \$
Capitale-Nationale	CORPORATION DU DOMAINE A LIGORI	27 387,00 \$
Capitale-Nationale	COUP DE POUCE TRAVAIL 1982 INC.	9 430,00 \$
Capitale-Nationale	DEMI-LUNE	10 262,53 \$
Capitale-Nationale	EDITIONS INTERVENTION	43 286,48 \$
Capitale-Nationale	EN VERT & DIFFERENCES	58 017,60 \$
Capitale-Nationale	EQUITRAVAIL	71 237,84 \$
Capitale-Nationale	EXPORTEX, GESTION DE SURPLUS TEXTILE	15 073,95 \$
Capitale-Nationale	FEDERATION DES COOPERATIVES D'HABITATION DE QUEBEC, CHAUDIER	6 279,00 \$
Capitale-Nationale	FEDERATION DES TRAPPEURS GESTIONNAIRES DU QUEBEC	8 318,29 \$
Capitale-Nationale	FESTIVAL FOLKLORIQUE DES ENFANTS DU MONDE A BEAUPORT	118 915,88 \$
Capitale-Nationale	FOLIE/CULTURE INC.	21 705,00 \$
Capitale-Nationale	FONDS ALTERNATIF DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE L'HABITATION D	41 374,74 \$
Capitale-Nationale	INTEGR' ACTION JEUNESSE	8 617,52 \$
Capitale-Nationale	JEUNESSOR PORTNEUF	164 105,60 \$
Capitale-Nationale	LA BARATTE	37 488,60 \$
Capitale-Nationale	LA FONDATION DES SOURDS DU QUEBEC (F.S.Q.) INC.	12 198,24 \$
Capitale-Nationale	LA FONDATION DES SOURDS DU QUEBEC (F.S.Q.) INC.	117 458,00 \$
Capitale-Nationale	LA MAISON DES ENTREPRISES DE COEUR, COOPERATIVE DE SERVICES	45 812,81 \$
Capitale-Nationale	LA SOCIETE ST-VINCENT DE PAUL DE QUEBEC	1 494,19 \$
Capitale-Nationale	LE COMITE D'ACTION DES PERSONNES VIVANT DES SITUATIONS DE HA	42 284,69 \$
Capitale-Nationale	LE MAGNIFIQUE INC.	13 149,00 \$
Capitale-Nationale	LE PASSAGE CENTRE DE THERAPIE FAMILIALE EN TOXICOMANIE	20 338,72 \$
Capitale-Nationale	LE VERGER- CENTRE COMMUNAUTAIRE EN SANTE MENTALE	55 096,51 \$
Capitale-Nationale	LES COPIES DU PAVOIS INC.	44 660,80 \$
Capitale-Nationale	LES OEUVRES DE LA MAISON DAUPHINE INC.	26 234,00 \$
Capitale-Nationale	LES SCOUTS DU DISTRICT DE QUEBEC INC.	29 100,00 \$
Capitale-Nationale	L'OURLET, ATELIER DE COUTURE	4 038,67 \$
Capitale-Nationale	MAISON DES ENFANTS DE LIMOILLOU	62 900,00 \$
Capitale-Nationale	MANIFESTATION INTERNATIONALE D'ART DE QUEBEC	72 666,83 \$
Capitale-Nationale	MOTIVACTION JEUNESSE	8 912,15 \$
Capitale-Nationale	PARENT UNIQUE DE LIMOILLOU	38 661,92 \$
Capitale-Nationale	PLAN NAGUA	2 244,80 \$
Capitale-Nationale	PRESENCE-FAMILLE ST-AUGUSTIN	20 171,61 \$
Capitale-Nationale	REGROUPEMENT PERSONNES ATTEINTES DU VIH-SIDA QUEBEC	20 019,36 \$
Capitale-Nationale	RESSOURCERIE COTE-DE-BEAUPRE INC.	13 133,49 \$
Capitale-Nationale	RESSOURCES FAMILIALES DE LA COTE-DE-BEAUPRE	9 171,54 \$
Capitale-Nationale	SOCIETE POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA RIVIERE ST-CHARLES	26 185,62 \$
Capitale-Nationale	SOURCES VIVES FAMILLES MONOPARENTALES ET RECOMPOSEES INC.	2 243,00 \$
Capitale-Nationale	TRANSPORT COLLECTIF COTE-DE-BEAUPRE	68 174,32 \$
Capitale-Nationale	VIEUX-LIMOILLOU EN FETE	26 946,96 \$
Centre-du-Québec	ACTION TOXICOMANIE BOIS-FRANCS INC	5 145,63 \$
Centre-du-Québec	ASSOCIATION "LES ROUL'ENTRAIN" INC.	16 676,75 \$
Centre-du-Québec	ASSOCIATION DE PARENTS LA PASSERELLE	3 872,50 \$
Centre-du-Québec	ASSOCIATION DES GAIS, LESBIENNES ET BISEXUELS (LES) DU CENTR	7 162,19 \$
Centre-du-Québec	ASSOCIATION DES GROUPES D'EDUCATION POPULAIRE AUTONOME, CENT	5 420,00 \$
Centre-du-Québec	ASSOCIATION DES PARENTS ET AMIS DU MALADE EMOTIONNEL DU CENT	2 186,20 \$

Nom de la région	Nom de l'employeur	Dépenses 2003-2004
Centre-du-Québec	ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPEES DE DRUMMOND INC.	4 325,00 \$
Centre-du-Québec	ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPEES DE LA MRC BECANCOUR	1 894,52 \$
Centre-du-Québec	ASSOCIATION POUR LA MISE EN VALEUR DE LA RIVIERE GENTILLY IN	1 211,20 \$
Centre-du-Québec	CENTRE D'ACTION BENEVOLE DU LAC ST-PIERRE	2 783,80 \$
Centre-du-Québec	CENTRE DE RELEVEMENT ET D'INFORMATION SOCIALE VICTORIAVILLE	1 756,60 \$
Centre-du-Québec	CENTRE DE RELEVEMENT ET D'INFORMATION SOCIALE VICTORIAVILLE	14 119,61 \$
Centre-du-Québec	CENTRE DE STIMULATION L'ENVOL	4 827,79 \$
Centre-du-Québec	CENTRE D'ECOUTE ET DE PREVENTION SUICIDE DRUMMOND	1 978,42 \$
Centre-du-Québec	COMITE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE D'INVERNESS	13 695,67 \$
Centre-du-Québec	COMITE LOISIRS ET DEVELOPPEMENT DE ST-PIERRE BAPTISTE INC.	17 605,61 \$
Centre-du-Québec	COOP DE SERVICES DE SANTE ROBERT-VERRIER	21 554,70 \$
Centre-du-Québec	COOPERATIVE DE SOLIDARITE D'AIDE DOMESTIQUE DE LA MRC DE BEC	17 147,31 \$
Centre-du-Québec	FEMMES ET PRODUCTION INDUSTRIELLE	5 493,03 \$
Centre-du-Québec	FETE AU VILLAGE DE WICKHAM INC.	9 021,10 \$
Centre-du-Québec	I.T.E. ENTREPRISE D'INSERTION	17 559,20 \$
Centre-du-Québec	L'ATELIER DES JEUNES DES BOIS-FRANCS	4 925,00 \$
Centre-du-Québec	LE GRENIER DE L'INFORMATIQUE	8 948,70 \$
Centre-du-Québec	LES AMIS DU THEATRE BELCOURT	4 868,25 \$
Centre-du-Québec	LES METIERS TRADITIONNELS DU QUEBEC INC.	39 833,60 \$
Centre-du-Québec	MAISON D'HEBERGEMENT LA VOLTE-FACE	13 023,73 \$
Centre-du-Québec	MAISON HABIT ACTION DE DRUMMONDVILLE INC.	2 512,70 \$
Centre-du-Québec	MUNICIPALITE DE LA PAROISSE DE ST-JOACHIM-DE-COURVAL	28 976,93 \$
Centre-du-Québec	MUNICIPALITE DE SAINT-PIERRE- LES-BECQUETS	35 773,55 \$
Centre-du-Québec	MUSEE DU BRONZE D'INVERNESS	5 810,86 \$
Centre-du-Québec	PARRAINAGE CIVIQUE DRUMMOND INC.	1 782,10 \$
Centre-du-Québec	PAVILLON THEMATIQUE ET MULTIFONCTIONNEL INC.	2 186,20 \$
Centre-du-Québec	RAFT (RESEAU D'AIDE AUX FAMILLES EN TRANSITION) INC.	12 599,05 \$
Centre-du-Québec	SOCIETE DES AMIS DU MOULIN MICHEL INC.	16 596,75 \$
Centre-du-Québec	SOCIETE D'HISTOIRE DE DRUMMONDVILLE	4 304,25 \$
Centre-du-Québec	SOLIDARITE NORD-SUD DES BOIS-FRANCS INC.	15 176,00 \$
Centre-du-Québec	TELEVISION COMMUNAUTAIRE DES BOIS-FRANCS INC.	5 483,44 \$
Centre-du-Québec	TOIT JEF INC.	14 427,20 \$
Centre-du-Québec	VILLAGE QUEBECOIS D'ANTAN	27 665,31 \$
Chaudière-Appalaches	ASSOCIATION QUEBECOISE DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION ATMOSPHE	24 831,81 \$
Chaudière-Appalaches	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE LOTBINIERE	37 174,38 \$
Chaudière-Appalaches	CENTRE D'ENTRAIDE DE LA REGION DE DISRAELI	10 700,98 \$
Chaudière-Appalaches	CENTRE D'INTERPRETATION FERROVIAIRE DE VALLEE-JONCTION INC.	2 611,98 \$
Chaudière-Appalaches	CENTRE SOCIO-CULTUREL GERARD-OUELLET INC.	34 004,00 \$
Chaudière-Appalaches	CHUT! ON JOUE!	23 804,76 \$
Chaudière-Appalaches	COMITE DE RESTAURATION DE LA RIVIERE ETCHEMIN (C.R.R.E.)	34 223,40 \$
Chaudière-Appalaches	COMITE ORGANISATEUR DES JEUX DU QUEBEC, M.R.C. DE L'AMIANTE,	65 356,80 \$
Chaudière-Appalaches	CONNEXION EMPLOI RESSOURCES FEMMES	12 149,77 \$
Chaudière-Appalaches	COOPERATIVE DE SOLIDARITE RESTO-BAR LA RELEVÉ NOTRE-DAME-DU-	1 905,75 \$
Chaudière-Appalaches	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE MONTMAGNY-L'ISLET	9 829,00 \$
Chaudière-Appalaches	CORPORATION TOURISTIQUE DE LA SEIGNEURIE DES AULNAIES	22 553,40 \$
Chaudière-Appalaches	ENTRAIDE AU MASCULIN COTE-SUD	8 750,26 \$
Chaudière-Appalaches	FEDERATION INTERNATIONALE DE KIN-BALL	21 777,60 \$
Chaudière-Appalaches	GROUPE D'ALPHABETISATION CLES EN MAIN	25 919,53 \$
Chaudière-Appalaches	GROUPE EN ALPHABETISATION DE MONTMAGNY-NORD	27 132,00 \$
Chaudière-Appalaches	GROUPEMENT POUR L'AMELIORATION ET LE DEVELOPPEMENT DE ST-LUC	39 424,32 \$
Chaudière-Appalaches	HAVRE L'ECLAIRCIE INC	12 708,00 \$
Chaudière-Appalaches	LA GITEE INC.	19 737,00 \$
Chaudière-Appalaches	LA JONCTION POUR ELLE INC.	15 103,34 \$
Chaudière-Appalaches	LA PASSERELLE, GROUPE D'AIDE ET D'ENTRAIDE POUR PERSONNNES V	23 023,00 \$
Chaudière-Appalaches	LE HAVRE DES FEMMES	2 113,91 \$
Chaudière-Appalaches	LE THEATRE DE LA CORVEE INC.	2 498,64 \$
Chaudière-Appalaches	LES FRIGOS PLEINS	7 833,63 \$
Chaudière-Appalaches	MOISSON BEAUCE INC.	17 848,21 \$
Chaudière-Appalaches	PASSEPORT TRAVAIL DE BEAUCE INC.	114 087,99 \$
Chaudière-Appalaches	REHABILITATION DE BEAUCE INC.	3 479,01 \$
Chaudière-Appalaches	RESSOURCE LE BERCEAU INC.	20 324,78 \$
Chaudière-Appalaches	RESSOURCERIE BELLECHASSE INC.	48 921,98 \$
Chaudière-Appalaches	RESSOURCERIE DE LEVIS	338 334,26 \$
Chaudière-Appalaches	SERVICE D'ENTRAIDE ST-JEAN CHRYSOSTOME	4 692,00 \$
Chaudière-Appalaches	SOCIETE DE GESTION DU PARC REGIONAL MASSIF DU SUD	4 871,68 \$
Chaudière-Appalaches	SOCIETE HISTORIQUE DE LA NOUVELLE-BEAUCE	21 118,75 \$
Chaudière-Appalaches	SOLIDARITE-FEMMES CHAUDIERE-APPALACHES	10 293,22 \$
Côte-Nord	AGITOUR (COTE-NORD) INC.	1 707,11 \$
Côte-Nord	ASSOCIATION CHASSE ET PECHE DU CANTON IBERVILLE INC.	3 031,34 \$
Côte-Nord	ASSOCIATION CHASSE ET PECHE DU CANTON IBERVILLE INC.	5 740,80 \$
Côte-Nord	CENTRE D'ACTION BENEVOLE DE SEPT-ILES INC.	20 438,84 \$
Côte-Nord	CENTRE DE JEUNES LA ZONE	15 366,16 \$
Côte-Nord	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE MAGIMUSE	10 516,60 \$
Côte-Nord	CENTRE DES FEMMES DE FORESTVILLE	16 221,12 \$
Côte-Nord	CENTRE D'INTERVENTION LE ROND POINT	16 419,07 \$
Côte-Nord	CENTRE-EMERSION (MANICOUAGAN) INC.	5 924,50 \$
Côte-Nord	CENTRE-EMERSION (MANICOUAGAN) INC.	19 796,89 \$
Côte-Nord	CENTRE-EMERSION (MANICOUAGAN) INC.	37 636,26 \$
Côte-Nord	CITE DES BATISSEURS INC.	9 387,13 \$
Côte-Nord	COMMISSION SCOLAIRE DE L'ESTUAIRE	11 886,93 \$
Côte-Nord	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EST-OUEST	1 814,71 \$
Côte-Nord	HOMMES SEPT-ILES, CENTRE D'ENTRAIDE POUR HOMMES INC.	4 552,00 \$
Côte-Nord	JOURNAL INNUVELLE	20 406,75 \$
Côte-Nord	LA FABRIQUE DE LA PAROISSE DE MARIE-MERE-DE-L'EGLISE	5 915,00 \$
Côte-Nord	LA MAISON, LE COIN DES FEMMES, SEPT-ILES INC.	9 935,58 \$

Nom de la région	Nom de l'employeur	Dépenses 2003-2004
Côte-Nord	LA MUNICIPALITE DU CANTON NATASHQUAN	11 960,00 \$
Côte-Nord	L'ASSOCIATION POUR LA PROTECTION DES INTERETS DES CONSOMMATE	9 571,10 \$
Côte-Nord	LE CHEMIN DE L'ESPOIR, MAISON DE LA FAMILLE	9 348,31 \$
Côte-Nord	LE REPIT DANIEL POTVIN INC.	2 012,97 \$
Côte-Nord	L'ENVOL, MAISON DE LA FAMILLE	2 149,87 \$
Côte-Nord	L'ENVOL, MAISON DE LA FAMILLE	14 414,40 \$
Côte-Nord	LES GIROUETTES DE CHUTE-AUX-OUTARDES	11 536,80 \$
Côte-Nord	LES VETEMENTS NORFIL CENTRE DE TRAVAIL ADAPTE	39 861,69 \$
Côte-Nord	L'ESPOIR DE SHELNA	15 369,49 \$
Côte-Nord	MAISON DES JEUNES DE LONGUE-RIVE	12 471,43 \$
Côte-Nord	MODULE D'EPANOUISSEMENT A LA VIE DE HAVRE ST-PIERRE	7 738,05 \$
Côte-Nord	MUNICIPALITE D'AGUANISH	15 774,14 \$
Côte-Nord	MUNICIPALITE DE COLOMBIER	6 316,64 \$
Côte-Nord	PAPIPLUS	19 951,76 \$
Côte-Nord	PLAISIR DE LIRE INC.	11 007,36 \$
Côte-Nord	RESSOURCE DE REINTEGRATION "LE PHARE"	23 283,47 \$
Côte-Nord	SEMO COTE-NORD	11 171,11 \$
Côte-Nord	SEMO COTE-NORD	15 257,60 \$
Côte-Nord	TOURISME DU 50E PARALLELE INC.	4 218,46 \$
Côte-Nord	TOURISME DU 50E PARALLELE INC.	4 283,48 \$
Estrie	"LE PETIT BONHEUR" DE ST-CAMILLE INC.	8 518,20 \$
Estrie	ASSOCIATION DE PARENTS PANDA DE L'ESTRIE	2 384,30 \$
Estrie	ASSOCIATION DU QUEBEC POUR ENFANTS AVEC PROBLEMES AUDITIFS (2 238,51 \$
Estrie	ASSOCIATION TOURISTIQUE ET CULTURELLE DE DUDSWELL	18 416,40 \$
Estrie	CARREFOUR DU PARTAGE DE MAGOG INC	6 199,50 \$
Estrie	CARREFOUR DU PARTAGE DE MAGOG INC	9 886,41 \$
Estrie	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE MAGIMO	9 388,80 \$
Estrie	CENTRE DE SANTE DES FEMMES DE L'ESTRIE	2 937,61 \$
Estrie	CENTRE D'EDUCATION POPULAIRE DE L'ESTRIE	2 679,97 \$
Estrie	CENTRE DES FEMMES DE LA M.R.C. DU GRANIT	3 270,30 \$
Estrie	CENTRE DES FEMMES LA PAROLIERE	7 473,30 \$
Estrie	CHAMBRE DE COMMERCE DANVILLE-SHIPTON	7 800,90 \$
Estrie	COALITION SHERBROOKEISE POUR LE TRAVAIL DE RUE	12 546,08 \$
Estrie	COMITE D'HYGIENE ET D'AMENAGEMENT DES RIVIERES MAGOG ET SAIN	24 316,65 \$
Estrie	COMITE RUE PRINCIPALE D'ASBESTOS	3 005,70 \$
Estrie	COMMISSION SCOLAIRE DE LA REGION-DE- SHERBROOKE	6 588,14 \$
Estrie	COMMISSION SCOLAIRE DES SOMMETS	28 971,00 \$
Estrie	CONSEIL DU LOISIR SCIENTIFIQUE DE L'ESTRIE	17 992,00 \$
Estrie	COOPERATIVE DE SERVICES A DOMICILE DE L'ESTRIE	49 051,20 \$
Estrie	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE MEMPHREMAGO	18 494,25 \$
Estrie	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE MEMPHREMAGO	21 703,80 \$
Estrie	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT DU CENTRE-VILLE DE SHERBROOKE	5 622,55 \$
Estrie	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT DU CENTRE-VILLE DE SHERBROOKE	5 856,60 \$
Estrie	CORPORATION DU VIEUX MOULIN D'ULVERTON INC.	8 312,70 \$
Estrie	CORPORATION JEUNESSE MEMPHREMAGOG INC.	2 000,60 \$
Estrie	CORRIDORS VERTS DE LA REGION D'ASBESTOS	2 161,20 \$
Estrie	CUISINE COLLECTIVE BOUCHEE-DOUBLE MEMPHREMAGOG	7 286,70 \$
Estrie	DEVELOPPEMENT DU MONT HAM-SUD	6 468,10 \$
Estrie	FAMILLE PLUS	1 743,30 \$
Estrie	FEDERATION DES COMMUNAUTES CULTURELLES DE L'ESTRIE	15 279,60 \$
Estrie	FESTIVAL DES TRADITIONS DU MONDE DE FLEURIMONT	7 604,09 \$
Estrie	GALOPIN, SERVICES PSYCHOEDUCATIFS AVEC LE CHEVAL	2 792,50 \$
Estrie	HALTE-GARDERIE KANJOU	5 129,10 \$
Estrie	HAN-DROITS	2 899,17 \$
Estrie	JEVI CENTRE DE PREVENTION DU SUICIDE - ESTRIE	14 047,80 \$
Estrie	LA GRANDE TABLE	5 631,20 \$
Estrie	LA MAISON CAMELEON DE L'ESTRIE INC.	4 238,00 \$
Estrie	LA MAISON DE LA FAMILLE DU GRANIT	1 529,00 \$
Estrie	LA VIEILLE GARE DU PAPIER	1 863,75 \$
Estrie	LES ENFANTS DE LA TERRE, ECOLE RUDOLF STEINER DE L'ESTRIE	1 398,20 \$
Estrie	LES GRANDS FRERES ET GRANDES SOEURS DE L'ESTRIE INC.	4 157,10 \$
Estrie	LES POUSSIES VERTES DU HAUT-ST-FRANCOIS INC.	5 304,30 \$
Estrie	LES TABLIERS EN FOLIE	8 329,50 \$
Estrie	L'ESCALE DE L'ESTRIE INC.	2 468,00 \$
Estrie	MAISON DE LA FAMILLE DE SHERBROOKE INC.	2 130,70 \$
Estrie	MAISON DE LA FAMILLE MEMPHREMAGOG	20 147,25 \$
Estrie	MAISON DES GRANDS-PARENTS DE SHERBROOKE	9 027,60 \$
Estrie	MAISON DES JEUNES DE FLEURIMONT	1 641,25 \$
Estrie	MAISON DES JEUNES DE STANSTEAD	3 726,90 \$
Estrie	MAISON DES JEUNES LE POINT TOURNANT DE ST-DENIS-DE-BROMPTON	5 881,20 \$
Estrie	MURALES URBAINES A REVITALISATION D'IMMEUBLES ET DE RECONCIL	5 897,20 \$
Estrie	PRODUCTIONS LITTORALE	29 767,20 \$
Estrie	PROMOTION DES ESTRIENNES POUR INITIER UNE NOUVELLE EQUITÉ SO	9 024,60 \$
Estrie	RADIO COMMUNAUTAIRE DE L'ESTRIE	17 612,40 \$
Estrie	RAPPEL REGROUPEMENT DES ASSOCIATIONS POUR LA PROTECTION DE L	43 282,00 \$
Estrie	REGROUPEMENT DES ARTISTES DES CANTONS DE L'EST	14 415,00 \$
Estrie	REGROUPEMENT DES CENTRES DE LA PETITE ENFANCE SANS BUT LUCRA	15 365,40 \$
Estrie	RESEAU D'APPUI AUX FAMILLES MONOPARENTALES DE L'ESTRIE (RAME	7 758,90 \$
Estrie	S.O.S. GROSSESSE (ESTRIE)	3 066,10 \$
Estrie	SERVICE BUDGETAIRE POPULAIRE DE L'ESTRIE INC.	1 538,00 \$
Estrie	SERVICE BUDGETAIRE POPULAIRE DE L'ESTRIE INC.	4 744,64 \$
Estrie	SERVICE D'AIDE DOMESTIQUE DE LA REGION DE COATICOOK	7 187,50 \$
Estrie	SOCIETE D'HISTOIRE ET DU PATRIMOINE DU HAUT ST-FRANCOIS INC.	20 982,00 \$
Estrie	VIRAGE SANTE MENTALE	19 537,05 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	APHAC	3 450,41 \$

Nom de la région	Nom de l'employeur	
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	ARRIMAGE CORPORATION CULTURELLE DES ILES-DE-LA-MADELEINE	9 177,00 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	ASSOCIATION CARDIO-RESPIRATOIRE DE LA GASPESTIE - LES ILES	7 064,00 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	ASSOCIATION DES FAMILLES MONOPARENTALES "CONTRE VENTS ET MAR	1 690,50 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	ASSOCIATION DES GENS D'AFFAIRES DE LA HAUTE-GASPESTIE	6 689,09 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	ASSOCIATION LA CROISEE	5 433,75 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CANTON DE CLORIDORME	9 792,65 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI HAUTE-GASPESTIE	48 451,57 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CARREFOUR-RESSOURCES	22 956,67 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CENTRAIDE GASPESTIE- ILES-DE-LA-MADELEINE	5 462,11 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CENTRE ACCALMIE	6 597,50 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CENTRE COMMUNAUTAIRE "L'ECLAIRCIE"	4 224,00 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CENTRE COMMUNAUTAIRE DOUGLAS	16 953,30 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CENTRE D ACTION BENEVOLE GASCONS PERCE INC	2 012,50 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CENTRE D ACTION BENEVOLE GASCONS PERCE INC	2 649,00 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CENTRE D'ACTION BENEVOLE ASCENSION ESCUMINAC	2 118,67 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CENTRE D'ACTION BENEVOLE DES CHIC-CHOCs INC.	4 816,91 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CENTRE D'ACTION BENEVOLE LA GRANDE CORVEE	10 356,96 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CENTRE D'ACTION BENEVOLE LES HAUT-BOIS INC.	4 245,34 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CENTRE D'ARCHIVES REGIONAL DES ILES	9 579,67 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CENTRE D'ENTRAINEMENT DE SKI ALPIN ET AEROBATIQUE DE L'EST D	2 969,00 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CENTRE DES LOISIRS DE FATIMA I.M. INC	7 567,00 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CENTRE D'INTERPRETATION VENTS DU LARGE INC.	25 875,00 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CENTRE NAUTIQUE DE L'ISTORLET	4 121,67 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CENTRE PLEIN-AIR "LA SOUCHE" DE GASCONS, INC.	2 361,11 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CHAMBRE DE COMMERCE DE CHANDLER	29 946,00 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CHAMBRE DE COMMERCE DE CHANDLER	31 771,39 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CHAMBRE DE COMMERCE DE LA GASPESTIE INC.	8 474,65 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CLUB NAUTIQUE FORILLON INC.	10 838,00 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CLUB VACANCES "LES ILES"	2 233,30 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	COMITE DE DEVELOPPEMENT DE ST-MAXIME DU MONT-LOUIS	10 438,86 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	COMITE DE L'ENTREPOT DE L'ANSE-AU-GRIFFON	2 204,83 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	COMITE LOCAL DE DEVELOPPEMENT DE L'ANSE-A-VALLEAU	2 421,33 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CONSEIL DE BASSIN DE LA RIVIERE ESCUMINAC	3 036,88 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	COOP DE SOLIDARITE LA MAISON DES ARTS AUX ILES-DE-LA-MADELEI	4 305,27 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN FORMATION ET GESTION AGRO-ALIME	42 978,72 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN PRODUCTION ANIMALE DES ILES-DE-	2 982,53 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CORPORATION D'AMENAGEMENT MULTIRESSOURCES ET DU PATRIMOINE D	40 925,19 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT DE CARLETON INC.	2 542,40 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT PORTUAIRE DE L'ANSE DE L'ETANG-	11 407,45 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CORPORATION DES ACADIENS DE L'ILE DU HAVRE-AUBERT	7 912,31 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CORPORATION DU BOURG DE PABOS INC.	2 955,00 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CORPORATION POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE BATI DE L'ILE D	5 554,42 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	DEVELOPPEMENT INTERMUNICIPAL AVIGNON OUEST INC.	2 277,00 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	DROITS ET RECOURS EN SANTE MENTALE G.I.M	8 385,16 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	ENTRAIDES COMMUNAUTAIRES DES ILES INC.	6 922,60 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	FONDATION COMMUNAUTAIRE GASPESTIE- LES ILES	12 667,20 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	GROUPE BEAU VILLAGE DE RIVIERE-AU-RENARD	2 068,00 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	GROUPE BEAU VILLAGE DE RIVIERE-AU-RENARD	3 891,60 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	GROUPE D'ACTION SOCIALE ET PSYCHIATRIQUE DES MONTS INC.	32 441,00 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	GROUPE RESSOURCE EN LOGEMENTS COLLECTIFS DE LA GASPESTIE ET D	3 944,03 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	GROUPE RESSOURCE EN LOGEMENTS COLLECTIFS DE LA GASPESTIE ET D	4 031,00 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	INTERFACE BAIE-DES-CHALEURS	21 215,32 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	JOURNAL COMMUNAUTAIRE "LE PHARE"	3 260,25 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	JOURNAL CULTUREL GRAFFICI, COOPERATIVE DE SOLIDARITE	2 542,40 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	LA CHAMBRE DE COMMERCE DE MURDOCHVILLE	2 392,00 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	LA MAISON DES JEUNES DE GASCONS INC.	1 710,08 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	LA MAISON DES JEUNES DE GASCONS INC.	2 310,35 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	LE CENTRE LOUISE-AMELIE, INC.	48 801,28 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	LE CENTRE SOCIO-CULTUREL MANOIR LEBOUTILLIER	14 528,00 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	LE GITE DE ST-ALEXIS INC.	1 743,36 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	LE REGROUPEMENT LA RELANCE INC.	1 245,00 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	L'ENTRE-TEMPS MAISON DES JEUNES DE CAP-CHAT INC.	10 890,91 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	LES CHATEAUX DE SABLE DES ILES	5 916,77 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	LES LOISIRS RESTIGOUCHE SUD-EST INC.	11 599,54 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	LES SENTIERS DE SHOOLBRED	6 368,00 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	LOGIS DU BEL AGE	5 728,29 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	MAISON D'AIDE ET D'HEBERGEMENT L'EMERGENCE INC.	6 058,62 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	MAISON D'AIDE ET D'HEBERGEMENT L'OREE DE PABOS INC.	6 421,60 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	MAISON DE LA FAMILLE PARENFAIT GASPE	2 070,60 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	MAISON DES JEUNES DE L'ILE DU HAVRE-AUBERT	7 346,56 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	MAISON DES JEUNES DE ST-ELZEAR	2 368,85 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	MAXIMUM 90	22 435,74 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	MAXIMUM BLUES DE CARLETON	2 118,67 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	MOUVEMENT ACTION CHOMAGE PABOK INC.	9 769,70 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	MUNICIPALITE DE SAINT-ALEXIS-DE- MATAPEDIA	2 392,10 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	MUNICIPALITE REGIONALE DE COMTE D E LA HAUTE-GASPESTIE	270 000,00 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	MUSEE DE LA MER INC.	5 554,50 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	NOUVEAU REGARD, ASSOCIATION DE PARENTS ET AMIS DE LA PERSONN	10 145,11 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	OEUVRES COMMUNAUTAIRES GASPESTIENNES INC.	2 686,33 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	OFFICE DU TOURISME ET DES CONGRES DE GASPE INC.	5 808,75 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	OGPAC ST-ALPHONSE, NOUVELLE INC C.H.B.C.	2 535,08 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	PARC RECREATIF DE PABOS INC.	16 301,50 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	PARTAGENCE	5 630,39 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	PERLIERS	15 218,86 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	SANCTUAIRE NOTRE-DAME DES DOULEURS	21 755,09 \$

Nom de la région	Nom de l'employeur	Dépenses 2003-2004
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	SERVICE D'AIDE A L'EMPLOI DES ILES	21 204,88 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	SITE MARY TRAVERS DITE: "LA BOLDOC" INC.	19 177,20 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	SITE MARY TRAVERS DITE: "LA BOLDOC" INC.	22 803,19 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT CULTUREL DE L'ESTRAN	2 567,00 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT CULTUREL DE L'ESTRAN	12 316,16 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	SOCIETE D'HISTOIRE ET D'ARCHEOLOGIE DES MONTS	6 518,04 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	TRANSPORT ADAPTE DE LA COTE DE GASPE INC.	4 829,60 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	TRANSPORT LES QUATRES MAREES INC.	24 897,60 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	TRANSPORT SANS FRONTIERE INC.	2 533,44 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	TRANSPORT SANS FRONTIERE INC.	5 684,00 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	UNIS-VERS JEUNES INC.	32 086,18 \$
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	VILLE DE SAINTE-ANNE-DES-MONTS	2 081,30 \$
Lanaudière	ACEF DES BASSES-LAURENTIDES	16 891,14 \$
Lanaudière	ACTION BENEVOLE DE LA ROUGE INC	17 672,30 \$
Lanaudière	ACTION FAMILLE LANORAIE INC.	12 901,50 \$
Lanaudière	AMIE DU QUARTIER	3 707,80 \$
Lanaudière	AMIE DU QUARTIER	4 776,10 \$
Lanaudière	ASSOCIATION CARREFOUR FAMILLE MONTCALM	10 086,50 \$
Lanaudière	ASSOCIATION CARREFOUR FAMILLE MONTCALM	13 318,80 \$
Lanaudière	ASSOCIATION DE PARENTS PANDA DE STE-THERESE-DE-BLAINVILLE	17 184,09 \$
Lanaudière	ASSOCIATION DES GRANDS FRERES ET GRANDES SOEURS DU QUEBEC	7 445,79 \$
Lanaudière	ASSOCIATION DES SOURDS DE LANAUDIERE INC.	18 785,69 \$
Lanaudière	ASSOCIATION HANDAMI POUR PERSONNES HANDICAPEES ET LEUR FAMIL	22 102,45 \$
Lanaudière	ASSOCIATION REGIONALE DE SOCCER FOOTBALL LANAUDIERE INC.	13 467,30 \$
Lanaudière	ATELIER DES AINES DE LA M.R.C. RIVIERE DU NORD	2 486,87 \$
Lanaudière	ATELIERS EDUCATIFS: "LES PETITS MOUSSES"	5 575,00 \$
Lanaudière	CAFE COMMUNAUTAIRE L'ENTRE-GENS DE STE-ADELE	2 060,40 \$
Lanaudière	CAFE DE LA MAISON	3 816,72 \$
Lanaudière	CARREFOUR DES ARTS ET DE LA CULTURE DE SAINTE-AGATHE	16 512,00 \$
Lanaudière	CARREFOUR DES FEMMES DU GRAND LACHUTE	22 194,00 \$
Lanaudière	CENTRE D'ACCES COMMUNAUTAIRE INTERNET DE PREVOST	4 443,50 \$
Lanaudière	CENTRE D'ACCES COMMUNAUTAIRE INTERNET DE SAINT-COME	5 889,84 \$
Lanaudière	CENTRE D'ACTION BENEVOLE LEONIE BELANGER INC.	11 527,49 \$
Lanaudière	CENTRE D'AIDE ET DE REFERENCES DE STE-ANNE-DES PLAINES	9 677,27 \$
Lanaudière	CENTRE D'AIDE PERSONNES HANDICAPEES PHYSIQUES LAURENTIDES	21 471,20 \$
Lanaudière	CENTRE D'AMITIE AUTOCHTONE DE LANAUDIERE INC.	11 716,76 \$
Lanaudière	CENTRE DE FEMMES MARIE-DUPUIS	6 589,62 \$
Lanaudière	CENTRE DE LA FAMILLE DU GRAND ST-JEROME	18 900,00 \$
Lanaudière	CENTRE D'ENTRAIDE D'ARGENTEUIL	18 928,49 \$
Lanaudière	CENTRE D'ENTRAIDE DE THERESE-DE-BLAINVILLE	9 617,82 \$
Lanaudière	CENTRE D'ENTRAIDE DE THERESE-DE-BLAINVILLE	12 806,48 \$
Lanaudière	CENTRE D'ENTRAIDE DE THERESE-DE-BLAINVILLE	55 729,81 \$
Lanaudière	CENTRE D'ENTRAIDE MANDEVILLE INC.	18 809,40 \$
Lanaudière	CENTRE D'INTEGRATION EN EMPLOI LAURENTIDES (C.I.E. LAURENTID	17 500,00 \$
Lanaudière	CENTRE LE DIAPASON	17 794,90 \$
Lanaudière	CENTRE RAYONS DE FEMMES THERESE-DE-BLAINVILLE	10 697,58 \$
Lanaudière	CHALLENGE DE VOLLEY-BALL EXTERIEUR DE REPENTIGNY	4 211,57 \$
Lanaudière	CIBLE FAMILLE BRANDON INC.	10 407,89 \$
Lanaudière	CLUB AGROENVIRONNEMENTAL DU SOLEIL LEVANT INC.	21 692,10 \$
Lanaudière	CLUB DU PRODUIT MOTONEIGE CANADA	7 977,49 \$
Lanaudière	CLUB ROYAUME DE LA MOTONEIGE	26 216,00 \$
Lanaudière	COMITE CULTUREL DE L'ANNONCIATION ET REGION	8 349,08 \$
Lanaudière	COMPTOIR D'ENTRAIDE DE LACHUTE	11 242,64 \$
Lanaudière	CONSEIL CULTUREL ET COMMUNAUTAIRE DE VAL-DAVID	22 105,77 \$
Lanaudière	COOPERATIVE DE TRAVAIL BOIS-DECO	24 295,21 \$
Lanaudière	COOPERATIVE DE TRAVAILLEURS DE MASTIGOUCHE (C.T.M.)	17 843,50 \$
Lanaudière	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DES HAUTES-LAUREN	2 952,50 \$
Lanaudière	CORPORATION DE L'AMENAGEMENT DE LA RIVIERE L'ASSOMPTION	11 426,70 \$
Lanaudière	CORPORATION DE TELEDIFFUSION REGIONALE DE BERTHIER INC.	6 138,04 \$
Lanaudière	CORPORATION DE TELEVISION COMMUNAUTAIRE DU COMTE DE LABELLE	6 082,83 \$
Lanaudière	CORPORATION DU CENTRE REGIONAL D'ARCHIVES DE LANAUDIERE INC.	2 208,14 \$
Lanaudière	CORPORATION HECTOR-CHARLAND	12 949,00 \$
Lanaudière	CORPORATION POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT A MIRABEL	23 557,57 \$
Lanaudière	COSE LANAUDIERE	9 157,73 \$
Lanaudière	ECONOMIE SOCIALE LAURENTIDES	2 747,05 \$
Lanaudière	FEDERATION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DE SAINTE-SOPHIE	28 653,00 \$
Lanaudière	FONDATION DES JEUNES HANDICAPES INTELLECTUELLEMENT DE LANAUD	11 252,46 \$
Lanaudière	FONDATION DIANE HEBERT INC.	42 824,88 \$
Lanaudière	FONDATION DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LANAUDIERE	8 903,70 \$
Lanaudière	FONDATION EMILE Z. LAVIOLETTE	4 805,41 \$
Lanaudière	FONDATION HOPITAL ST-EUSTACHE	5 646,74 \$
Lanaudière	FONDS D'EMPRUNT COMMUNAUTAIRE FEMININ	25 198,83 \$
Lanaudière	GROUPE D'ENTRAIDE EN TOUTE AMITIE	14 276,78 \$
Lanaudière	INTER-FEMMES INC.	25 392,75 \$
Lanaudière	LA BANDE A BONN'EAU DE LANORAIE	14 982,25 \$
Lanaudière	LA C.L.E.F., CENTRE LANAUDIERE D'EMPLOI POUR FEMMES	3 560,35 \$
Lanaudière	LA C.L.E.F., CENTRE LANAUDIERE D'EMPLOI POUR FEMMES	5 671,30 \$
Lanaudière	LA CHAUMIERE JEUNESSE DE RAWDON	18 336,47 \$
Lanaudière	LA COLOMBE	3 190,37 \$
Lanaudière	LA JOUJOUTHEQUE FARFOUILLE	16 303,91 \$
Lanaudière	LA MAISON DES JEUNES DE ST-SULPICE	31 138,89 \$
Lanaudière	LA MAISON DES JEUNES D'OKA	6 798,94 \$
Lanaudière	LA MAISON DES JEUNES D'OKA	11 565,09 \$
Lanaudière	LA MAISON DES JEUNES, CAFE-RENCONTRE 12-17 DU GRAND JOLIETTE	17 051,46 \$
Lanaudière	LA RESCOUSSE AMICALE	21 063,20 \$

Nom de la région	Nom de l'employeur	Dépenses 2003-2004
Lanaudière	LA RUCHE ST-DAMIEN	8 481,42 \$
Lanaudière	LA SOCIETE ALZHEIMER DE LANAUDIÈRE	3 932,23 \$
Lanaudière	LA SOCIETE D'HISTOIRE ET DU PATRIMOINE DE VAL-DAVID	3 648,40 \$
Lanaudière	LE CENTRE DE PREVENTION DU SUICIDE DE LANAUDIÈRE	11 725,29 \$
Lanaudière	LE CENTRE REGAIN DE VIE INC.	4 078,54 \$
Lanaudière	LE COIN ALPHA	10 081,70 \$
Lanaudière	LE GROUPE D'ART SAINT-FAUSTIN	14 055,00 \$
Lanaudière	LE GROUPE MARRAINE TENDRESSE	16 913,18 \$
Lanaudière	LES AILES DE L'ESPOIR DE ST-CALIXTE	8 856,65 \$
Lanaudière	LES CUISINES COLLECTIVES DE MATHA	21 039,40 \$
Lanaudière	LES LOISIRS DE WENTWORTH-NORD	14 858,90 \$
Lanaudière	LIGUE LA LECHE	11 940,00 \$
Lanaudière	L'OMBRE-ELLE	29 095,00 \$
Lanaudière	MAISON DE JEUNES: PLACE JEUNESSE BERTHIER	22 564,28 \$
Lanaudière	MAISON DE LA FAMILLE AUX QUATRE VENTS	6 859,92 \$
Lanaudière	MAISON DE LA FAMILLE DE BOIS-DES-FILION	17 643,70 \$
Lanaudière	MAISON DE PARENTS DE LA MATAWINIE OUEST	18 940,10 \$
Lanaudière	MAISON DES JEUNES D.O. ADOS	1 352,25 \$
Lanaudière	MAISON DES JEUNES DE LE GARDEUR INC.	3 157,22 \$
Lanaudière	MAISON DES JEUNES DE L'EPIPHANIE	7 000,00 \$
Lanaudière	MAISON DES JEUNES DE RAWDON	39 032,08 \$
Lanaudière	MAISON DES JEUNES DE SAINT-ESPRIT DE MONTCALM INC.	3 436,78 \$
Lanaudière	MAISON DES JEUNES DE STE-MARCELLINE	3 632,80 \$
Lanaudière	MAISON D'HEBERGEMENT JEUNESSE ROLAND-GAUVREAU	15 652,63 \$
Lanaudière	MANNE DU JOUR	8 532,87 \$
Lanaudière	MARRAINES COUP DE POUCE	17 499,98 \$
Lanaudière	MESURES ALTERNATIVES DES VALLEES DU NORD	12 204,40 \$
Lanaudière	MOUVEMENT PERSONNE D'ABORD DE SAINTE-THERESE	1 476,69 \$
Lanaudière	MUNICIPALITE DE SAINTE-JULIENNE	78 661,15 \$
Lanaudière	MUNICIPALITE REGIONALE DE COMTE D'AUTRAY	9 012,00 \$
Lanaudière	MUSEE D'ART DE JOLIETTE	21 408,59 \$
Lanaudière	NAISSANCE-RENAISSANCE DES HAUTES-LAURENTIDES	10 230,44 \$
Lanaudière	PARENTS UNIQUES DES LAURENTIDES	8 694,02 \$
Lanaudière	PARRAINAGE CIVIQUE LANAUDIÈRE	21 523,84 \$
Lanaudière	POPOTE DU PORTAGE	1 252,80 \$
Lanaudière	PRAXIS ART ACTUEL	25 665,26 \$
Lanaudière	RADIO NORD-JOLI INC.	10 585,40 \$
Lanaudière	REGROUP'ELLES INC.	21 004,50 \$
Lanaudière	REGROUPEMENT POUR LA REVITALISATION DU CENTRE-VILLE DE MONT-	1 464,17 \$
Lanaudière	REGROUPEMENT POUR LA REVITALISATION DU CENTRE-VILLE DE MONT-	22 574,54 \$
Lanaudière	REPARS	24 002,64 \$
Lanaudière	RESSOURCERIE MULTI-SERVICES LA PETITE OURSE	8 872,78 \$
Lanaudière	RESSOURCES JEUNESSE TERREBONNE	24 600,29 \$
Lanaudière	RESTO POP THERESE DE BLAINVILLE	9 517,16 \$
Lanaudière	RUES PRINCIPALES ST-JEROME	3 222,60 \$
Lanaudière	SABLIER	6 528,96 \$
Lanaudière	SABLIER	13 414,80 \$
Lanaudière	SAINT-VINCENT-DE-PAUL CONFERENCE DE STE-JULIENNE	15 530,94 \$
Lanaudière	SERVICE COLLECTIF AUX FAMILLES	10 412,60 \$
Lanaudière	SERVICE D'ENTRAIDE ST-LIN-LAURENTIDES INC.	11 174,53 \$
Lanaudière	SIPE LANAUDIÈRE (SIDA INFORMATION PREVENTION ECOUTE)	12 259,71 \$
Lanaudière	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL L'ANNONCIATION INC.	18 730,95 \$
Lanaudière	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DU CENTRE-VILLE DE JOLIETTE	4 853,58 \$
Lanaudière	SOCIETE D'HISTOIRE DE JOLIETTE - DE LANAUDIÈRE	3 523,00 \$
Lanaudière	SOCIETE NATIONALE DES QUEBECOIS DES HAUTES RIVIERES	1 939,28 \$
Lanaudière	SOLIDARITE LAURENTIDES - AMERIQUE CENTRALE (SLAM)	12 988,80 \$
Lanaudière	SOLIDARITE SOCIALE DE RAWDON	11 486,12 \$
Lanaudière	TABLE DE CONCERTATION DES GROUPES DE FEMMES DE LANAUDIÈRE	7 452,77 \$
Lanaudière	TABLE REGIONALE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES FAMILLE DE LAN	16 182,40 \$
Lanaudière	TRANSPORT ADAPTE ET COLLECTIF DES LAURENTIDES	13 845,71 \$
Lanaudière	TRANSPORT ADAPTE MUNICIPAL TRAM INC.	4 140,00 \$
Lanaudière	TRANSPORT REGION MONT-LAURIER	1 860,52 \$
Lanaudière	TRAVAIL ADAPTE DE LANAUDIÈRE	35 192,70 \$
Lanaudière	UNITE REGIONALE DE LOISIR, DE SPORT ET DE PLEIN AIR DES LAUR	6 898,33 \$
Laval	ASSOCIATION DES LOISIRS POUR PERSONNES HANDICAPEES PSYCHIQUE	6 020,75 \$
Laval	AU JARDIN DE LA FAMILLE DE FABREVILLE INC.	12 587,10 \$
Laval	BONJOUR AUJOURD'HUI ET APRES INC.	2 783,59 \$
Laval	BONJOUR AUJOURD'HUI ET APRES INC.	4 147,71 \$
Laval	BUREAU D'AIDE ET D'ASSISTANCE FAMILIALE PLACE ST-MARTIN	33 795,76 \$
Laval	CARREFOUR D'ENTRAIDE LAVAL INC.	2 634,05 \$
Laval	CENTRE COMMUNAUTAIRE VAL-MARTIN	9 180,00 \$
Laval	CENTRE DEFI-JEUNESSE DE ST-FRANCOIS INC	14 860,85 \$
Laval	CENTRE D'ENTRAIDE ET DE SERVICES COMMUNAUTAIRES DU MARIGOT	89 564,76 \$
Laval	COOPERATIVE DE SOUTIEN A DOMICILE	10 805,37 \$
Laval	CORPORATION REGIONALE SANTE MENTALE ET TRAVAIL DE LAVAL	1 506,30 \$
Laval	ENFANT D'ABORD	6 279,00 \$
Laval	LA PARENTELE DE LAVAL INC.	23 721,08 \$
Laval	LE RELAIS DU QUARTIER DE ST-VINCENT-DE-PAUL	2 027,10 \$
Laval	LE ST-CLAUDE	4 405,08 \$
Laval	L'ENTRAIDE (PONT-VIAU ET LAVAL DES RAPIDES) INC.	11 184,32 \$
Laval	MAISON DE QUARTIER VIMONT	3 738,00 \$
Laval	MAISON DES JEUNES DE LAVAL-OUEST INC.	9 441,33 \$
Laval	MAISON DES JEUNES DE L'EST DE LAVAL	12 953,25 \$
Laval	RECUPERATION JEUNESSE	27 957,84 \$
Laval	TABLE DE CONCERTATION DE LAVAL EN CONDITION FEMININE	6 041,50 \$

Nom de la région	Nom de l'employeur	Dépenses 2003-2004
Laval	TELE BENEVOLE INC.	12 475,57 \$
Mauricie	ASSOCIATION DE LA FIBROMYALGIE MAURICIE / CENTRE-DU-QUEBEC	12 518,67 \$
Mauricie	ATELIER SILEX INC.	4 049,76 \$
Mauricie	ATTAM ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES ACCIDENT	18 520,00 \$
Mauricie	AUTISME MAURICIE	10 820,50 \$
Mauricie	BIENNALE INTERNATIONALE D'ESTAMPE CONTEMPORAINE DE TROIS-RIV	7 930,80 \$
Mauricie	CARREFOUR NORMANDIE ST-TITE INC.	1 525,80 \$
Mauricie	CENTRAIDE MAURICIE	22 466,55 \$
Mauricie	CENTRE D AMITIE AUTOCHTONE LA TUQUE INC.	7 565,85 \$
Mauricie	CENTRE D' ACTION BENEVOLE DU RIVAGE	21 479,48 \$
Mauricie	CENTRE D' ACTION BENEVOLE LAVIOLETTE	14 366,20 \$
Mauricie	CENTRE D' ACTION BENEVOLE MEKINAC	16 455,51 \$
Mauricie	CENTRE D' ACTIVITES POPULAIRES ET EDUCATIVES C.A.P.E.	16 930,90 \$
Mauricie	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE LE MANEGE DES TOUT-PETITS INC.	1 949,50 \$
Mauricie	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE PREMIER PAS DE LA TUQUE	1 602,62 \$
Mauricie	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE PREMIER PAS DE LA TUQUE	14 966,32 \$
Mauricie	CENTRE D'ENTRAIDE AUX RAYONS DU SOLEIL INC.	13 295,86 \$
Mauricie	COMITE DE LIAISON ADOLESCENTS-PARENTS (ESCALE JEUNESSE)	12 154,94 \$
Mauricie	COMSEP EMPLOI INC	3 193,10 \$
Mauricie	COMSEP EMPLOI INC	14 009,00 \$
Mauricie	COOPERATIVE DE SOLIDARITE D' AIDE DOMESTIQUE DE LA MRC CENTRE	34 568,95 \$
Mauricie	COOPERATIVE DE TRAVAILLEURS DE MASTIGOUCHE (C.T.M.)	2 218,85 \$
Mauricie	COOPERATIVE DE TRAVAILLEURS DE MASTIGOUCHE (C.T.M.)	15 537,25 \$
Mauricie	CORP. DE DEVELOPPEMENT CULTUREL DE TROIS-RIVIERES	23 572,00 \$
Mauricie	CORPORATION D'AUBERGISME JEUNESSE DE LA MAURICIE 1983	2 375,51 \$
Mauricie	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE ST-BONIFACE DE	1 788,80 \$
Mauricie	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DES CHENAU	24 428,79 \$
Mauricie	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DU CENTRE-DE- LA-	18 079,37 \$
Mauricie	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DU HAUT ST-MAURIC	17 498,00 \$
Mauricie	CORPORATION DE TRANSPORT COLLECTIF DE LA MRC DE MASKINONGE	30 464,60 \$
Mauricie	ECONOMIE COMMUNAUTAIRE DE FRANCHEVILLE (ECOF)	1 500,00 \$
Mauricie	ECONOMIE COMMUNAUTAIRE DE FRANCHEVILLE (ECOF)	18 434,25 \$
Mauricie	ECONOMIE COMMUNAUTAIRE DE FRANCHEVILLE (ECOF)	38 558,40 \$
Mauricie	ENTRAIDE POPULAIRE S.S.V.P. INC.	20 030,25 \$
Mauricie	F.A.I.R.E.(FAMILLES D' APPUI & INTERVENTION RESEAU D'ENTRAIDE	2 272,50 \$
Mauricie	FAMILLE DU LEVAIN DU QUEBEC	18 939,28 \$
Mauricie	FEDERATION QUEBECOISE DES CENTRES COMMUNAUTAIRES DE LOISIR	6 577,04 \$
Mauricie	GROUPE RCM INC.	15 903,30 \$
Mauricie	LA CITEE DES MOTS	13 703,00 \$
Mauricie	LA CORPORATION DE LA MAISON DES JEUNES "ACTION-JEUNESSE" INC	22 095,00 \$
Mauricie	LA CORPORATION DE LA MAISON DES JEUNES "ACTION-JEUNESSE" INC	158 500,00 \$
Mauricie	LA CORPORATION DU PARC DES CHUTES INC.	52 088,15 \$
Mauricie	LA FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINT-PAULIN	17 450,00 \$
Mauricie	LA FONDATION DES TRAUMATISES CRANIO- CEREBRAUX MAURICIE BOIS	12 477,50 \$
Mauricie	LE RENAISSANCE (LA TUQUE) 2000 INC.	6 005,40 \$
Mauricie	L'ENTRE-AIDE DE LOUISEVILLE	15 266,68 \$
Mauricie	LES ARTISANS BENEVOLES DE LA PAIX EN MAURICIE	13 837,60 \$
Mauricie	LES ATELIERS LATUQUOIS	18 721,79 \$
Mauricie	L'INTERVILLE COOP DE SOLIDARITE EN SOINS ET SERVICES	12 545,00 \$
Mauricie	MAISON "RESO" DE LA MAURICIE	27 650,85 \$
Mauricie	MAISON DE LA FAMILLE DES CHENAU INC.	15 929,75 \$
Mauricie	MAISON DES JEUNES "LE CHAKADO"	13 043,89 \$
Mauricie	MAISON MAGIQUE DU CAP	17 287,98 \$
Mauricie	MUSEE D' AVIATION DU LAC-A-LA-TORTUE	23 952,60 \$
Mauricie	MUSEE QUEBECOIS DE CULTURE POPULAIRE	55 046,00 \$
Mauricie	MUSEE QUEBECOIS DE CULTURE POPULAIRE	72 313,69 \$
Mauricie	OPTION INTEGRATION INC.	11 250,00 \$
Mauricie	PAVILLON DE L' ASSUETUDE INC.	13 746,44 \$
Mauricie	PRO-ANAWIM INC.	1 829,30 \$
Mauricie	REGROUPEMENT DES CENTRES DE LA PETITE ENFANCE DES REGIONS 04	3 980,25 \$
Mauricie	RESSOURCE PARENT-AILES INC.	12 470,90 \$
Mauricie	RESSOURCERIE CENTRE-DE-LA-MAURICIE	2 444,89 \$
Mauricie	RESSOURCERIE CENTRE-DE-LA-MAURICIE	22 486,47 \$
Mauricie	S.I.T. (SERVICE D' INTEGRATION AU TRAVAIL)	18 971,00 \$
Mauricie	SPRINT TROIS-RIVIERES INC.	4 778,50 \$
Mauricie	TRAVACTION MAURICIE INC.	9 959,44 \$
Mauricie	TRAVACTION MAURICIE INC.	39 750,00 \$
Mauricie	TRAVAILLEURS DE RUE DE LA TUQUE INC.	1 861,05 \$
Montérégie	"MAISON D' HEBERGEMENT DEPANNAGE DE VALLEYFIELD" M.H.D.V.	8 997,30 \$
Montérégie	ABRI DE LA RIVE-SUD	7 153,25 \$
Montérégie	ABRI DE LA RIVE-SUD	88 457,40 \$
Montérégie	ACTION JEUNESSE ST PIE X DE LONGUEUIL INC	38 248,12 \$
Montérégie	ALTERNATIVE - CENTREGENS	9 331,42 \$
Montérégie	APPRENDRE EN COEUR	32 254,00 \$
Montérégie	ARC-EN-CIEL (VAUDREUIL-SOULANGES)	1 759,99 \$
Montérégie	ASSOCIATION AVANTE	7 532,70 \$
Montérégie	ASSOCIATION COOPERATIVE D' ECONOMIE FAMILIALE DE LA RIVE-SUD	22 775,50 \$
Montérégie	ASSOCIATION DE LA DEFICIENCE INTELLECTUELLE DE LA REGION DE	18 613,03 \$
Montérégie	ASSOCIATION DE LA SCLEROSE EN PLAQUES SECTION SOREL-TRACY	2 616,50 \$
Montérégie	ASSOCIATION DES PERSONNES APHASIQUES DU RICHELIEU-YAMASKA	16 080,40 \$
Montérégie	AU COEUR DE L' UNISSON	6 279,00 \$
Montérégie	AU COEUR DE L' UNISSON	19 454,20 \$
Montérégie	AVIF (ACTION SUR LA VIOLENCE ET INTERVENTION FAMILIALE)	3 793,50 \$
Montérégie	BEAUHARNOIS, UNE PLACE DANS L' AVENIR	3 175,20 \$
Montérégie	BENADO INC	6 511,70 \$

Nom de la région	Nom de l'employeur	Dépenses 2003-2004
Monterégie	CARREFOUR LE MOUTIER	18 883,20 \$
Monterégie	CENTRE COMMUNAUTAIRE DES AINES ET AINEES DE LONGUEUIL	55 934,32 \$
Monterégie	CENTRE COMMUNAUTAIRE MULTI-SERVICES UN COIN CHEZ-NOUS 1983	32 615,10 \$
Monterégie	CENTRE COMMUNAUTAIRE NOTRE-DAME INC.	59 882,42 \$
Monterégie	CENTRE D'ACTION BENEVOLE "LES P'TITS BONHEURS" DE ST-BRUNO	12 373,70 \$
Monterégie	CENTRE D'ACTION BENEVOLE DE SAINT-CESAIRE INC	14 972,17 \$
Monterégie	CENTRE D'ACTION BENEVOLE DE ST-HUBERT	12 244,40 \$
Monterégie	CENTRE D'ACTION BENEVOLE DE ST-HUBERT	37 559,09 \$
Monterégie	CENTRE D'ACTION BENEVOLE L'ACTUEL	3 133,60 \$
Monterégie	CENTRE D'ACTION BENEVOLE L'ACTUEL	6 084,06 \$
Monterégie	CENTRE DE FEMMES "LA MOISSON"	2 236,98 \$
Monterégie	CENTRE DE FEMMES L'ECLAIRCIE	4 395,30 \$
Monterégie	CENTRE DE FEMMES L'ECLAIRCIE	17 155,83 \$
Monterégie	CENTRE DE L'EPANOUISSEMENT DE L'ENFANT PINOCCHIOS (QUEBEC)	21 535,75 \$
Monterégie	CENTRE DE PARTAGE COMMUNAUTAIRE JOHANNNAIS (C.P.C.J.)	8 018,90 \$
Monterégie	CENTRE DE PREVENTION DU SUICIDE DE LA HAUTE YAMASKA INC.	4 347,00 \$
Monterégie	CENTRE DE RESSOURCES FAMILIALES DU HAUT ST-LAURENT	5 055,80 \$
Monterégie	CENTRE DE SOLIDARITE FAMILIAL "SOURIRE SANS FAIM"	4 971,00 \$
Monterégie	CENTRE DE SOLIDARITE FAMILIAL "SOURIRE SANS FAIM"	30 002,00 \$
Monterégie	CENTRE D'ENTRAIDE BENEVOLE DE ST-AMABLE INC.	34 030,52 \$
Monterégie	CENTRE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION DES FEMMES DU HAUT-	5 595,70 \$
Monterégie	CENTRE D'ORIENTATION ET DE FORMATION POUR FEMMES EN RECHERCH	94 488,00 \$
Monterégie	CENTRE JEUNESSE TRAIT D'UNION	22 797,12 \$
Monterégie	CENTRE LE FARE	23 759,60 \$
Monterégie	CENTRE SINO-QUEBEC DE LA RIVE-SUD	10 641,60 \$
Monterégie	CENTRE SINO-QUEBEC DE LA RIVE-SUD	56 710,28 \$
Monterégie	CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOI DU SUD-OUEST (CRESO)	12 545,40 \$
Monterégie	COLLECTIF DE PSYCHOTHERAPIE POPULAIRE DE LA RIVE SUD	12 482,24 \$
Monterégie	COMITE WATERLYS INC.	2 816,30 \$
Monterégie	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	36 352,80 \$
Monterégie	COOP DE SOLIDARITE EN SERVICE D'AIDE A DOMICILE MOBIL'AIDE	29 744,97 \$
Monterégie	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE @AUX P'TITS	29 016,80 \$
Monterégie	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN ENTRETIEN MENAGER DU BAS-RICHEL	12 466,62 \$
Monterégie	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE VAUDREUIL-SOUL	1 724,20 \$
Monterégie	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DU BAS-RICHELIEU	12 622,40 \$
Monterégie	COUP DE POUCE DES MOISSONS	74 062,80 \$
Monterégie	D'MAIN DE FEMMES	5 582,90 \$
Monterégie	ECOMUSEE DES DEUX RIVES	2 643,00 \$
Monterégie	ENTRAIDE 3E AGE MASKOUTAINE	1 969,10 \$
Monterégie	FONDATION TOXI-CO-GITES INC.	55 432,00 \$
Monterégie	FOYER JEUNESSE L'ARCHE	20 750,10 \$
Monterégie	GRANDS FRERES/GRANDES SOEURS DU SUROIT INC.	10 875,70 \$
Monterégie	GRENIER AUX TROUVAILLES (PARTAGE SANS FAIM)	6 802,50 \$
Monterégie	HALTE SOLEIL	21 867,30 \$
Monterégie	HEBERGEMENT LA C.A.S.A. BERNARD HUBERT	5 957,64 \$
Monterégie	HEBERGEMENT LA C.A.S.A. BERNARD HUBERT	71 479,10 \$
Monterégie	I.M.P.A.C.T. SOCIAL INC.	13 433,10 \$
Monterégie	JEUNESSE BEAUHARNOIS	3 091,00 \$
Monterégie	LA BOITE A LETTRES DE LONGUEUIL	6 889,20 \$
Monterégie	LA CLE SUR LA PORTE, MAISON D'HEBERGEMENT POUR FEMMES VICTIM	19 665,80 \$
Monterégie	LA CROISEE DE LONGUEUIL INC.	2 485,50 \$
Monterégie	LA CROISEE DE LONGUEUIL INC.	48 427,80 \$
Monterégie	LA CROISEE DE LONGUEUIL INC.	68 878,40 \$
Monterégie	LA HALTE FAMILIALE	3 048,80 \$
Monterégie	LA MAISON DE JONATHAN INC.	42 844,80 \$
Monterégie	LA MAISON DE LA FAMILLE	6 008,10 \$
Monterégie	LA MAISON DES JEUNES DE SUTTON INC.	5 437,60 \$
Monterégie	LA MAISON TREMLIN DE LONGUEUIL	68 986,14 \$
Monterégie	LA MOSAIQUE, CENTRE D'ACTION BENEVOLE ET COMMUNAUTAIRE	2 381,98 \$
Monterégie	LA MOSAIQUE, CENTRE D'ACTION BENEVOLE ET COMMUNAUTAIRE	6 471,14 \$
Monterégie	LA PORTE DU PASSANT INC.	18 228,25 \$
Monterégie	LA PORTE OUVERTE MAISON DES JEUNES	2 711,30 \$
Monterégie	LA SOCIETE POUR L'EPANOUISSEMENT DES JEUNES DE ST-AMABLE	1 435,20 \$
Monterégie	LA SOCIETE POUR L'EPANOUISSEMENT DES JEUNES DE ST-AMABLE	41 733,86 \$
Monterégie	L'ANTRE-TEMPS LONGUEUIL	3 924,50 \$
Monterégie	LE CENTRE D'INTERVENTION-JEUNESSE DES MASKOUTAINS	9 030,80 \$
Monterégie	LE COMITE LOGEMENT DE VALLEYFIELD	3 121,22 \$
Monterégie	LE FABLIER, UNE HISTOIRE DE FAMILLES	22 482,60 \$
Monterégie	LE PACTE DE RUE INC.	1 842,00 \$
Monterégie	LE REPAS DU PASSANT	31 544,45 \$
Monterégie	LE SERVICE D'ENTRAIDE VIE NOUVELLE	20 110,30 \$
Monterégie	L'ENTRAIDE CHEZ NOUS	12 221,01 \$
Monterégie	LES ATELIERS TRANSITION INC.	10 714,00 \$
Monterégie	LES CUISINES COLLECTIVES DE LA MONTEREGIE	3 450,60 \$
Monterégie	LES GRANDS FRERES ET LES GRANDES SOEURS DE SAINT-HYACINTHE I	5 897,90 \$
Monterégie	LES PARTENAIRES DE LA PETITE ENFANCE DE LONGUEUIL-OUEST: UNE	21 901,60 \$
Monterégie	L'OPTION BROME-MISSISQUOI	2 731,00 \$
Monterégie	L'OURSON DORE INC.	2 099,10 \$
Monterégie	MAINTIEN PLUS	10 086,92 \$
Monterégie	MAISON DE JEUNES DES QUATRE LIEUX	33 860,40 \$
Monterégie	MAISON DE JEUNES SAC-ADO	18 141,89 \$
Monterégie	MAISON DE LA FAMILLE DES MASKOUTAINS	27 261,29 \$
Monterégie	MAISON DE LA FAMILLE LA PARENTR'AIDE	61 600,72 \$
Monterégie	MAISON DE LA FAMILLE VAUDREUIL-SOULANGES	6 074,37 \$
Monterégie	MAISON DE QUARTIER REJEAN LAVALLEE	9 282,60 \$

Nom de la région	Nom de l'employeur	Dépenses 2003-2004
Monterégie	MAISON DES CULTURES AMERINDIENNES	11 329,94 \$
Monterégie	MAISON DES JEUNES "LE DOME" INC.	2 995,38 \$
Monterégie	MAISON DES JEUNES DE L'ILE PERROT - MARTIN BERNIER	1 096,26 \$
Monterégie	MAISON DES JEUNES LA PIAULE DE BOUCHERVILLE	2 384,46 \$
Monterégie	MAISON D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES EN DIFFICULTES DE GRANBY	52 252,80 \$
Monterégie	MAISON D'HEBERGEMENT R.S.S.M.	22 482,00 \$
Monterégie	MAISON INTERNATIONALE DE LA RIVE SUD INC.	21 787,19 \$
Monterégie	MAISON LA VIREVOLTE	5 960,13 \$
Monterégie	MAISON LA VIREVOLTE	33 710,60 \$
Monterégie	MAISON LE BALUCHON	3 165,50 \$
Monterégie	MOISSON SUD-OUEST	1 466,00 \$
Monterégie	MOISSON SUD-OUEST	5 658,40 \$
Monterégie	MOULIN DE LA SOURCE	3 250,60 \$
Monterégie	MUSEE D'ART DE MONT-SAINT-HILAIRE	4 489,90 \$
Monterégie	NATURE-ACTION QUEBEC INC.	28 070,13 \$
Monterégie	P.L.A.C.E. RIVE-SUD, PROJET LOCAL D'AIDE EN CREATION D'EMPLO	12 820,02 \$
Monterégie	P.L.A.C.E. RIVE-SUD, PROJET LOCAL D'AIDE EN CREATION D'EMPLO	27 181,29 \$
Monterégie	P.L.A.C.E. RIVE-SUD, PROJET LOCAL D'AIDE EN CREATION D'EMPLO	157 725,15 \$
Monterégie	PARENTS-JEUNESSE LA JOUJOUTHEQUE DU HAUT-RICHELIEU	2 296,76 \$
Monterégie	PARRAINAGE CIVIQUE ST-HUBERT	36 249,66 \$
Monterégie	PARTENAIRES POUR LA REVITALISATION DES ANCIENS QUARTIERS DE	22 247,23 \$
Monterégie	POST SCRIPT JEUNESSE	14 575,52 \$
Monterégie	PREMIERS PAS	25 727,70 \$
Monterégie	PROGRAMME ACTION JEUNESSE DE CANDIAC	5 834,70 \$
Monterégie	PROGRAMME D'INTERVENTION JEUNESSE (P.I.J.)	6 174,10 \$
Monterégie	PSYCOHESION	5 125,60 \$
Monterégie	RADIO COMMUNAUTAIRE INTERGENERATION JARDIN DU QUEBEC, CHOC-F	21 300,50 \$
Monterégie	RADIS INC.	1 771,49 \$
Monterégie	RESEAU D'HABITATIONS CHEZ SOI	13 945,29 \$
Monterégie	RESEAUX EMPLOI ENTREPRENEURSHIP	3 924,50 \$
Monterégie	RESIDENCE ELLE DU HAUT ST-LAURENT	3 401,00 \$
Monterégie	S.O.S. DEPANNAGE GRANBY ET REGION INC.	7 146,20 \$
Monterégie	SERVICE EXTERNE DE MAIN-D'OEUVRE (S.E.M.O.) DE GRANBY ET REG	111 232,43 \$
Monterégie	SERVICES D'AIDE DOMESTIQUE DE SAINT-HUBERT	23 260,10 \$
Monterégie	SERVICES D'AIDE DOMESTIQUE DE SAINT-HUBERT	51 605,60 \$
Monterégie	SERVICES DOMESTIQUES NETTOIE-NET	11 124,50 \$
Monterégie	SOCIETE DE CONSERVATION ET D'AMENAGEMENT DU BASSIN DE LA RIV	24 942,77 \$
Monterégie	SOLIDARITE ETHNIQUE REGIONALE DE LA YAMASKA	58 407,30 \$
Monterégie	TAXIBUS DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	15 660,80 \$
Monterégie	TRAIT-D'UNION MONTEREGIEN	25 760,70 \$
Monterégie	TRANSPORTS ACCES INC.	11 586,40 \$
Monterégie	UNE AFFAIRE DE FAMILLE...	8 908,00 \$
Monterégie	VIA L'ANSE	12 613,20 \$
Monterégie	VISION-TRAVAIL	14 735,30 \$
Monterégie	VISION-TRAVAIL	51 098,61 \$
Montréal	"LE CORPS INDICE" PRODUCTIONS ARTISTIQUES	37 906,29 \$
Montréal	ⓄL'ART-RIVE CENTRE DE JOUR DE RIVIERE-DES-PRAIRIES	27 803,73 \$
Montréal	ACCESMULTIMEDIA	94 561,38 \$
Montréal	ACCUEIL AUX IMMIGRANTS DE L'EST DE MONTREAL	18 169,69 \$
Montréal	ACCUEIL AUX IMMIGRANTS DE L'EST DE MONTREAL	44 557,80 \$
Montréal	ACTION DIGNITE DE SAINT-LEONARD	14 234,70 \$
Montréal	ACTION POUR LA SOLIDARITE, L'EQUITE, L'ENVIRONNEMENT ET LE D	79 178,75 \$
Montréal	AFRIQUE EN MOUVEMENTS	23 680,03 \$
Montréal	AFRIQUE EN MOUVEMENTS	38 492,55 \$
Montréal	ALLIANCE DES COMMUNAUTES CULTURELLES POUR L'EGALITE DANS LA	17 855,70 \$
Montréal	ALLIANCE THEATRALE HAITIENNE (ATHA)	28 629,69 \$
Montréal	ALTERNATIVES COMMUNAUTAIRES D'HABITATION ET D'INTERVENTION D	11 618,80 \$
Montréal	ARCHIVES POPULAIRES DE POINTE ST-CHARLES	44 233,09 \$
Montréal	ASSOCIATION COMMUNAUTAIRE D'EMPRUNT DE MONTREAL	34 910,00 \$
Montréal	ASSOCIATION COOPERATIVE D'ECONOMIE FAMILIALE DU SUD-OUEST DE	3 490,74 \$
Montréal	ASSOCIATION COOPERATIVE D'ECONOMIE FAMILIALE DU SUD-OUEST DE	34 125,59 \$
Montréal	ASSOCIATION DE LA COMMUNAUTE NOIRE DE COTE DES NEIGES	3 388,31 \$
Montréal	ASSOCIATION DE LOISIRS DES PERSONNES HANDICAPEES PHYSIQUES D	4 937,22 \$
Montréal	ASSOCIATION DE L'OUEST DE L'ILE POUR LES HANDICAPES INTELEC	8 846,36 \$
Montréal	ASSOCIATION DE SPINA BIFIDA ET D'HYDROCEPHALIE DE LA REGION	25 891,23 \$
Montréal	ASSOCIATION D'ENTRAIDE LE CHAINON INC.	2 284,70 \$
Montréal	ASSOCIATION D'ENTRAIDE LE CHAINON INC.	22 517,64 \$
Montréal	ASSOCIATION DES HALTES-GARDERIES COMMUNAUTAIRES DU QUEBEC AH	55 845,23 \$
Montréal	ASSOCIATION DES PARENTS DE COTE-DES-NEIGES	10 914,89 \$
Montréal	ASSOCIATION DES RESSOURCES INTERMEDIAIRES D'HEBERGEMENT DU Q	9 672,00 \$
Montréal	ASSOCIATION QUEBECOISE DES CENTRES COMMUNAUTAIRES POUR AINES	16 338,35 \$
Montréal	ASSOCIATION QUEBECOISE DES SPORTS EN FAUTEUIL ROULANT	88 043,90 \$
Montréal	ASSOCIATION RECREATIVE MILTON-PARC	2 219,16 \$
Montréal	ASSOCIATION SPORTIVE ET COMMUNAUTAIRE DU CENTRE-SUD INC.	40 716,70 \$
Montréal	ATELIER DE MEUBLES ET DE RECYCLAGE AHUNTSIC-CARTIERVILLE	1 983,18 \$
Montréal	ATELIERS D'EDUCATION POPULAIRE DU PLATEAU	1 489,31 \$
Montréal	AU COUP DE POUCE CENTRE-SUD INC.	36 482,85 \$
Montréal	AUBERGE COMMUNAUTAIRE SUD-OUEST	212 419,55 \$
Montréal	AUBERGE COMMUNAUTAIRE SUD-OUEST	229 056,38 \$
Montréal	AUBERGE MADELEINE	5 561,42 \$
Montréal	CABARET LION D'OR	42 110,38 \$
Montréal	CARI ST-LAURENT	20 847,60 \$
Montréal	CARREFOUR COMMUNAUTAIRE MONTROSE INC.	7 326,45 \$
Montréal	CARREFOUR D'ALIMENTATION ET DE PARTAGE ST-BARNABE INC.	64 825,75 \$
Montréal	CARREFOUR D'ENTRAIDE LACHINE INC.	1 955,91 \$

Nom de la région	Nom de l'employeur	
Montréal	CARREFOUR DES 6-12 ANS DE PIERREFONDS-EST INC.	5 279,00 \$
Montréal	CARREFOUR DES FEMMES D'ANJOU	4 083,33 \$
Montréal	CARREFOUR DES FEMMES D'ANJOU	46 128,36 \$
Montréal	CARREFOUR DES PITCHOU	57 747,70 \$
Montréal	CARREFOUR FAMILIAL HOCHELAGA	5 715,00 \$
Montréal	CARREFOUR FAMILIAL HOCHELAGA	90 675,66 \$
Montréal	CARREFOUR SOLIDARITE ANJOU	5 358,60 \$
Montréal	CARREFOUR SOLIDARITE ANJOU	57 493,38 \$
Montréal	CENTRAMI	17 007,23 \$
Montréal	CENTRE AU PUIITS	24 846,85 \$
Montréal	CENTRE BIENVENUE INC.	24 428,97 \$
Montréal	CENTRE COMMUNAUTAIRE DAWSON	40 144,52 \$
Montréal	CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIR DE LA COTE DES NEIGES	6 916,11 \$
Montréal	CENTRE COMMUNAUTAIRE DES FEMMES SUD-ASIATIQUE	54 022,25 \$
Montréal	CENTRE COMMUNAUTAIRE DES HAITIENS DE RIVIERE-DES- PRAIRIES C	23 334,86 \$
Montréal	CENTRE COMMUNAUTAIRE HOCHELAGA	97 202,97 \$
Montréal	CENTRE COMMUNAUTAIRE MOUNTAIN SIGHTS	22 682,86 \$
Montréal	CENTRE COMMUNAUTAIRE RADISSON INC.	2 536,67 \$
Montréal	CENTRE COMMUNAUTAIRE TYNDALDE ST-GEORGES	10 360,35 \$
Montréal	CENTRE CONTACTIVITE INC.	24 958,93 \$
Montréal	CENTRE CULTUREL ET COMMUNAUTAIRE HENRI-LEMIEUX	3 099,10 \$
Montréal	CENTRE CULTUREL ET COMMUNAUTAIRE HENRI-LEMIEUX	19 977,68 \$
Montréal	CENTRE CULTUREL ET COMMUNAUTAIRE HENRI-LEMIEUX	26 604,84 \$
Montréal	CENTRE D'AIDE A LA FAMILLE	3 507,00 \$
Montréal	CENTRE D'AIDE A LA FAMILLE	48 403,81 \$
Montréal	CENTRE D'ALPHABETISATION N-A RIVE DE MONTREAL	23 844,76 \$
Montréal	CENTRE D'APPUI AUX COMMUNAUTES IMMIGRANTES DE BORDEAUX-CARTI	27 464,27 \$
Montréal	CENTRE DE CREATION INTERDISCIPLINAIRE EN ART CHAMP LIBRE	31 819,44 \$
Montréal	CENTRE DE FORMATION DU JARDIN DU CITOYEN	35 322,00 \$
Montréal	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE ST-MICHEL	31 287,70 \$
Montréal	CENTRE DE LEADERSHIP POUR LA JEUNESSE DON BOSCO	22 066,07 \$
Montréal	CENTRE DE LOISIRS COMMUNAUTAIRES LAJEUNESSE INC.	23 169,29 \$
Montréal	CENTRE DE PROMOTION COMMUNAUTAIRE LE PHARE INC.	20 652,16 \$
Montréal	CENTRE DE RESSOURCES EDUCATIVES ET COMMUNAUTAIRES POUR ADULT	27 250,05 \$
Montréal	CENTRE DE RESSOURCES ET D'INTERVENTIONS EN SANTE ET SEXUALIT	78 111,30 \$
Montréal	CENTRE DE TRANSITION POUR ADULTES LE TRANSIT INC.	17 478,52 \$
Montréal	CENTRE D'ECOUTE "LE FOYER"	22 973,13 \$
Montréal	CENTRE D'ENTRAIDE ET DE RALLIEMENT FAMILIAL LE C.E.R.F.	23 387,14 \$
Montréal	CENTRE DES ARTS ACTUELS SKOL	5 024,47 \$
Montréal	CENTRE DES ARTS CONTEMPORAINS DU QUEBEC A MONTREAL	8 490,90 \$
Montréal	CENTRE DES AUTEURS DRAMATIQUES (MONTREAL) (CEAD) INC.	55 547,11 \$
Montréal	CENTRE DES FEMMES DE MONTREAL	11 609,41 \$
Montréal	CENTRE DES FEMMES DE SAINT-LAURENT INC.	3 972,22 \$
Montréal	CENTRE DES FEMMES D'ICI ET D'AILLEURS	63 130,34 \$
Montréal	CENTRE DES FEMMES DU PLATEAU MONT-ROYAL	14 138,74 \$
Montréal	CENTRE DES JEUNES L'ESCALE 13-17 DE MONTREAL-NORD INC.	19 521,66 \$
Montréal	CENTRE DES JEUNES L'ESCALE 13-17 DE MONTREAL-NORD INC.	23 943,08 \$
Montréal	CENTRE D'INFORMATION ARTEXTE INFORMATION CENTRE	83 266,52 \$
Montréal	CENTRE D'INITIATIVES POUR LE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE, L'	27 192,38 \$
Montréal	CENTRE D'INTEGRATION MULTI-SERVICES DE L'OUEST DE L'ILE (C.I	17 639,23 \$
Montréal	CENTRE D'ORIENTATION PARALEGALE ET SOCIALE POUR IMMIGRANTS (1 175,62 \$
Montréal	CENTRE EDUCATIF COMMUNAUTAIRE RENE GOUPIL	4 229,19 \$
Montréal	CENTRE HAITIEN D'ANIMATION ET D'INTERVENTION SOCIALES (CHAI	21 786,23 \$
Montréal	CENTRE HELIOS	4 378,00 \$
Montréal	CENTRE HUMANITAIRE D'ORGANISATION DE RESSOURCES ET DE REFERE	46 418,76 \$
Montréal	CENTRE INTERNATIONAL D'ART CONTEMPORAIN DE MONTREAL (CIAC)	13 949,67 \$
Montréal	CENTRE JEUNESSE ARABE	25 794,65 \$
Montréal	CENTRE LOCAL D'INITIATIVES COMMUNAUTAIRES DU NORD-EST DE MON	30 270,71 \$
Montréal	CENTRE P.R.I.S.M.E. PROMOTION, REFERENCE, INFORMATION ET SER	40 949,39 \$
Montréal	CENTRE PLEIN AIR ET CAMPING SAINT-MICHEL	3 717,40 \$
Montréal	CENTRE QUEBECOIS DE RESSOURCES A LA PETITE ENFANCE	28 368,91 \$
Montréal	CENTRE RICHARD BOIVIN POUR ALCOOLIQUES ET TOXICOMANES INC.	43 260,00 \$
Montréal	CHEZ MES AMIS RESTAURANT COMMUNAUTAIRE DE NOTRE-DAME-DE-GRAC	10 498,67 \$
Montréal	CHEZ MES AMIS RESTAURANT COMMUNAUTAIRE DE NOTRE-DAME-DE-GRAC	22 838,40 \$
Montréal	CLUB 2/3	27 219,53 \$
Montréal	CLUB DE PLEIN AIR URBAIN DU SUD-OUEST	2 638,36 \$
Montréal	CLUB GARCONS ET FILLES DE LASALLE	40 255,42 \$
Montréal	COALITION DE LA PETITE-BOURGOGNE/ QUARTIER EN SANTE	3 674,00 \$
Montréal	COLLECTIF DES FEMMES IMMIGRANTES DU QUEBEC	104 196,56 \$
Montréal	COLLECTIF DES FEMMES IMMIGRANTES DU QUEBEC	198 559,36 \$
Montréal	COMITE CHOMAGE DE MONTREAL	15 346,80 \$
Montréal	COMITE D'ADAPTATION DE LA MAIN-D'OEUVRE - C.A.M.O. - PERSONN	31 974,22 \$
Montréal	COMITE DE BASE POUR L' ACTION ET L' INFORMATION SUR LE LOGEMEN	63 507,49 \$
Montréal	COMITE DE VIE DE QUARTIER DUFF-COURT (COVIQ)	3 203,00 \$
Montréal	COMITE-CHOMAGE DE L'EST DE MONTREAL	2 036,42 \$
Montréal	COMITE-LOGEMENT CENTRE-SUD DE MONTREAL	56 164,42 \$
Montréal	COMMUNUTE VIETNAMIENNE AU CANADA REGION MONTREAL	13 832,59 \$
Montréal	COMPAGNIE DE THEATRE LONGUE VUE INC.	22 903,13 \$
Montréal	COMPAGNIE F, ENTREPRENEURSHIP POUR FEMMES	37 259,68 \$
Montréal	CONCERTATION VILLE-EMARD ET COTE ST-PAUL	21 959,06 \$
Montréal	CONFEDERATION DES ORGANISMES DE PERSONNES HANDICAPEES DU QUE	3 282,88 \$
Montréal	CONSEIL COMMUNAUTAIRE NOTRE-DAME-DE- GRACE INC.	29 600,20 \$
Montréal	CONSEIL LOCAL DES INTERVENANTS COMMUNAUTAIRES DE BORDEAUX-CA	14 293,01 \$
Montréal	CONSEIL QUEBECOIS DES ARTS MEDIATIKUES	2 943,11 \$
Montréal	CONSEIL QUEBECOIS DU THEATRE	11 584,24 \$

Nom de la région	Nom de l'employeur	Dépenses 2003-2004
Montréal	COOPERATIVE DE SOLIDARITE LES IRREDUCTIBLES	51 832,72 \$
Montréal	COOPERATIVE DE TRAVAIL VISUTEL	14 755,90 \$
Montréal	COOPERATIVE DE TRAVAIL VISUTEL	75 319,14 \$
Montréal	COOPERATIVE DE TRAVAILLEUSES EN SANTE GLOBALE DU QUEBEC	32 729,23 \$
Montréal	COOPERATIVE DES TRAVAILLEURS DE LA PUCE RESSOURCE INFORMATIQ	66 998,70 \$
Montréal	COOPERATOUT	15 014,57 \$
Montréal	COOPERATOUT	15 616,23 \$
Montréal	COOPERATOUT	18 021,96 \$
Montréal	COOPERATOUT	38 627,78 \$
Montréal	COOPERATOUT	58 343,04 \$
Montréal	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE RIVIERE-DES-PR	28 105,90 \$
Montréal	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE ROSEMONT INC.	53 375,61 \$
Montréal	CORPORATION DE LA MAISON DU PRESSEUR	19 562,43 \$
Montréal	CORPORATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA JEUNESSE E.R.S.	3 391,19 \$
Montréal	COUP DE BALAI INC.	2 668,56 \$
Montréal	COUP DE BALAI INC.	5 132,19 \$
Montréal	COUP DE BALAI INC.	5 368,27 \$
Montréal	COUP DE BALAI INC.	9 599,20 \$
Montréal	COUP DE BALAI INC.	43 012,31 \$
Montréal	COUP DE MAIN A DOMICILE	1 010,06 \$
Montréal	COUP DE MAIN A DOMICILE	11 646,15 \$
Montréal	COUP DE MAIN A DOMICILE	13 234,74 \$
Montréal	COUP DE POUCE JEUNESSE DE MONTREAL-NORD INC.	6 301,01 \$
Montréal	COUP DE POUCE JEUNESSE DE MONTREAL-NORD INC.	29 722,81 \$
Montréal	CRIZ' ANTENNE CENTRE D'EDUCATION SUR LES ARTS D'INTERPRETATIO	21 858,24 \$
Montréal	CUISINE COLLECTIVE HOCHELAGA-MAISONNEUVE	19 281,47 \$
Montréal	CUISINE COLLECTIVE HOCHELAGA-MAISONNEUVE	31 933,21 \$
Montréal	DES JEUNES CHEZ EUX PARTOUT	1 077,43 \$
Montréal	DESTINATION TRAVAIL DU SUD-OUEST DE L'ILE DE MONTREAL INC.	1 429,88 \$
Montréal	DINERS-RENCONTRES ST-LOUIS-DE-GONZAGUE	58 561,74 \$
Montréal	DOMAINE DE PARC CLOVERDALE	10 057,15 \$
Montréal	DOPAMINE	27 435,65 \$
Montréal	ECO-OP CAFE: COOPERATIVE DE TRAVAIL EN ALIMENTATION	21 387,37 \$
Montréal	EDUCATION-COUP-DE-FIL	11 046,46 \$
Montréal	ENSEMBLE ARION	19 485,66 \$
Montréal	ENSEMBLE CONTEMPORAIN DE MONTREAL	25 969,65 \$
Montréal	ENTRAIDE ST-MICHEL	29 718,89 \$
Montréal	EQUIPE R.D.P.	51 974,39 \$
Montréal	ESSE, UN GROUPE DE + EN ART	45 222,12 \$
Montréal	EX AEQUO	26 208,12 \$
Montréal	FESTIVAL DE THEATRE DES AMERIQUES INC.	42 668,22 \$
Montréal	FILIERE EMPLOYABILITE	82 097,20 \$
Montréal	FONDATION D'AIDE DIRECTE - SIDA MONTREAL	15 794,66 \$
Montréal	FONDATION DE LA VISITE	8 808,36 \$
Montréal	FONDATION DE LA VISITE	138 729,45 \$
Montréal	FONDATION DES CENTRES JEUNESSE DE MONTREAL	30 658,00 \$
Montréal	FONDATION DES MALADIES DU COEUR DU QUEBEC	35 609,16 \$
Montréal	FONDATION POUR L'ART THERAPEUTIQUE ET L'ART BRUT AU QUEBEC	6 267,91 \$
Montréal	FONDATION SOMMEIL - ASSOCIATION DE PERSONNES ATTEINTES DE DE	18 426,31 \$
Montréal	FORUM ECONOMIQUE DE VERDUN	45 921,00 \$
Montréal	FOURCHETTES DE L'ESPOIR	9 247,60 \$
Montréal	FOURCHETTES DE L'ESPOIR	20 540,60 \$
Montréal	FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DE MONTREAL IN	3 346,60 \$
Montréal	GALERIE B-312	57 449,09 \$
Montréal	GROUPE D'ACTION POUR LA PREVENTION DE LA TRANSMISSION DU VIH	89 832,71 \$
Montréal	GROUPE DE RESSOURCES TECHNIQUES "BATIR SON QUARTIER"	33 737,71 \$
Montréal	GUEPE, GROUPE UNI DES EDUCATEURS-NATURALISTES ET PROFESSIONN	5 427,37 \$
Montréal	HABITATIONS NOUVELLES AVENUES	51 069,48 \$
Montréal	HALTE LA RESSOURCE INC.	12 050,24 \$
Montréal	HALTE-FEMMES MONTREAL-NORD	4 030,45 \$
Montréal	HALTE-FEMMES MONTREAL-NORD	26 595,11 \$
Montréal	INFO-FEMMES INC.	78 694,34 \$
Montréal	INFOLOGIS DE L'EST DE L'ILE DE MONTREAL	3 772,86 \$
Montréal	INSTITUT BARON DE HIRSCH ET SOCIETE D'ENTRAIDE HEBRAIQUE DE	39 023,81 \$
Montréal	INSTITUT DE FORMATION POUR LES GENS D'AFFAIRES INC.	13 242,29 \$
Montréal	INSTITUT INTERCULTUREL DE MONTREAL (I.I.M.)	20 240,99 \$
Montréal	INTERACTION FAMILLE HOCHELAGA - MAISONNEUVE	4 186,50 \$
Montréal	INTERACTION FAMILLE HOCHELAGA - MAISONNEUVE	36 683,25 \$
Montréal	JEUNES EN MOUVEMENT DE POINTE-AUX- TREMBLES	22 617,38 \$
Montréal	JOURNAL COMMUNAUTAIRE LE MONDE INC.	22 264,20 \$
Montréal	JOUTHEQUE DE VILLERAY	13 491,61 \$
Montréal	LA 20TAINE	15 216,44 \$
Montréal	LA CAFETERIA COMMUNAUTAIRE MULTI CAF	37 085,68 \$
Montréal	LA CLE DES CHAMPS, RESEAU D'ENTRAIDE POUR TROUBLES ANXIEUX	2 120,97 \$
Montréal	LA CLE DES CHAMPS, RESEAU D'ENTRAIDE POUR TROUBLES ANXIEUX	45 398,00 \$
Montréal	LA CORPORATION DE L'OPERA DE MONTREAL (1980) INC.	55 290,16 \$
Montréal	LA CORPORATION ST-LAURENT GRANDS LACS	2 900,00 \$
Montréal	LA DAUPHINELLE	1 512,60 \$
Montréal	LA DAUPHINELLE	21 488,40 \$
Montréal	LA FONDATION TERRY FOX	2 043,26 \$
Montréal	LA FONDATION TRAVAIL SANS FRONTIERES INC.	23 166,17 \$
Montréal	LA GRANDE VADROUILLE INC.	9 352,12 \$
Montréal	LA GRANDE VADROUILLE INC.	18 815,88 \$
Montréal	LA GRANDE VADROUILLE INC.	31 276,11 \$
Montréal	LA MAISON DE JEUNES LE CHEMIN FAISANT INC.	79 852,93 \$

Nom de la région	Nom de l'employeur	Dépenses 2003-2004
Montréal	LA MAISON D'ENTRAIDE ST-PAUL ET EMARD	19 655,60 \$
Montréal	LA MAISON DES FAMILLES DE MERCIER-EST	19 064,00 \$
Montréal	LA MAISON DES FEMMES SOURDES DE MONTREAL	10 194,37 \$
Montréal	LA MAISON DES JEUNES "L'ESCALIER" DE LACHINE INC.	18 564,00 \$
Montréal	LA MAISON DES PARENTS DE BORDEAUX-CARTIERVILLE	20 165,74 \$
Montréal	LA MAISONNETTE SUD-OUEST	7 419,28 \$
Montréal	LA MAISONNETTE SUD-OUEST	16 146,83 \$
Montréal	LA MAISONNETTE SUD-OUEST	25 135,00 \$
Montréal	LA REPLIQUE	30 822,67 \$
Montréal	LA REPLIQUE	35 450,95 \$
Montréal	LA REVOTHEQUE	46 217,41 \$
Montréal	LA RUE DES FEMMES DE MONTREAL	13 445,60 \$
Montréal	LA SOCIETE DE MUSIQUE CONTEMPORAINE DU QUEBEC	11 741,86 \$
Montréal	LA SOCIETE FANTOME ETRANGERS INC.	27 241,03 \$
Montréal	LA VIE DES ARTS	26 388,41 \$
Montréal	L'AIDE DOMESTIQUE DU NORD-EST DE MONTREAL	18 535,67 \$
Montréal	L'AIDE DOMESTIQUE DU NORD-EST DE MONTREAL	26 429,95 \$
Montréal	L'AIDE DOMESTIQUE DU NORD-EST DE MONTREAL	27 620,63 \$
Montréal	L'AIDE DOMESTIQUE DU NORD-EST DE MONTREAL	45 154,94 \$
Montréal	L'AIDE DOMESTIQUE DU NORD-EST DE MONTREAL	64 472,18 \$
Montréal	L'AME-ART: ARTISTES DU MILE-END	11 894,75 \$
Montréal	L'ASSOCIATION CANADIENNE DE LA DYSTROPHIE MUSCULAIRE	28 030,13 \$
Montréal	L'ATELIER CIRCULAIRE	9 971,10 \$
Montréal	LE CENTRE D'ACTION BENEVOLE DE RIVIERE-DES-PRAIRIES	30 984,05 \$
Montréal	LE CENTRE D'APPRENTISSAGE PARALLELE DE MONTREAL C.A.P.	4 190,50 \$
Montréal	LE CENTRE DE RESSOURCES ET D'ACTION COMMUNAUTAIRE DE LA PETIT	90 963,89 \$
Montréal	LE CENTRE DE SERVICES COMMUNAUTAIRES DU MONASTERE	51 271,71 \$
Montréal	LE CENTRE DES FEMMES DE POINTE-AUX-TREMBLES	20 769,17 \$
Montréal	LE CENTRE DES FEMMES DE POINTE-AUX-TREMBLES	42 286,71 \$
Montréal	LE CENTRE DU VIEUX MOULIN DE LASALLE	19 879,22 \$
Montréal	LE CENTRE INTERNATIONAL DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION HA	29 231,00 \$
Montréal	LE CONSEIL DES PERSONNES AGEES DE LA COMMUNAUTE NOIRE DE MON	3 808,32 \$
Montréal	LE CONSORTIUM L'ECHO-LOGIQUE INC.	13 738,02 \$
Montréal	LE CONSORTIUM L'ECHO-LOGIQUE INC.	87 420,92 \$
Montréal	LE GROUPE COMMUNAUTAIRE L'ITINERAIRE	52 838,08 \$
Montréal	LE MOIS DE LA PHOTO A MONTREAL	152 710,19 \$
Montréal	LE MOULIN A MUSIQUE INC.	23 043,30 \$
Montréal	LE PARADOS INC.	22 617,10 \$
Montréal	LE PATRO LE PREVOST	61 746,36 \$
Montréal	LE PETIT CHAPLIN INC	26 280,45 \$
Montréal	LE REPERE DES JEUNES ILE-DES-SOEURS	22 643,89 \$
Montréal	L'ECOLE DE CIRQUE DE VERDUN	8 156,44 \$
Montréal	L'ECOLE DE CIRQUE DE VERDUN	23 312,52 \$
Montréal	L'ECOMUSEE DE LA MAISON DU FIER MONDE INC.	17 941,70 \$
Montréal	LES ATELIERS DE DANSE MODERNE DE MONTREAL INC.	28 966,62 \$
Montréal	LES ENFANTS DE L'ESPOIR DE MAISONNEUVE	9 221,47 \$
Montréal	LES HABITATIONS COMMUNAUTAIRES DE COTE-DES-NEIGES	6 389,60 \$
Montréal	LES PETITS FRERES DES PAUVRES	3 134,05 \$
Montréal	LES PRODUCTIONS MULTISENS INC.	15 346,64 \$
Montréal	LES PRODUCTIONS NATHALIE DEROME	26 816,80 \$
Montréal	LES PRODUCTIONS VENT D'EST INC.	5 241,00 \$
Montréal	LES RELEVAILLES DE MONTREAL	24 753,32 \$
Montréal	LES SCOUTS DU MONTREAL METROPOLITAIN	6 529,00 \$
Montréal	LES SERVICES D'AIDE REMUE-MENAGE	7 573,55 \$
Montréal	LES SERVICES D'AIDE REMUE-MENAGE	15 259,82 \$
Montréal	LES SERVICES D'AIDE REMUE-MENAGE	20 064,22 \$
Montréal	L'HIRONDELLE, SERVICES D'ACCUEIL ET D'INTEGRATION DES IMMIGR	1 270,14 \$
Montréal	L'HIRONDELLE, SERVICES D'ACCUEIL ET D'INTEGRATION DES IMMIGR	3 496,87 \$
Montréal	L'HIRONDELLE, SERVICES D'ACCUEIL ET D'INTEGRATION DES IMMIGR	23 185,84 \$
Montréal	L'OASIS DES ENFANTS DE ROSEMONT	53 848,48 \$
Montréal	LOGISTIQUE CENTRE-SUD INC.	18 808,92 \$
Montréal	L'ORGANISATION DES JEUNES DE PARC EXTENSION INC.	28 085,76 \$
Montréal	L'ORGANISATION DES JEUNES DE PARC EXTENSION INC.	31 366,74 \$
Montréal	L'UNITE D'INTERVENTION MOBILE L'ANONYME INC.	5 483,52 \$
Montréal	MA CHAMBRE INC.	22 740,32 \$
Montréal	MADAME PREND CONGE, CENTRE DE FEMMES DE POINTE ST-CHARLES	25 708,40 \$
Montréal	MAINFILM	17 193,70 \$
Montréal	MAISON DE JEUNES DE SAINT-LEONARD	3 761,22 \$
Montréal	MAISON DE JEUNES: L'OUVERTURE	22 738,22 \$
Montréal	MAISON DE LA FAMILLE DE SAINT-LEONARD	25 509,02 \$
Montréal	MAISON DE LA FAMILLE PIERRE BIENVENUE NOAILLES	23 583,02 \$
Montréal	MAISON DES JEUNES A MA BAIE INC.	11 045,22 \$
Montréal	MAISON DES JEUNES DE BORDEAUX-CARTIERVILLE	10 157,00 \$
Montréal	MAISON D'HAITI	24 698,18 \$
Montréal	MAISON D'HAITI	34 366,29 \$
Montréal	MAISON FLORA TRISTAN, D'HEBERGEMENT ET DE TRANSITION	48 814,62 \$
Montréal	MAISON L'ECLAIRCIE DE MONTREAL	41 279,47 \$
Montréal	MAISON L'OCEANE	14 353,73 \$
Montréal	MAT MONTREAL INC.	27 578,91 \$
Montréal	MIME OMNIBUS INC.	12 149,60 \$
Montréal	MISE AU JEU MONTREAL, ANIMATION THEATRALE ET DYNAMIQUE DE GR	35 122,20 \$
Montréal	MISE AU JEU MONTREAL, ANIMATION THEATRALE ET DYNAMIQUE DE GR	58 955,63 \$
Montréal	MON RESTO SAINT-MICHEL	30 590,49 \$
Montréal	MONTREAL DANSE	24 010,10 \$
Montréal	MONUMENT-NATIONAL	23 643,12 \$

Nom de la région	Nom de l'employeur	Dépenses 2003-2004
Montréal	MOUVEMENT ACTION JUSTICE	39 576,67 \$
Montréal	MOUVEMENT CONTRE LE VIOL ET L'INCESTE / COLLECTIF DE FEMMES	33 919,83 \$
Montréal	MOUVEMENT FRATERNITE MULTI-ETHNIQUE INC.	29 628,42 \$
Montréal	MOUVEMENT JEUNESSE MONTREAL-NORD	68 272,54 \$
Montréal	OBJECTIF JEUNESSE	113 530,19 \$
Montréal	OBJECTIF SECURITE ACTION (OSA ANJOU)	11 259,02 \$
Montréal	OBORO GOBORO	20 392,40 \$
Montréal	OBORO GOBORO	46 250,77 \$
Montréal	OLD BREWERY MISSION	46 318,24 \$
Montréal	ORGANISATION POPULAIRE DES DROITS SOCIAUX-REGION MONTREAL (O	7 525,00 \$
Montréal	P. O. P. I. R. INC.	28 326,84 \$
Montréal	P.R.I.S.E. II (PROGRAMME EDUCATIF DE REVALORISATION INDIVIDU	20 447,13 \$
Montréal	PARC EXTENSION - QUARTIER EN SANTE	18 354,00 \$
Montréal	PARC EXTENSION - QUARTIER EN SANTE	27 463,77 \$
Montréal	PARC EXTENSION - QUARTIER EN SANTE	38 899,33 \$
Montréal	PART DU CHEF	20 562,49 \$
Montréal	PART DU CHEF	33 389,97 \$
Montréal	PAVILLON D'EDUCATION COMMUNAUTAIRE HOCHELAGA-MAISONNEUVE	50 405,01 \$
Montréal	PETITES-MAINS	22 951,78 \$
Montréal	PRODUCTIONS ABSOLU ST-LAURENT	12 578,52 \$
Montréal	PRODUCTIONS CIEL VARIABLE	21 815,72 \$
Montréal	PRODUCTIONS FLAMENCO MONTREAL	1 019,98 \$
Montréal	PRODUCTIONS SUPERMEME - SUPERMUSIQUE	18 238,65 \$
Montréal	PROGRAMME D'INITIATION AU TRAVAIL-REGION EST DE MONTREAL	74 301,76 \$
Montréal	PROGRAMME D'INITIATION AU TRAVAIL-REGION EST DE MONTREAL	76 443,02 \$
Montréal	PROJET COMMUNAUTAIRE DE PIERREFONDS	21 907,17 \$
Montréal	PROJET DE PREVENTION DES TOXICOMANIES: CUMULUS	23 769,56 \$
Montréal	PROMIS (PROMOTION - INTEGRATION - SOCIETE NOUVELLE)	33 426,01 \$
Montréal	QUARTIER EPHEMERE, CENTRE D'ARTS VISUELS	53 825,27 \$
Montréal	R.O.C.H.A. (REGROUPEMENT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES ET HU	25 441,54 \$
Montréal	RADIO COMMUNAUTAIRE FRANCOPHONE DE MONTREAL INC.	28 576,16 \$
Montréal	REFUGE POUR LES FEMMES DE L'OUEST-DE-L'ILE	22 514,36 \$
Montréal	REGROUPEMENT DES AIDANTS-NATURELS DE MONTREAL	2 007,46 \$
Montréal	REGROUPEMENT DES CENTRES D'ARTISTES AUTOGERES DU QUEBEC INC.	2 931,43 \$
Montréal	REGROUPEMENT DES CENTRES DE LA PETITE ENFANCE DE L'ILE DE MO	11 198,47 \$
Montréal	REGROUPEMENT DES ENTREPRISES D'ECONOMIE SOCIALE EN AIDE DOME	26 645,67 \$
Montréal	REGROUPEMENT DES MAGASINS-PARTAGE DE L'ILE DE MONTREAL	21 964,28 \$
Montréal	REGROUPEMENT DES RESSOURCES ALTERNATIVES EN SANTE MENTALE DU	31 808,32 \$
Montréal	REGROUPEMENT DES USAGERS DU TRANSPORT ADAPTE DE LA CUM INC.	20 454,22 \$
Montréal	REGROUPEMENT JEUNESSE EN MARCHÉ DU QUEBEC	5 303,41 \$
Montréal	REGROUPEMENT JEUNESSE EN MARCHÉ DU QUEBEC	10 910,72 \$
Montréal	REGROUPEMENT: "ENTRE MAMANS" INC.	2 282,87 \$
Montréal	REGROUPEMENT: "ENTRE MAMANS" INC.	21 010,40 \$
Montréal	REPERCUSSION THEATRE	80 647,79 \$
Montréal	REPERE (RELATION D'ENTRAIDE POUR UNE PATERNITE RENOUVELEE)	64 967,69 \$
Montréal	REPIT «UNE HEURE POUR MOI» INC.	31 127,63 \$
Montréal	REPIT-RESSOURCE DE L'EST DE MONTREAL	25 026,68 \$
Montréal	REPIT-RESSOURCE DE L'EST DE MONTREAL	47 284,95 \$
Montréal	RESEAU D'ACTION CITOYENNE (R.A.C.)	49 552,47 \$
Montréal	RESEAU INDEPENDANT DES DIFFUSEURS D'EVENEMENTS ARTISTIQUES U	7 770,40 \$
Montréal	RESEAU-BENEVOLES DE VERDUN INC.	7 180,42 \$
Montréal	RESIDENCE FLEURIE INC.	2 077,82 \$
Montréal	ROND-POINT JEUNESSE AU TRAVAIL	5 771,10 \$
Montréal	ROND-POINT JEUNESSE AU TRAVAIL	8 416,50 \$
Montréal	S.O.S. VIOLENCE CONJUGALE	26 976,34 \$
Montréal	SANTROPOL ROULANT INC.	33 655,35 \$
Montréal	SECRETIARIAT DES JOURNEES DE LA CULTURE	2 863,21 \$
Montréal	SERVICE D'AIDE COMMUNAUTAIRE ANJOU INC.	7 107,08 \$
Montréal	SERVICE DE NUTRITION ET D'ACTION COMMUNAUTAIRE (SNAC)	3 819,20 \$
Montréal	SERVICE D'EDUCATION ET DE SECURITE ALIMENTAIRE DE MERCIER-ES	55 240,29 \$
Montréal	SERVICE D'INTEGRATION A LA COLLECTIVITE	6 467,40 \$
Montréal	SERVICES D'AIDE AUX NEO- QUEBECOIS ET IMMIGRANTS S.A.N.Q.I.	17 642,81 \$
Montréal	SERVICES SOCIAUX HELLENIQUES DU QUEBEC	13 160,05 \$
Montréal	SERVICES SOCIAUX HELLENIQUES DU QUEBEC	21 568,00 \$
Montréal	SERVICES WEST-NETTE	27 029,71 \$
Montréal	SERVICES WEST-NETTE	46 465,08 \$
Montréal	SERVICES WEST-NETTE	60 081,68 \$
Montréal	SOCIETE CANADIENNE DE LA SCLEROSE EN PLAQUES (DIVISION DU QU	38 889,20 \$
Montréal	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE MONTREAL, (SODECM)	18 913,00 \$
Montréal	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ENVIRONNEMENTAL DE ROSEMONT (SODER)	18 569,13 \$
Montréal	SOCIETE DE DISTRIBUTION CINEMA LIBRE	59 767,60 \$
Montréal	SOCIETE DE RECHERCHE HISTORIQUE ARCHIV-HISTO INC.	20 605,20 \$
Montréal	SOCIETE D'EDUCATION POUR LE CYCLISME A MONTREAL	6 697,60 \$
Montréal	SOCIETE D'EDUCATION POUR LE CYCLISME A MONTREAL	22 759,99 \$
Montréal	SOCIETE DU CHATEAU DUFRESNE INC.	13 459,91 \$
Montréal	SOCIETE DU MUSEE D'ARCHEOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTREAL POI	20 808,72 \$
Montréal	SOCIETE HISTORIQUE CAVELIER- DE-LASALLE	57 478,04 \$
Montréal	SOCIETE INTERNATIONALE DU BANGLADESH	3 493,70 \$
Montréal	SOCIETE INTERNATIONALE DU BANGLADESH	23 637,04 \$
Montréal	SOCIETE MER ET MONDE	13 178,40 \$
Montréal	SOCIETE POUR PROMOUVOIR LES ARTS GIGANTESQUES (S.P.A.G.)	32 223,36 \$
Montréal	SOLIDARITE AHUNTSIC	31 059,00 \$
Montréal	SOLIDARITE SAINT-HENRI	26 282,76 \$
Montréal	SOLIDARITE VILLERAY	59 828,95 \$
Montréal	SPECTRE DE RUE INC.	4 124,81 \$

Nom de la région	Nom de l'employeur	Dépenses 2003-2004
Montréal	STATION FAMILLES	4 316,95 \$
Montréal	TEL-ECOUTE	28 259,98 \$
Montréal	THEATRE INCLINE INC.	46 864,28 \$
Montréal	THEATRE PIGEONS INTERNATIONAL	15 657,10 \$
Montréal	VOX, CENTRE DE L'IMAGE CONTEMPORAINE	68 249,94 \$
Montréal	VUES D'AFRIQUE	10 720,72 \$
Montréal	YMCA DE MONTREAL (SUCCURSALE CENTRE- VILLE)	7 397,65 \$
National	ACEF REGION DE TROIS RIVIERES	1 690,00 \$
National	ASSOCIATION COOPERATIVE D'ECONOMIE FAMILIALE DE LA REGION LA	1 690,00 \$
National	ASSOCIATION COOPERATIVE D'ECONOMIE FAMILIALE DU CENTRE DE MO	2 307,40 \$
National	COMITE D'ADAPTATION DE LA MAIN-D'OEUVRE - C.A.M.O. - PERSONN	29 155,05 \$
National	COMITE D'ADAPTATION DE LA MAIN-D'OEUVRE - C.A.M.O. - PERSONN	51 648,96 \$
National	COMMUNAUTIQUE	8 461,00 \$
National	COMMUNAUTIQUE	752 117,30 \$
National	CONFEDERATION QUEBECOISE DES COOPERATIVES D'HABITATION (C.Q.	12 083,06 \$
National	FONDATION DES PARLEMENTAIRES QUEBECOIS CULTURE A PARTAGER	61 867,85 \$
National	FONDATION MIRA INC.	19 198,49 \$
National	FRONT COMMUN DES ASSISTES SOCIAUX DU QUEBEC INC.	3 139,50 \$
National	L'ASSOCIATION COOPERATIVE D'ECONOMIE FAMILIALE DE L'OUTAOUAI	5 494,05 \$
National	L'ASSOCIATION DES CENTRES JEUNESSE DU QUEBEC	135 000,00 \$
National	LE TOURNANT, DEVELOPPEMENT FEUILLUS INC.	181 670,89 \$
National	SERVICE BUDGETAIRE ET COMMUNAUTAIRE D'ALMA	2 927,71 \$
National	SERVICE D'AIDE AU CONSOMMATEUR-REGION 04	2 253,00 \$
Nord-du-Québec	CARREFOUR COMMUNAUTAIRE DE CHIBOUGAMAU	32 024,64 \$
Nord-du-Québec	CENTRE DE FEMMES LES ELLES DU NORD	28 487,02 \$
Nord-du-Québec	CLUB SOCIAL DES JEUNES DE CHAPAIS	14 458,18 \$
Nord-du-Québec	MUNICIPALITE DE LA BAIE-JAMES	20 489,56 \$
Nord-du-Québec	VILLAGE NORDIQUE DE INUKTJAK	27 468,76 \$
Nord-du-Québec	VILLAGE NORDIQUE DE SALLUIT	40 082,56 \$
Outaouais	ALGONQUIN ANISHINABEG NATION INC.	6 045,55 \$
Outaouais	ALLIANCE AUTOCHTONE LOCAL 18 MANIWAKI INC.	49 629,00 \$
Outaouais	ASSOCIATION DE CHASSEURS ET DE PECHEURS DE LA RIVIERE DU MOI	15 897,60 \$
Outaouais	ASSOCIATION DES LOISIRS DE MONTPELLIER	42 285,00 \$
Outaouais	ASSOCIATION REGIONALE DE SOCCER DE L'OUTAOUAIS INC.	2 709,00 \$
Outaouais	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE L'OUTAOUAIS	23 008,00 \$
Outaouais	CENTRE DE FORMATION EN ENTREPRISE ET RECUPERATION CFER OUTAO	19 162,15 \$
Outaouais	CENTRE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE AGROFO	17 295,54 \$
Outaouais	CENTRE D'INTERVENTION ET DE PREVENTION EN TOXICOMANIE DE L'O	11 092,32 \$
Outaouais	CHAMBRE DE COMMERCE VALLEE DE LA PETITE-NATION	16 331,00 \$
Outaouais	COMITE ALPHA PAPINEAU	22 242,74 \$
Outaouais	COMITE JEUNESSE-FAMILLE DE MONTEBELLO	5 840,79 \$
Outaouais	COOPERATIVE DE TRAVAIL BIOTERRA	8 633,91 \$
Outaouais	CORPORATION DES TRANSPORTS COLLECTIFS DE LA VALLEE-DE-LA-GAT	60 756,80 \$
Outaouais	CORPORATION DES TRANSPORTS COLLECTIFS DE PAPINEAU INC.	35 282,00 \$
Outaouais	CORPORATION NORTH NATION MILLS	55 020,00 \$
Outaouais	ENTRAIDE-DEUIL DE L'OUTAOUAIS	18 980,42 \$
Outaouais	FEDERATION QUEBECOISE DES GESTIONNAIRES DE ZECS	11 338,00 \$
Outaouais	FESTIVAL WESTERN ST-ANDRE-AVELLIN RODEO PROFESSIONNEL INC.	5 312,04 \$
Outaouais	GROUPE COMMUNAUTAIRE DESCHENES	4 892,10 \$
Outaouais	GROUPE COMMUNAUTAIRE DESCHENES	24 179,04 \$
Outaouais	IMPERATIF FRANCAIS	2 511,60 \$
Outaouais	INSTITUT SUD-ATLANTIQUE DE DEVELOPPEMENT "ISAD"	39 010,40 \$
Outaouais	LA FILATURE INC.	2 821,73 \$
Outaouais	L'ASSOCIATION DES FAMILLES MONOPARENTALES ET RECOMPOSEES DE	24 197,00 \$
Outaouais	LE CENTRE ACTU-ELLE	2 622,35 \$
Outaouais	LE CENTRE DE DEPANNAGE ALIMENTAIRE DE BUCKINGHAM	37 800,00 \$
Outaouais	LE CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOIS DU PONTIAC	41 104,58 \$
Outaouais	LE GROUPE DERIVES URBAINES INC.	15 939,00 \$
Outaouais	LES GRANDS FRERES ET GRANDES SOEURS DE L'OUTAOUAIS INC.	17 620,00 \$
Outaouais	LOGEMENT OCCUPE	25 272,40 \$
Outaouais	M-ADO JEUNES	5 382,00 \$
Outaouais	MAISON DE JEUNES LA BARAQUE	2 760,74 \$
Outaouais	MAISON DES JEUNES D'AVELLIN	23 368,36 \$
Outaouais	MANI-JEUNES INC.	9 804,00 \$
Outaouais	MOUVEMENT ACTION-CHOMAGE OUTAOUAIS	12 340,00 \$
Outaouais	MOUVEMENT TOURISTIQUE DE LA VALLEE DE LA LIEVRE	20 019,94 \$
Outaouais	MUNICIPALITE DE LAC-DES-PLAGES	8 117,20 \$
Outaouais	MUNICIPALITE DE MONTPELLIER	17 581,20 \$
Outaouais	MUSIQU'EN NOUS INC.	20 820,00 \$
Outaouais	OPTION FEMMES EMPLOI	25 856,09 \$
Outaouais	ORCHESTRE DES CONCERTS SYMPHONIQUES DE GATINEAU	15 920,58 \$
Outaouais	PREVENTION C.E.S.A.R.	19 154,00 \$
Outaouais	SERVICE INTEGRATION TRAVAIL OUTAOUAIS	37 183,68 \$
Outaouais	VILLE DE MANIWAKI	29 320,00 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	ACCES-TRAVAIL-EMPLOI	29 092,85 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPEES VISUELLES DE LA REGION	16 177,00 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	ATELIER D'ESTAMPE DE LA SAGAMIE	10 109,00 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	CENTRE D'INTERPRETATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA RURALITE	4 296,00 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	CENTRE POPULAIRE DE ROBERVAL	12 681,00 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	COMITE DE DEVELOPPEMENT DE GIRARDVILLE	8 241,25 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	CONSEIL REGIONAL DES FAMILLES DU SAGUENAY - LAC ST-JEAN	25 061,40 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	COOP DE SOLIDARITE L'ATELIER DES ARTS DU FEU	19 544,55 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DU ROC	17 852,90 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE LAC SAINT-JEAN ES	4 367,61 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	ENTRE-ETRES	9 433,10 \$

Nom de la région

Nom de l'employeur

Dépenses 2003-2004

Saguenay—Lac-Saint-Jean	FONDS D'ENTRAIDE COMMUNAUTAIRE INC.	18 392,12 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	GROUPE DE RESSOURCES POUR LES TROUBLES DE PANIQUE - G.R.T.P.	11 586,40 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	GRT HABITATION POPULAIRE SAGUENAY/LAC-SAINT-JEAN	16 739,20 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	LA BOITE A BLEUETS	10 883,00 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	LA CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DES DEUX-RIVES	17 581,00 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	LA MAISON DES FAMILLES DE CHICOUTIMI	24 139,41 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	LA SEMAINE MONDIALE DE LA MARIONNETTE DU QUEBEC	2 367,70 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	LA SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DE ST-HONORE INC.	13 730,10 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	LA TELEVISION COMMUNAUTAIRE DE ROBERVAL INC.	3 888,00 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	L'ASSOCIATION DES RESIDENTS DE LOGEMENTS MUNICIPAUX DE JONQU	18 045,00 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	L'ATELIER DE THEATRE L'EAU VIVE	5 987,72 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	LE CRAN... D'ARRET	2 103,10 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	LES GRANDS JARDINS DU LAC ST-JEAN (NORMANDIN) INC.	3 561,00 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	L'INSTITUT DES ARTS AU SAGUENAY	17 822,80 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	MUNICIPALITE DE SAINT-HONORE	2 392,00 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	MUSEE DU FJORD	49 508,00 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	RECIF-02	3 015,75 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	SERFRIVAIL	104 201,47 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	SERVICE BUDGETAIRE ET COMMUNAUTAIRE DE LA MRC MARIA CHAPD.	7 881,20 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	SERVICE BUDGETAIRE POPULAIRE DE ST-FELICIEN	8 130,00 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	SERVICE D'INFORMATION ET DE CONSULTATION EN JUSTICE SOCIALE	13 406,40 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	SERVICE EXTERNE DE MAIN-D'OEUVRE DU SAGUENAY	5 589,19 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	SOCIETE CANADIENNE DE LA SCLEROSE EN PLAQUES (SECTION LAC-ST	2 511,60 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	SOCIETE D'AMENAGEMENT DE LA RIVIERE-AUX-SABLES JONQUIERE INC	34 388,00 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DE L'ANSE AUX FOINS INC.	7 053,75 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	SOCIETE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE (SGE)	16 752,00 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	SOCIETE D'HISTOIRE DU LAC-ST-JEAN INC.	11 406,00 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	SOLI-CAN LAC-SAINT-JEAN EST (SOLIDARITE-CANCER)	6 037,07 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	TOURISME ALMA	20 635,05 \$
Saguenay—Lac-Saint-Jean	USINE-ECOLE SCIFOR	18 136,80 \$

QUESTION 23

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF23

Titre

Fonds de lutte contre la pauvreté

État de situation des projets en cours de réalisation pour l'année 2003-2004.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

**Il est à noter qu'à partir du 1^{er} avril 2003, le Fonds québécois d'initiatives sociales a acquis les droits et a assumé les obligations du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail et ce, jusqu'au 31 mars 2004.*

Les projets soumis pour financement au Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail ont été acceptés ou refusés par les comités d'approbation des projets du Fonds avant le 31 mars 2003. Ces comités étaient composés de représentants du milieu communautaire et du gouvernement : 17 comités régionaux, 13 locaux et 1 national étaient en place.

Les projets ont été acceptés par les comités d'approbation en fonction des orientations et des balises du Fonds et des planifications stratégiques des comités.

Plus de 1 400 nouvelles participations ont été enregistrées au Fonds de lutte contre la pauvreté au cours de l'année 2003-2004 (au 20 février 2004). De ce nombre, 52 % étaient des prestataires de l'assistance-emploi. La proportion de femmes qui participe à un projet soutenu par le Fonds de lutte contre la pauvreté s'est inscrite à 60 %, alors que la proportion des personnes immigrantes a atteint 13 % du total.

Comme le prévoient les orientations du Fonds, les organismes ont obtenu une subvention du Fonds afin de financer la réinsertion au travail des personnes économiquement démunies. Les organismes ont accueilli ces personnes dans des projets de création d'emplois, d'insertion et de stages ainsi que de formation.

SOURCE : Direction du Fonds québécois d'initiatives sociales – 8 avril 2004
VALIDATION : Direction du budget et des opérations financières – 15 mars 2004
DGPSC/BSMA – 8 avril 2004

QUESTION 24

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF24

Titre

Fonds de lutte contre la pauvreté

Liste des demandes acceptées ou refusées par le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail ainsi que le détail, par région, du projet et le montant accordé.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

**Il est à noter qu'à partir du 1^{er} avril 2003, le Fonds québécois d'initiatives sociales a acquis les droits et a assumé les obligations du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail et ce, jusqu'au 31 mars 2004.*

Pour l'année 2003-2004, les comités d'approbation n'ont pas accepté ni refusé de projets puisque la date limite pour l'acceptation et le refus des projets était le 31 mars 2003, tel que prévu dans la Loi instituant le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail. L'annexe présentée à la question # 22 donne la liste des organismes par région ayant obtenu du financement de leur projet en 2003-2004 ainsi que le montant versé.

SOURCE : Direction du Fonds québécois d'initiatives sociales – 8 avril 2004
VALIDATION : Direction du budget et des opérations financières – 15 mars 2004
DGPSC/BSMA – 15 avril 2004

QUESTION 25

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF25

Titre

Fonds de lutte contre la pauvreté

Copie d'études, avis ou recommandations sur la fin du Fonds de lutte et son remplacement par le Fonds québécois d'initiatives sociales.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits

SOURCE : Direction du Fonds québécois d'initiatives sociales – 8 avril 2004
VALIDATION : Direction du budget et des opérations financières – 15 mars 2004
DGPSC/BSMA – 8 avril 2004

QUESTION 26

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

1 2 0

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF26

Titre : Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail

Copie de toute évaluation, analyse et bilan du Fonds de lutte.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits

SOURCE : Direction du Fonds québécois d'initiatives sociales – 8 avril 2004
VALIDATION : Direction du budget et des opérations financières – 15 mars 2004
DGPSC/BSMA – 8 avril 2004

QUESTION 27

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF27

Titre

Liste de toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un ou des employé(s) du ministère ou de l'organisme pour les cinq dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucune société (OSBL) n'est créée par le Ministère. De plus, le Ministère ne détient pas d'information à savoir si des employés ont créé des sociétés (OSBL).

SOURCE : Direction des affaires juridiques – 2004-03-16
COLLABORATION :
VALIDATION:

QUESTION 28

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF28

Titre

Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans votre ministère ou organisme, tel que prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Conformément à l'article 16 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, la liste de classement des ministères et organismes n'est disponible que par consultation sur place.

SOURCE : Direction des ressources matérielles – le 16 mars 2004
VALIDATION: Direction générale des services à la gestion - le 16 mars 2004